

Directeur : Jacques Fauvet

2.50 F

Algérie, 1,30 BA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 225 m.
 Allemagne, 4,00 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
 20 fr.; Canada, 1 \$; Chili, 100 pesos; 225 fr.
 Roumanie, 5 lei; Espagne, 60 pes.; Gr.-B., 35 p.
 Grèce, 40 dr.; Hongr., 120 rls.; Irlande, 55 s.
 Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 L.
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
 40 esc.; Suède, 525 kr.; Suisse, 0,75 fr.
 Tchécos., 1,30 SK; Turquie, 25 liras; Yougosl., 20 din.

Tarif des abonnements page 36

5. RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX
C. C. P. 6297-21 PARIS
 Télé. Paris M 656572

Tél. = 244.72.72

Deux conceptions

Il n'en demeure pas moins qu'on est en droit de s'interroger pour savoir si c'est bien là l'homme dont les Etats-Unis ont besoin pour poursuivre une très difficile adaptation à un monde en mouvement. Le simplisme de ses réactions, son « cartésianisme » viscéral, son incapacité à comprendre des mouvements sociaux et nationaux, constituent autant de risques de « dérapage » qui pourraient être extrêmement lourds de conséquences, pas seulement pour les Etats-Unis.

De notre envoyée spéciale:

BERNARD CHAPUIS.

NICOLE BERNHEIM.
(Lire nos informations
pages 3 à 5.)

Quelle que soit l'issue qui sera trouvée au problème des otages, plus précisément à quelque date qu'interviennne leur libération, les cinquante-deux captifs américains auront, pour une fois, été utiles à l'Iran, et pas seulement dans le rôle de pion sur l'échiquier de la lutte interne pour le pouvoir. Sans leur présence dans les geôles de Téhéran et d'ailleurs, les Etats-Unis n'auraient très probablement pas penché à ce point vers l'Iran dans son conflit avec l'Irak.

Le choix d'un produit

BERNARD CHAPUIS.

Le syndicat Solidarité est décidé à déclencher une grève générale si ses revendications sont rejetées

Les arrières-pensées de Berlin-Est

Les arrière-pensées de Berlin-Est

Vis-à-vis de la R.F.A., la structure n'a déjà manifesté depuis l'adoption de mesures restrictives, très sensiblement la circulation illégale de (de l'ordre de 12 à 15 millions) de francs allemands du chef de l'Etat et du parti en R.D.A. L'absence de trouver une nouvelle structure n'est pas une nouveauté. L'existence en soi tout un symbole. La République démocratique allemande, en effet annonce une telle alliance, nous milite. L'existence d'une telle alliance est en commun avec la République fédérale depuis cette année, alors que la R.F.A. avait, plusieurs années durant, refusé d'associer ses hommes essentiels au socialisme ».

C'est manifestement la situation en Pologne qui inspire à Berlin-Est - avec, au minimum, l'aval de l'Union soviétique - ce refus de l'Allemagne démocratique d'agressivité. Mardi le gouvernement est-allemand a d'ailleurs déclaré des mesures restreignant la circulation entre la R.D.A. et la Pologne, des restrictions comme temporaires, et dont le maintien sera fonction de la « stabilisation » dans ce pays, selon les informations officielles est-allemandes.

BERNARD BRIGOUËIX.

(Lire la suite page 2.)

ents dans le Golfe

Reclassements dans le Golfe

par MICHEL TATU

Quelle que soit l'issue qui sera trouvée au problème des ciages, plus précisément à quelque date qu'intervienne leur libération, les cinquante-deux captifs américains auront, pour une fois, été utiles à l'Iran, et pas seulement dans le rôle de pion sur l'échiquier de la lutte interne pour le pouvoir. Sans leur présence dans les geôles de Téhéran et d'ailleurs, les Etats-Unis n'auraient très probablement pas penché à ce point vers l'Iran dans son conflit avec l'Irak.

la neutralité officiellement proclamée par le Carter est allé jusqu'à dénoncer l'Irak comme agresseur et à mettre en garde contre toute atteinte à l'intégrité territoriale de ce pays. Les démentis opposés à ces alléguations à l'idee d'un marchandage chingichant entre plusieurs échanges - n'ont pas été des non-concurrences. L'une des conditions imposées par l'imam Khomeiny à la

MODIGLIANI A LIÈGE

*Art et amour
passion et mort*

Art et amour, passion et mort, ces données primaires de la vie se trouvent réunies dans l'ensemble des œuvres de la Magdalène. Le revêtoir à Liège, après de nombreuses manifestations antérieures, soixante ans après une double mort tragique. Au cours de l'histoire de l'art, de rares exemples de semblable fusion ne manquent pas, appartenant à quelques cas individuels, dont on se souvient généralement. Mais la nature est née sous une bonne étoile. Mais la bonne étoile conduit fréquemment l'être privilégié vers une fatalité mortelle dont l'avenir tire profit, souvent sur un plan basement matériel. Et peu à peu, alors que les siècles s'écoulent, la même existence transmise en cas de détresse de toute équivoque terre à terre lorsqu'elle entre dans ce qu'est ou devrait être le musée,

où seul le spirituel de l'œuvre
 s'affirme sa dominante.
 Du haut de la tourelle de ses deux
 dernières décennies du siècle, ou
 peut mettre le cap sur les
 « perspectives » des arts, si différents
 soient-ils, dans le premier quar-
 tième du siècle, celui de Amedeo Modigliani,
 celui de la troisième quart
 celui de Nicolas de Staël. Pro-
 jetés dans l'avenir, ces existences
 s'enrichissent de ce qui les ali-
 mente physiquement, autrement
 dit de l'anecdote, de la petite
 histoire. L'œuvre et son élaboration
 sont sous plastiques sont pourtant
 concrets, ce qui n'empêche en
 la transmission de la matière
 propre et cela, dès leur point de
 départ.

PIERRE GRANVILLE
(Lire notre article page 13.)

Un roman de
Jules Roy

Les chevaux du soleil

L'épopée de la France en Algérie
GRASSET

< Vive la photo ! >

A l'occasion du Mois de la photo, qui se déroulera à Paris pendant tout le mois de novembre, le Monde publie un supplément de sept pages consacré à la photographie et réalisé par Hervé Guibert.

Lire pages 17 à 23 nos entretiens avec Henri Cartier-Bresson, Bill Brandt et John Szarkowski, directeur du département de la photographie au Musée d'art moderne de New-York.

Une nouvelle charte de l'audiovisuel

Le rapport Seydoux sur le cinéma et les nouvelles techniques est publié (lire page 29 l'article de Louis Marcorelles).

Le Monde

idées

JUSTICE

Les hommes se résignent difficilement à ce que la justice ne soit, pour reprendre l'expression d'André Wormser, dans son *Dictionnaire des idées reçues*, qu'un « ministère ». Proudhon, par exemple, comme le montre Jean Lacroix, estimait que ce qui commande tout, au point d'être « notre qualité d'homme », c'est précisément le sens de la justice. Quant à ce qu'en est effectivement l'exercice, et à ce qu'on peut faire pour essayer de l'améliorer, Pierre Arpaillange a résumé son expérience dans un livre dont rend compte Jean-Denis Bredin. Pour Mireille Delmas-Marty, en tout cas, le fameux projet « sécurité et liberté », même remanié, a toutes chances de ne renforcer ni l'une ni l'autre.

ROGNE, remanié, allégé, surchargé, le texte proposé au Sénat est malaisé à comprendre. Sécurité ? Liberté ? Au fil de la lecture, les rassurantes certitudes du slogan s'estompent peu à peu, sans que s'éclaire pour autant la signification de l'ensemble.

Le renforcement de la sécurité n'est pas évident, et pour deux raisons. D'une part, le texte ne concerne pas seulement les infractions de « grande violence » visées par l'exposé des motifs, mais aussi celles de « petite et moyenne délinquance », qu'elles prennent la forme d'atteintes aux biens ou de revendications sociales (menaces portant seulement sur les biens, destruction ou détérioration de « tous objets mobiliers ou immobiliers appartenant à autrui » ou entrave à la circulation des chemins de fer, par exemple).

D'autre part, la solution trouvée, dans la mesure où elle s'applique aussi en cas de grande violence (assassinat, prise d'otage, etc.), n'est pas vraiment nouvelle : c'est tout simplement la prison, dont on tente de garantir la « certitude » en limitant les pouvoirs du juge de ne pas la prononcer, de l'assortir d'un sur-sis ou d'en réduire la durée.

Quant à la protection des libertés, elle tiendrait essentiellement à la suppression des flagrants délits. Oui, mais voici que, dans la procé-

dure de remplacement (« saisine immédiate »), le projet crée un nouveau cas de détention avant jugement, puisqu'il autorise une telle détention, en dehors de toute instruction, pendant deux mois au plus, ce qui est un progrès, mais sans aucune condition quant au caractère « flagrant » de l'infraction (généralisation du système actuel des flagrants délits). Et voici encore qu'un amendement prévoit un nouveau cas de garde à vue lorsqu'une personne ne peut justifier de son identité, la « rétention » n'étant alors limitée que par une vague référence aux « temps strictement nécessaires aux opérations de vérification d'identité » et pouvant donc — paradoxa-

lement — se prolonger davantage que celle d'un individu soupçonné d'assassinat. Il n'échappera à personne que l'on est encore loin de l'*habeas corpus*, symbole de la garantie des libertés.

Alors, que signifie le projet de loi en cause ? Certains y ont vu un moyen de lutte contre les mouvements sociaux, d'autres un renforcement des pouvoirs du parquet, d'autres encore la volonté de réduire le domaine des cours d'assises et de limiter le pouvoir des juges professionnels dans le choix des peines.

Trois réformes

par MIREILLE DELMAS-MARTY (*)

1) Le doublement de la police judiciaire : le projet implique nettement une partition non pas entre grande criminalité d'un côté, petite et moyenne délinquance de l'autre, mais entre la violence, même légère, et l'astuce (y compris celle des délinquants d'affaires), fut-elle redoutable. Contre la première, il choisit une politique criminelle dure, essentiellement fondée sur la prison,

alors que, par son silence, il maintient, pour l'autre, une politique criminelle souple, celle qui permet toutes sortes de limitations et de substituts aux peines de prison. Certes, la différence existe déjà en fait, mais, jusqu'à présent, on cherchait à la réduire ; désormais, elle se trouverait légalisée, donc légitimée, et par là même accentuée. D'autant que les dispositions de procédure risquent de la renforcer.

2) La quasi-disparition des juges de paix : c'est la disparition de la police judiciaire, que dans le cadre d'une instruction.

3) L'extension des pouvoirs de la police : en raison de ce qui vient d'être dit, l'enquête de police risque de remplacer la plus souvent l'in-

struction faite par un juge. Certes, un tel système n'est pas mauvais en lui-même. Il existe d'ailleurs dans certains pays voisins. Seulement, il suppose un aménagement des droits de la défense afin que l'équilibre entre celle-ci et l'accusation soit assuré. Rien de tel dans le projet.

Finalement, si le texte proposé est adopté, le dossier qui sera présenté au tribunal dans le cas de sa « saisine immédiate » risque fort de n'être que celui de l'accusation, et non le dossier neutre établi par un juge qui a le devoir d'instruire « à charge et à décharge ».

Si l'on ajoute que la garde à vue, actuellement rattachée à la « police judiciaire », c'est-à-dire aux cas où une infraction a été commise, serait étendue, en dehors de toute infraction, aux opérations de « police administrative » que sont les vérifications d'identité, et étendue sans limitation précise de durée, on mesure mieux, sans doute, la redoutable signification du « projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes ».

(*) Cette tendance s'annonce déjà à travers les chiffres suivants publiés par le *Bulletin de l'Assemblée générale du Tribunal de Paris* du 15 février 1980 : sur un effectif de 85 postes de juges d'instruction à Paris, l'effectif réel était seulement de 59 (soit 27 manquants, près du tiers de l'effectif total).

« LA SIMPLE JUSTICE », DE PIERRE ARPAILLANGE

Le témoignage d'une expérience

par JEAN-DENIS BREDIN (*)

Sous le titre la *Simple Justice*, Pierre Arpaillange réunit une série d'articles qu'il avait publiés dans le *Monde* de 1977 à 1980, une étude sur le fonctionnement de la justice de 1940 à 1980, et le fameux rapport Arpaillange remis à M. Fievet en 1972 « pour une réforme d'ensemble de la justice pénale », rapport auquel Georges Pompidou, auvergnat et récemment M. Peyrefitte ont fait quelque publicité.

Fallait-il publier ces morceaux choisis au risque, pour l'auteur, de se répéter, sinon de se contredire ? L'éditeur nous explique : « Ce que pense, dit ou écrit Pierre Arpaillange est important pour quiconque a la passion de la justice dans notre pays. » Il est vrai que Pierre Arpaillange n'est pas un magistrat ordinaire. Directeur du cabinet de trois gardes des sceaux — MM. Foyer, Joxe et Taittinger, puis directeur des affaires criminelles de 1968 à 1974, il a, de longues années, exercé d'importantes fonctions au dangereux carrefour de la justice et de la politique. Il aurait pu en revenir sceptique, sinon cynique, convaincu, comme tant d'autres, que la justice ne peut être, ne doit être, qu'un instrument de l'Etat. Tout au contraire, Pierre Arpaillange semble avoir tiré de ses expériences — et de ses déceptions — vigueur et rigueur : toujours il s'engage plus avant au service d'une conception intrinsèque de la justice.

Le voici, depuis 1974, conseiller à la Cour de cassation. Il pourrait s'ensommeiller, cultiver la prudence ou l'indifférence, s'enfermer dans le devoir de réserve : or il ne cesse de prendre plus fermement parti contre les extractions complaisantes, contre la procédure des flagrants délits, contre le projet « sécurité et liberté », contre toutes les atteintes à la simple justice.

Qu'il faudrait modifier la composition du Conseil supérieur de la magistrature, afin que la majorité de ses membres soient élus par les juges, et confier à cet organisme, libéré de la tutelle de l'exécutif, l'avancement des magistrats ? Qu'il faudrait réduire, mais accroître la relative indépendance du parquet ? Faire élire les présidents de chambres des cours d'appel, les vice-présidents des tribunaux, par les juges de leur juridiction ? Supprimer l'obligation de réserve ? Que les magistrats devraient contrôler de très près l'exercice de la garde à vue, ce qui est un devoir de leur charge ? Qu'il faudrait rattacher la police judiciaire au ministère de la justice ? Que l'on devrait transformer la procédure de flagrant délit, en exclure les délinquants primaires, y limiter les peines encourues à deux mois de prison ? Qu'il faudrait renforcer les droits de la défense, permettre l'intervention des avocats au début de l'enquête policière et dans la garde à vue ? Traquer toutes les inégalités dans le traitement

des justiciables ? Supprimer les courtes peines de prison ? Améliorer la situation des détenus afin qu'aucun ne soit jamais humilié ? Ces propositions ne sont ni forcément originales ni incontestables. Pierre Arpaillange essaie de leur donner cohérence et unité : pour servir l'idée d'une justice libre, forte, efficace.

On lira avec un particulier intérêt le « rapport Arpaillange » établi en 1972 par la direction des affaires criminelles pour expliquer au ministre la dégradation de la justice pénale — et chercher des remèdes. Certaines des suggestions présentées suscitent bien des réserves : par exemple, la généralisation du juge unique dans les tribunaux correctionnels, le renforcement de la spécialisation dans la justice répressive, la faculté reconnue au juge d'instruction — dont l'indépendance serait renforcée — de prononcer lui-même une peine ou de « composer la juridiction de jugement », ou encore la fusion des fonctions du parquet et de l'instruction confiées à un même « magistrat-accusateur ». De ces dispositions, évidemment destinées à renforcer l'efficacité répressive, la garde des sceaux s'est réclamé pour « cautionner » le projet « sécurité et liberté » : négligeant que ce même rapport revendique une plus grande indépendance des juges, un accroissement des droits de la défense, une amélioration du régime des prisons, toutes préoccupations qui ne sont pas celles du projet « sécurité et liberté ».

(*) Avocat, professeur à l'université de Paris-L.

Mais la part la plus intéressante du projet Arpaillange n'est sans doute pas dans les réformes proposées : elle est dans l'analyse des causes de la criminalité moderne et de l'inefficacité globale de la justice pénale. Remarquable diagnostic qui suggère une thérapeutique contestable.

Certes ce livre — et d'abord parce qu'il n'est que la réunion d'écrits disparates — n'est pas sans défaut. Notamment le rapport sur la justice en France de 1940 à 1980 va vite — et trop vite.

On aimerait souvent que la réflexion de Pierre Arpaillange aille plus loin, au risque d'être plus indiscrète : ce n'est certes pas la prudence, mais une pudeur, une réserve naturelle — non contrainte — qui souvent retiennent ce haut magistrat quand on attendrait de lui — qui connaît si bien la justice — qu'il la découvre et l'explique tout à fait.

N'importe ! Cela est mieux qu'un livre : c'est un acte. Quelque part, Pierre Arpaillange cite cette phrase de Montesquieu : « Quand dans un pays il y a plus d'avantages à faire sa cour qu'à faire son devoir, tout est perdu. » Ainsi va la France d'aujourd'hui. Presque au sommet de la hiérarchie judiciaire, il aurait sans doute suffi à Pierre Arpaillange de faire sa cour pour réaliser les plus hautes ambitions. Ce qu'il n'a pas voulu. Ayant choisi de ce faire que son devoir, et d'y persévérer, Pierre Arpaillange porte témoignage au nom des juges et pour la justice. Et ce qu'il écrit est illustré par ce qu'il est.

★ Pierre Arpaillange, la *Simple Justice*, éditions Julliard, 304 p., Environ 40 F.

Proudhon et la qualité d'homme

par JEAN LACROIX

Le génie de Proudhon a été reconnu par tous, mais sa pensée a été diversement interprétée.

Qui a raison ? Pour le savoir, il faut pénétrer son œuvre et sa vie, répondre à la question qu'il a posée : « Qui suis-je ? » Il reconnaît les oppositions dans ses écrits, mais il ajoutait qu'il y avait aussi « quelque chose » qui les relie. C'est ce « quelque chose » qu'éclaire Pierre Arpaillange. Toute sa vie, il a lu et médité l'œuvre de Proudhon. Son dernier livre découvre la pensée de Proudhon à travers son génie chaotique et analyse sa progression.

La grande difficulté, c'est que Proudhon est à la fois moraliste et sociologue, défenseur de la métaphysique et de la science. Il apparaît comme l'homme des antinomies. Il veut, certes, les équilibrer, mais il a toujours admis que la société se soulevait par le jeu de ses forces opposées. La synthèse qu'il avait cherchée à la suite de Hegel, il l'a vite abandonnée : elle est oppressive. Le monde moral comme le monde physique reposent sur une pluralité d'éléments irréductibles. C'est de la contradiction de ces éléments que résultent la vie et le mouvement de l'univers. Encore faut-il comprendre la nature de la société. En faire une grande famille, c'est la perdre. L'erreur est d'appliquer à l'Etat les principes d'autorité et de gouvernement de la vie familiale ; c'est prétendre utiliser la famille alors qu'elle n'est même pas constituée de la société. Pour connaître celle-ci, c'est la valeur et la nature de l'économie qu'il faut dégager.

La vérité existe, et si l'homme ne saurait l'inventer, il peut du moins la découvrir. La logique n'aboutit pas à une synthèse :

elle est « sérielle ». Elle coordonne deux attitudes que Habermas nomme « platonisme » et « vitalisme ». Proudhon platonisant admet que les idées sont la sphère suprême de l'esprit, qu'elles finissent dans le monde, c'est-à-dire dans le temps et l'espace. C'est donc parce qu'il y a des idées immuables que la vérité, dans le mouvement de la civilisation, reste identique, tou-

jours ancienne et toujours nouvelle. Le « vitalisme » économique subsiste à l'intérieur de l'idéalisme immuable : il exprime la vie du « travailleur collectif ».

L'économie progresse avec le devenir de l'humanité : c'est une métaphysique en action, qui réalise les « lois éternelles de la raison ». L'idée et le mouvement ne sauraient être séparés. Proudhon poursuit la « réconciliation universelle par la contradiction universelle ».

Ces analyses aboutissent à l'antagonisme fondamental : la « raison des choses » relève de la science, la « raison des personnes » relève de la conscience morale. Le physique est tout ce qui a un caractère matériel, c'est-à-dire objectif et fatal ; l'intellectuel et le moral sont tout ce qui est libre. La *Somme*, de 1860, c'est la victoire définitive de la liberté sur la fatalité, de la morale sur la science. Il faut appliquer la justice à l'économie qui, pour devenir morale, implique « nécessairement la subordination des choses à leur usage ». La gloire de l'homme est d'« asservir la fatalité ».

C'est le passage à cet anarchisme de Proudhon qui est un véritable personnalisme : les lois de notre entendement dépendent du *diktamen* de la conscience. Ce retournement fonde l'essentiel : ne pas partir de la philosophie spéculative pour aboutir à la morale, mais de la justice pour déchiffrer l'énigme de l'univers. La conscience fait en nous la raison. D'où l'ultime problème : si le « moi individuel » domine les choses, si l'individualité l'emporte sur l'extériorité, ce « moi » ne serait-il pas une création du « moi collectif » ? La société ne serait-elle pas le fondement de la morale ?

Entre 1851 et 1855, dans son *Cours d'économie*, Proudhon identifie l'économie et la sociologie : elle est la science de la vie collective. Cette force collective résout les antinomies de la société, depuis la machine jusqu'à la religion et l'Etat. Le collectif est le principal produit des forces humaines. L'éducation fait de tous des membres égaux d'une personne supérieure, l'humanité : l'individu a besoin du social. Tout en critiquant Fenerbach, Proudhon lui fait des emprunts. « A la place de Dieu, dit-il, mettons donc la société ». Le sur-naturel, c'est le social. Cependant, Proudhon ne veut pas diviser la société : il remplace le « culte de Dieu » par la « culture de l'humanité ». Le *Cours* reste fidèle à des perspectives idéalistes : les faits économiques et sociaux sont des « manifestations » et des « signes » des idées. Les idées se déploient dans la durée, ce qui explique que tout « bouge », tout « change ». Le mouvement a une direction qui correspond au dynamisme d'un processus dialectique de ces mêmes idées. Les lois du

mouvement sont d'une vérité éternelle : l'historicité ici ne contredit pas l'absolu. Les dernières pages de Habermas éclaircissent tout. Personnalité individuelle et personnalité collective sont les deux pôles de la réalité sociale. Mais Proudhon veut avant tout défendre et promouvoir l'antagonisme psychologique et moral de la personne — individu. Son personnalisme, bien qu'il n'empêche pas ce mot, désigne le moralisme attentif aux profondeurs de la conscience. Si le « moi » s'épanouit avec autrui, il reste ontologiquement distinct. Aussi, Proudhon est-il violemment contre le communisme qui est « débâcle de la personnalité au nom de la société » et contre le catholicisme qui est « système de la décadence personnelle ou du non-droit ». Le sens moral inné, immanent, constitue l'essence de l'être humain. Le moi profond est celui de la conscience, qui peut se développer toujours.

Ce qui en définitive commande tout, c'est le sens de la justice. Il désigne surtout ce sens moral qui ne vient pas de la société : il est notre qualité d'homme. L'individu, avant toute immersion sociale, est inconsciemment dans son égolisme. Enmûrme en elle-même, sa conscience resterait engourdie, incapable de penser autre chose que « moi ». Avec autrui, le sentiment de sa dignité personnelle devient celui de la dignité humaine. Ce second état correspond à la plénitude de la justice : la société ne saurait la susciter dans l'individu s'il n'était un être naturellement doué de « sens moral ». La « faculté justicière », innée dans l'individu, ne dépend pas de la société dans son être, mais son activité spécifique en dépend : traiter autrui comme on voudrait être traité soi-même.

La personne tend non seulement à l'égalité de considération, mais aussi à l'égalité des conditions. C'est la conscience qui est révolutionnaire. En magnifiant la « souveraineté du droit », Proudhon a donné une magnifique définition de la justice. « La justice est le respect, spontanément éprouvé et réciproquement garanti, de la personne humaine, en quelque personne et dans quelque circonstance qu'elle se trouve compromise, et à quelque risque que nous exposons sa défense ».

★ La *Philosophie sociale* de P.-J. Proudhon, par Pierre Arpaillange, 1 vol. de 392 p. Presses universitaires de Grenoble.

ENFIN UNE REEDITION

de l'œuvre maîtresse de Viollet-Le-Duc. Un instrument de travail incomparable et indispensable pour l'historien de l'Art, l'archéologue ou l'architecte. Cette édition en dix volumes (soit plus de 5 000 pages) avec de nombreuses illustrations est la reproduction de l'ouvrage original devenu introuvable de nos jours. Chaque mois vous recevrez un volume dans une élégante couverture en simili-cuir rouge, dorée à l'or fin.

Le tirage étant très restreint, n'attendez pas pour retourner le bon ci-contre aux EDITIONS DE SANCY - B.P. 16, 10800 SAINT-JULIEN

VIOLLET-LE-DUC

DICTIONNAIRE RAISONNÉ DE L'ARCHITECTURE en 10 volumes



BON D'EXAMEN à retourner aux EDITIONS DE SANCY

B.P. 16 — 10800 SAINT-JULIEN
Je soussigné reconnais le premier tome de la réimpression du Dictionnaire Raisonné de l'Architecture de Viollet-Le-Duc. Si j'en suis satisfait, je renverrai les neuf volumes suivants à raison de un par mois. Dans le cas contraire, je vous le retournerai dans les dix jours et dans son emballage d'origine (voire titre de paiement vous sera alors immédiatement retourné).
□ Je règle comptant la totalité de l'ouvrage au prix exceptionnel de 1 220 F.
□ Je règle les dix volumes en dix versements égaux de 139 F chacun.
C'est-à-dire : 139 F par volume (pour étranger port en sus).
Cliquez : □ C.C.P. □

Nom et Prénom : _____
Adresse complète : _____
Je certifie que le nom, l'adresse, et la signature portés sur ce bon. Date et signature : _____

مكرام الاحمد

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

Les deux candidats n'ont pas cherché à cacher leurs divergences aussi bien en politique étrangère que dans le domaine économique et social

Cleveland (Ohio). — Le débat a commencé à l'avantage de Carter. Le candidat républicain, apparemment très détendu, souriait à la table alors que M. Carter paraissait plongé dans ses pensées.

Première question : la guerre et la paix. M. Reagan n'a-t-il pas tendance en général à préconiser un peu rapidement l'usage de la force ?

Le candidat républicain, jouant avec naturel la nouvelle formation conseillée par son entourage, assura que l'usage de la force n'a jamais été pour lui qu'un dernier recours. Mais, a-t-il souligné, les États-Unis sont les seuls à avoir la possibilité d'assurer la paix au monde libre. Reprenant un argument qui est cher, l'ancien gouverneur de Californie a ajouté : « Nous ne sommes jamais entrés en guerre parce que nous étions trop

forts (...) ». « J'ai vu, pour ma part, quatre guerres, a-t-il ajouté, j'ai des fils et des petits-fils et ne veux pas les voir verser leur sang sur des champs de bataille ».

M. Reagan a ensuite dû expliquer comment il entendait équilibrer le budget national, en augmentant les dépenses militaires et en réduisant les impôts. Un programme que M. Carter a abondamment qualifié de « fantaisiste ». De fait, le candidat républicain a montré à ses premiers signes d'une faiblesse dont bon nombre de ses réponses allaient être entachées : il a parlé d'un « plan de cinq ans » approuvé par « les experts les plus qualifiés » et a immédiatement attaqué les « milliards de dollars supplémentaires » que, selon lui, l'administration Carter prendra cette année « dans la poche des contribuables ».

Le point de vue d'Amey

La question de la ratification des accords SALT-2 a fait l'objet d'une belle empoignade lorsque M. Carter a pris plaisir à noyer M. Reagan sous les détails techniques et historiques d'une négociation qui n'avait pu être menée à bien. M. Carter a accusé le candidat républicain de vouloir renouer la course aux armements nucléaires. Et il a ajouté, méprisant : « J'ai eu une discussion l'autre jour avec ma fille Amy (elle a douze ans) et je lui ai expliqué pourquoi les armes nucléaires étaient si dangereuses. Elle a très bien compris... ».

Reprochant à M. Reagan d'avoir pris position contre la ratification de l'accord SALT-2 et de n'avoir jamais soutenu une proposition concrète de désarmement, M. Carter a ajouté : « Vouloir mettre SALT-2 au rebut est une chose dangereuse et troublante ». M. Carter a également reproché à M. Reagan de rechercher une supériorité militaire sur l'U.R.S.S., ce que le candidat républicain a moqué mentalement.

Après que M. Reagan ait fait les deux tiers du chemin pour aller serrer une nouvelle fois la main de son adversaire, l'une des premières personnes à se précipiter pour féliciter le candidat républicain a été M. Henry Kissinger, qu'on devait retrouver un peu plus tard entouré de micros dans la salle de presse.

Un exercice dangereux

M. Carter, apparemment rassuré, répondit par le numéro qu'il lui fallait sur le point de départ de la présidence, sur un exercice dangereux. Il n'y a pas de réponses simples aux questions difficiles ; j'ai donc appris depuis quatre ans et je ne suis plus le même.

À la question : « Dans quelles circonstances utiliserez-vous la force ? », M. Carter répondit sans hésiter : « Si la sécurité du monde est menacée, mais que nous n'avons pas utilisé toutes les ressources diplomatiques ». M. Reagan, a ajouté M. Carter, est partisan de l'usage de la force, mais, pour moi, la force et la paix doivent marcher de main dans la main.

On est ensuite passé à la situation économique. La question brûlante était : « Comment pouvez-vous contrôler l'inflation ? ». M. Carter, premier interrogé, s'embarrassa quelque peu dans ses comptes, faisant valoir que l'inflation « due à l'accroissement des prix du pétrole » était tombée de 18 % l'année dernière à 7 % (les derniers chiffres officiels parlent, en fait, de 12 %). La récession de 1974 a été très grave, a reconnu le président, mais celle de 1979 paraît devoir être la plus courte depuis la fin de la dernière guerre. Et le président de réaffirmer les réductions des importations de pétrole, au développement de nouvelles sources d'énergie et à la création de deux millions d'emplois nouveaux. Comme on lui demandait de préciser les nouvelles mesures qu'il entendait prendre s'il était élu, le président indiqua les réductions d'impôts et la création de six cent mille emplois pour les jeunes.

Le sourire de M. Carter

Aux mêmes questions, M. Reagan répondit par un de ses grands thèmes électoraux : la réduction des dépenses gouvernementales, et à la grande satisfaction de M. Carter, dont le sourire réapparut, l'ancien gouverneur de Californie commit sa première gaffe de la soirée en citant comme le dernier des mandats du gouvernement fédéral celles qui concernent les fraudes à l'aide sociale et médicale.

Immédiatement accusé de « manque de cœur » — un argument qui compte dans la campagne — M. Reagan répondit à l'exemple de la Californie, où il a accompli deux mandats successifs de gouverneur. M. Carter, qualifiant sans ménagement le programme de son adversaire de « ridicule » et d'« inflationnisme », assura que pendant ses mandats les Californiens avaient, en fait, connu les trois plus grandes augmentations d'impôts de l'histoire de l'État ; il ajouta que le gouvernement avait de plus tenté de supprimer le salaire minimum garanti. M. Reagan, perdant un peu de sa belle assurance et de son calme à présidentiel, rétorqua qu'il s'agissait de purs mensonges et accusa M. Carter d'avoir fait bien plus lorsqu'il était gouverneur de Géorgie. Le niveau du débat tomba quelque peu, et le sourire de M. Carter s'élargit.

Le débat s'est achevé sur une note plus languissante que celle qui avait précédé. Les deux candidats ont encore quelques points à son adversaire (M. Reagan qui est candidat à la présidence depuis 1962), de souligner que contrairement à son adversaire il est favorable à l'ERA (l'amélioration de la sécurité sociale a permis au président, qui prenait de plus en plus la parole, d'aborder ce problème dangereux pour un candidat : celui de l'assurance-maladie obligatoire, à laquelle nombre d'Américains résistent parce qu'ils la soupçonnent d'alourdir considérablement la fiscalité. M. Reagan, lui, s'en est tenu à son projet de « sécurité sociale volontaire » (il s'agit en fait sur États-Unis uniquement des pensions de vieillesse), le candidat républicain estimant qu'il est anormal que les jeunes salariés soient obligés d'assumer la charge fiscale des retraités. Ces considérations ont permis à M. Carter de lancer : « Ce débat est typique des différences historiques qui séparent nos deux parties ».

Après que M. Reagan ait fait les deux tiers du chemin pour aller serrer une nouvelle fois la main de son adversaire, l'une des premières personnes à se précipiter pour féliciter le candidat républicain a été M. Henry Kissinger, qu'on devait retrouver un peu plus tard entouré de micros dans la salle de presse.

Un précédent fameux : l'affrontement Nixon-Kennedy

Le débat qui vient d'opposer le président Carter et M. Ronald Reagan ramène en mémoire les quatre débats télévisés entre le sénateur Kennedy et le vice-président Richard Nixon, dont le premier, le 27 septembre 1960, donna l'avantage au jeune président démocrate à la Maison Blanche. Plus que les arguments échangés par les participants, l'impression qui se dégageait des deux débats détermina l'issue de la rencontre. M. Nixon, pâle et amaigri par un récent séjour à l'hôpital, mal maquillé, ne faisait pas la poids face à un Kennedy au meilleur de sa forme. M. Nixon se contenta, dans son premier livre de souvenirs, Six Crises (Meyers, 1978), d'écrire : « Dans la volture qui me ramenait à l'hôtel, j'essayai d'analyser le débat objectivement. Je sentais que Kennedy s'en était bien tiré. D'un bout à l'autre, comme je l'avais prévu, il avait pris l'offensive. Je pensais que dans l'échange d'idées, point par point, j'avais sans doute emporté de justesse. Mais une longue expérience de la télévision m'avait appris qu'en certains cas l'apparence éclipse la substance, et j'étais impatient de faire le tour de mes proches pour savoir qui de nous deux avait fait la meilleure figure sur le petit écran. L'avis fut unanime : le physique avait pas été à la hauteur du moral. En revanche, le camp Kennedy jubila. Un témoin des premières loges, M. Pierre Salinger, a pu

dire (dans Avec Kennedy) : « A mon avis, son succès n'eût pas été possible sans ces débats télévisés, notamment sans ce premier débat. La majorité des Américains prirent position dès ce premier débat et renforçaient encore leurs convictions en voyant les trois autres. Ce premier face-à-face fut une catastrophe pour Nixon, en raison surtout de son attitude devant les caméras. » Mme Rose Kennedy (la mère du candidat démocrate) lança de façon caractéristique, à la suite de ce premier débat : « J'ai beaucoup pleuré la mère de Nixon ce soir-là. »

« Le lendemain du premier face-à-face, poursuit Salinger, nous avons fait escale à Cleveland, dans l'Ohio, et avons pu sentir dans les réactions de la foule que J.F.K. avait marqué de sérieux points la nuit précédente. A maintes reprises, des voix criaient : « Ne le lâche pas, Jack ! ». « Tu l'as eu hier soir, Jack ! ». On percevait partout l'impression que ce débat avait fait. »

En 1976, le président républicain sortant, M. Gerald Ford, avait accepté de répondre, à trois reprises, aux questions des journalistes en compagnie de son adversaire démocrate, M. Jimmy Carter. Ces débats n'eurent cependant ni le relief ni l'importance électorale du précédent historique de 1960.

A TRAVERS LE MONDE

Éthiopie

M. MENGISTU QUITTE MOSCOU. — Les ententes entre M. Brejnev et le président éthiopien le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam (le Monde du 29 octobre), ont été rompues le mardi 29 octobre au Kremlin. « Une attention particulière a été accordée à la coopération économique entre les deux pays », a indiqué l'agence sans fil officielle, se référant à l'aide militaire de Moscou à l'Éthiopie. Le président Mengistu quitte jeudi la capitale pour Volgograd et Alma-Ata, dans le Kazakhstan en Asie centrale, avant de regagner Addis-Abeba, à une date qui n'est pas encore fixée. (A.F.P.)

Inde

M. BREJNEV se rendra en visite officielle en Inde, en décembre, a-on appris le 29 octobre à New-Delhi, de source autoindienne. (Reuters.)

Maroc

APPEL EN FAVEUR DE M. BION ASSIDON. — Quatre mathématiciens, membres de l'Académie des sciences, reprenant le Comité de mathématiciens (I), MM. Henri Cartan, Gustave Choquet, Jean Dieudonné, Laurent Schwartz, ont été reçus, le mardi 29 octobre, par l'ambassadeur du Maroc à Paris. Ils ont exposé leurs préoccupations au sujet du maintien en prison du jeune mathématicien marocain Bion Assidon et ont renouvelé leur demande, déjà formulée par quatre cents mathématiciens français, de libération pour raisons humanitaires, amicales et celles qui ont déjà été accordées en juillet dernier. Ils ont souligné l'intérêt que portent les mathématiciens français au maintien et au développement des relations scientifiques et universitaires franco-marocaines. L'ambassadeur a promis de faire part de leur démarche au roi du Maroc et de les tenir au courant des suites qui lui seront données.

Mozambique

ATTENTAT MANQUÉ CONTRE UN EXILÉ. — La voiture de M. Aronca, chef du Front démocratique unifié du

Mozambique (FUMU), mouvement d'opposition clandestin, a été détruite, lundi 27 octobre, à Lisbonne, par l'explosion d'une bombe. L'attentat n'a fait aucune victime et aucune organisation n'en revendique, jusqu'ici, la responsabilité. (Reuters.)

République Sud-Africaine

ACCUSATION DE TORTURE CONTRE LA POLICE. — Des adolescents noirs âgés de seize ans à vingt ans auraient été récemment torturés par la police sud-africaine, selon un médecin, témoin au procès de trente-six employés d'une entreprise alimentaire accusés de « violence publique ». Le docteur Meyer a déclaré mardi 29 octobre à un tribunal de Strand, près du Cap, que trois des accusés faisaient partie d'un groupe de vingt personnes qu'il avait examinées le 29 avril et qui semblaient avoir reçu des chocs électriques. Sa conclusion avait confirmé les déclarations des jeunes gens, qui avaient affirmé que des policiers leur avaient lié les mains derrière leurs chaises, puis attaché leurs petits doigts à un fil électrique. (A.F.P.)

Tanzanie

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. — Les premiers résultats des élections législatives du dimanche 26 octobre en Tanzanie indiquaient, mardi en fin de journée, que plus de la moitié des députés sortants ont perdu leurs sièges. Deux membres du gouvernement ont été battus alors que M.M. Jamaal, ministre des Finances, et Kawawa, ministre de la Défense, étaient élus. Seul le parti unique était autorisé à présenter des candidats. Nyerere était seul candidat à la présidence. (A.F.P.)

Zimbabwe

LE PROCÈS DE M. TEKERE. — M. Tekere, ministre du Travail et du plan, inculpé dans le meurtre, le 4 août, d'un fermier blanc (le Monde du 9 octobre), a déclaré, mardi 28 octobre, qu'un de ses gardes du corps avait tiré le fermier dans un réflexe de « légitime défense ». Les avocats de M. Tekere ne nient pas les faits, mais estiment que leur client a agi conformément à la loi de 1975 accordant l'immunité aux membres du gouvernement agissant dans le cadre de la lutte « contre le terrorisme ». Le procès de M. Tekere doit s'ouvrir le 9 novembre. Les avocats de la défense ont demandé le retrait du président du tribunal. (Reuters.)

R.T.L. AUSSI

Dans notre tableau consacré aux émissions de radio et de télévision prévues par les chaînes françaises à l'occasion des élections américaines (le Monde du 29 octobre), nous avons omis de signaler la disposition mise en place par R.T.L.

Des studios de N.E.C. à New-York, Elle Vannier interviendra dans les journaux à partir du 1er novembre en liaison avec Christian Malak à Los Angeles et Yves Roger à Washington. Nicholas Wahl, directeur de l'Institut d'études françaises de l'université de New-York, présentera le samedi 1er novembre le « Journal Interstade ».

Le journal du matin, d'Alexandre Baloud, sera réalisé les 4 et 5 novembre, en duplex avec New-York.

Le Monde publiera demain

- IDÉES : Une République de plus en plus monarchique.
- ENQUÊTE : Un bilan des États-Unis : un outil de production inadapté (J.-M. Quatrepoint et X. Weeger).
- FORMATION PERMANENTE : Ce sont les fonds qui manquent le plus ; Un projet défiguré (J. Delors).

Ingrid Bergman
Ma Vie
Fayard

AMÉRIQUES

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

M. Anderson enlève la palme de l'humour et de la combativité

De notre correspondant

Washington. — Ce n'est pas M. Reagan qui a été le plus amusant mardi soir. Ce n'est pas M. Carter non plus. La palme de la combativité et de l'humour revient sans conteste à M. John Anderson.

Car il était trois sur le petit écran. Le candidat indépendant se tenait debout, lui aussi, derrière un pupitre. Il attendait son tour, répondait aux questions, se faisait rappeler à l'ordre s'il dépassait le temps imparti...

On doit cette promesse technique à News Network, une chaîne de télévision par câble. Demi-promesse, à vrai dire, car des difficultés de transmission ont perturbé à plusieurs reprises le mixage du débat de Cleveland avec le contre-débat organisé à Constitution Hall, une grande salle de Washington, par M. John Anderson. Dans l'ensemble cependant, l'expérience a réussi. Au lieu d'un duel de quatre-vingt-dix minutes, on a eu droit pendant deux heures à un dialogue à trois voix. « Le fameux big debate est devenu plus grand encore », pouvait affirmer le présentateur de Cable News Network.

M. Anderson avait toutes les

raisons d'être plus à l'aise que les duellistes de Cleveland. A Constitution Hall, il était seul sur scène, face à ses partisans. Et il ne jouait pas, lui, son élection dans ce débat. Entre deux questions, lorsque la caméra s'éteignait, le « troisième homme » pouvait s'asseoir, prendre des notes, rire même à gorge déployée en entendant une phrase ridicule prononcée à Cleveland. Puis il reprenait son sérieux et, de manière très présidentielle, jonglait avec les chiffres et les concepts.

Mais ce n'était qu'un dernier baroud d'honneur. Dans les sondages, la cote de M. Anderson est tombée à 10 ou 12 %. Curieusement, elle a baissé chaque fois que le candidat indépendant participait à un débat télévisé : dans l'Illinois pendant les élections primaires républicaines, et à Baltimore le mois dernier contre M. Reagan. Le ton précheur de M. Anderson déplaît, en effet, au public. Il a eu la perdre, mardi soir, mais sans pouvoir donner à grand monde l'occasion de le constater. News Network ne compte que trois millions et demi d'auditeurs, et il n'est pas sûr que beaucoup d'autres chaînes lui achèteront son film. — R. S.

UN CONSEILLER DE M. REAGAN AURAIT ÉTÉ AU SERVICE D'INTÉRÊTS ÉTRANGERS

La Maison Blanche a sommé, le mardi 28 octobre, le candidat républicain, M. Ronald Reagan, de s'expliquer publiquement avant les élections sur le rôle qu'il compte faire jouer s'il était élu à M. Richard Allen, son conseiller actuel pour les affaires internationales. Le matin de ce même jour, le « Wall Street Journal » avait publié une série d'accusations contre le conseiller de M. Reagan, indiquant notamment que celui-ci était payé par la société automobile japonaise Datsun pour représenter ses voitures aux États-Unis. Le quotidien d'affaires new-yorkais déclarait encore être en possession de lettres qui montraient que M. Allen a utilisé des contacts établis alors qu'il était l'un des conseillers du président Richard Nixon pour promouvoir une vente d'avions américains Grumman au Japon.

D'autre part, M. Allen a fait de la promotion pour la politique coloniale portugaise en Angola et au Mozambique peu après avoir abandonné ses fonctions officielles à la Maison Blanche, fin juillet 1977, et s'est fait allégrement taxer de « ce tireur comme agent de l'étranger », ajoute le journal.

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE AMÉRICAINE S'EST AGGRAVÉ EN SEPTEMBRE

Washington (A.F.P.). — Le déficit de la balance commerciale américaine s'est aggravé, pour la première fois depuis mai, en septembre, s'établissant à 1,6 milliard de dollars contre 1 milliard en août. Cette aggravation est attribuée par le département du commerce à une augmentation des importations automobiles et à un recul quasi général des exportations. Les importations ont augmenté en septembre de 0,9 %, représentant 20,3 milliards de dollars, tandis que les exportations ont diminué de 2,1 %, s'inscrivant à 18,7 milliards. Les achats d'automobiles se sont élevés à 2,6 milliards, soit 1,4 milliard de dollars. En outre, les rapatriements privés d'or sont passés de 161 millions de dollars en août, à 546 millions en septembre. Pour leur part, les importations de pétrole ont diminué de 6,9 %, représentant 5,7 milliards de dollars, soit 5,9 millions de barils par jour contre 6 millions en août. Pour les neuf premiers mois de 1980, le déficit commercial a atteint 26 milliards de dollars contre 27 milliards pendant la même période de 1979.

Les préférences de Moscou : M. Carter, d'une courte tête

De notre correspondant

Moscou. — Le tableau dressé par la presse soviétique à la veille de l'élection présidentielle américaine n'est pas flatteur pour les États-Unis et pas très encourageant pour le développement futur des relations entre Washington et Moscou. Il y a d'abord la crise économique, le chômage, l'inflation ; il y a aussi les violations des droits de l'homme, l'oppression des minorités raciales, Noirs, Indiens, Portoricains. Mais il y a aussi la faillite du système politique américain, résumée ainsi par la Pravda : « Au cours des vingt dernières années, un président a été assassiné, un autre a été obligé de renoncer à un second mandat, le troisième a été chassé de la Maison Blanche, le quatrième a été battu aux élections, le cinquième a été désigné par la presse comme un « très mauvais président », et son rival est maintenant un ancien acteur de Hollywood. » Est-ce assez pour que les citoyens américains envient la stabilité du système politique de l'U.R.S.S. ?

Il ne faut pas, en tout cas, que les Soviétiques se laissent prendre aux apparences. Ce n'est pas parce que plusieurs candidats briguent la magistrature suprême que le choix est libre. Il ne faut pas confondre, explique la presse de Moscou, le spectacle électoral monté par le big business pour la plus grande joie du complexe militaro-industriel, et l'exercice de la démocratie véritable. Aussi les journaux peignent-ils la campagne la plus confuse de l'histoire des États-Unis : comme une « bagarre de rue » où les candidats n'ont qu'une devise : « Tous les moyens sont bons pour arriver. » Les électeurs américains sont dégoûtés par le cynisme de leurs politiciens et découragés de devoir choisir « entre deux maux ».

Car c'est bien du choix entre deux candidats qu'il s'agit. Après un coup de chapeau à M. Gus Hall, élu candidat du parti communiste américain, il y a une mention pour mémoire de M. Anderson — le Kremlin n'a pas l'habitude d'adresser des sourires à des perdants garantis — la presse ne s'intéresse qu'à M. Carter et Reagan, dont elle trace des portraits peu engageants. Le « pleur de plainte » est caractérisé par « l'imprécision » de ses desseins, son « incapacité à voir l'essentiel », son « indifférence », son « ultralibéralisme » qui provoque un « confusionnisme dangereux » (selon la revue Temps Nouveaux).

L'ancien acteur qui fut un gouverneur « compétent et pragmatique » de la Californie n'en est pas moins « l'homme des solutions simples ». Son entourage est — toujours selon Temps Nouveaux — le même que celui du sénateur Goldwater : « le chef des enrégimés de droite ». Ses raisonnements erronés risquent d'aboutir à des résultats catastrophiques. Son programme tient dans une formule « largement dépassée » : la paix par la force. Il veut réarmer avant de négocier.

Et le réquisitoire continue : la chance de Reagan, estiment les Soviétiques, ce sont les échecs de l'administration Carter. Le bilan déplorable de sa gestion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le président démocrate a perdu tout son bon sens en relançant la course aux armements, en minant la détente et en ressuscitant la guerre froide. Quant à M. Reagan, il joue sur la « nostalgie du passé face à l'impuissance du gouvernement démocrate », même s'il est passé d'un « ultra-conservatisme à des positions centristes » pour ne pas perdre des suffrages.

Bref, la politique des deux dirigeants américains étant « déterminée par les intérêts du complexe militaro-industriel », il n'existe « aucune différence notable » entre leurs plateformes. Aux démocrates comme aux républicains, il « menace militaire soviétique » sert à étaler les véritables problèmes intérieurs et « l'hygiène antisoviétique déterré sur les États-Unis ».

L'importance des SALT

À la lecture de ces pamphlets, le citoyen soviétique moyen doit envisager l'avenir avec un profond pessimisme et se demander si le monde n'est pas définitivement revenu « de l'ère de la négociation à l'ère de la confrontation » pour reprendre une expression de la Pravda. Entre M. Carter et Reagan, il n'y a pas la moindre lueur d'espoir. Au début de la campagne présidentielle, les Soviétiques avaient donné l'impression que pour eux l'importance du président valait mieux que M. Carter, mais son rival est décidément trop antisoviétique. Le Kremlin peut fort bien s'accommoder d'un conservateur intrinsèque dans la mesure où celui-ci reconnaît la puissance de l'U.R.S.S. et admet de la traiter sur

un pied d'égalité. Si, comme M. Reagan, il cherche à doter les États-Unis de la supériorité militaire et à parler avec Moscou « à partir d'une position de force », il n'est plus un interlocuteur valable.

La remontée de M. Carter dans les sondages n'est peut-être pas étrangère à ce changement, mais, avec le tenant du titre, le contentieux est très lourd : production des missiles mobiles M.X., transformation du golfe Persique en « zone d'intérêt vital des États-Unis », création du « corps d'intervention rapide », « nouvelle stratégie nucléaire », ajournement de SALT 2, embargo sur les céréales et la technologie de l'homme et « carte chinoise », la liste des griefs est longue. Les Soviétiques les condensent en une formule : « L'administration Carter réalise pratiquement ce que Reagan promet théoriquement. »

Est-ce à dire que, quel que soit le résultat des élections du 4 novembre, il faut se résoudre au pire ? Les Soviétiques sont trop réalistes pour le laisser croire. Finalement, le futur président américain sera jugé sur son attitude vis-à-vis des négociations sur la limitation des armements nucléaires (SALT) : « La situation exige impérativement que les États-Unis reviennent à une politique réaliste, qu'ils renouent la coopération constructive avec l'U.R.S.S. pour la solution des problèmes internationaux urgents », écrit la Pravda, et tout d'abord la limitation et la réduction des armements. « Pour l'U.R.S.S., c'est une question d'intérêt vital. Tout en affirmant que la pression des États-Unis n'aura aucune influence sur leur politique, les dirigeants soviétiques — et M. Brejnev le premier — admettent que la réussite d'un programme économique orienté vers la hausse du niveau de vie suppose la détente internationale. »

Or, de ce point de vue, M. Carter est peut-être finalement le mieux placé. Il s'est prononcé en faveur de la ratification des accords SALT 2 alors que M. Reagan, traité d'« irresponsable » par la Pravda, veut une renégociation. Les dirigeants soviétiques attendent, de toute façon, à des jours difficiles, quel que soit le président qui prendra ses fonctions en janvier 1981 et ils ne paraissent guère disposés à lui simplifier la tâche.

DANIEL VERNET.

NUMERO UN DU TAPIS D'ORIENT

Atighetchi

TAPIS D'ORIENT

Jusqu'à fin octobre, consent une remise de caisse de

20%

aux particuliers

Tapis anciens ou contemporains : persans, caucasiens, afghans, turcs, kirghizes, etc. + dans ses entrepôts

4, RUE DE PENTHIÈVE - 8^e métro : Mirois

265.90.43 +

Palme d'or de la Haute Fiabilité

Sansui

HI-FI



Un sourire raccourcit les distances

Air France et Austrian Airlines vous offrent un choix de 16 vols par semaine entre Paris et Vienne. Choisissez votre départ, le matin, en milieu ou en fin de journée.

Vous pourrez, dans tous les cas, bénéficier du nouveau tarif « visite » : 1.390 F l'aller retour Paris-Vienne en classe économique.

Et vous redécouvrirez Vienne !

AIR FRANCE

Réervations : 535.61.61 ou votre agent de voyages.

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche

12, rue Aubert Paris - Réervations : 266.34.66 ou votre agent de voyages

Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 742.76.57

Jamaïque « SOCIALISME DÉMOCRATIQUE » OU « MODÈLE PORTORICAIN » ?

La campagne pour le scrutin du 30 octobre a été dominée par les exigences du F.M.I.

De notre envoyé spécial

Kingston. — La campagne électorale s'est faite sur un rythme syncope, mais les élections du jeudi 30 octobre en Jamaïque, sont d'une importance décisive pour le pays et l'ensemble des Caraïbes. Les deux camps qui s'affrontent sont d'inspiration biblique, comme les paroles du reggae de Bob Marley et, pourtant, la consultation de jeudi est la première au monde qui ait été pratiquement provoquée par le Fonds monétaire international, la première sur laquelle la politique de cette organisation pèse d'une façon décisive.

Elu premier ministre en 1972, réélu en 1976, M. Michael Manley, président du People National Party (P.N.P.), a engagé son pays dans la voie du « socialisme démocratique ». Les réalisations sociales de son gouvernement sont incontestables : réduction de moitié de la mortalité infantile, éducation gratuite, alphabétisation des adultes, établissement d'un salaire minimum, égalité de traitements pour les femmes, mise en place de conseils de communautés permettant à des citoyens de participer directement aux décisions affectant leur vie quotidienne.

Mais M. Manley s'est fait des ennemis. Une réforme agraire pourtant timide a fait peur aux grands propriétaires terriens. Le renforcement du contrôle de l'État sur les échanges internationaux a aliéné les industriels, qui n'investissent plus depuis 1973. L'augmentation des taxes sur la bauxite et l'alumine, la création d'une association internationale des producteurs de bauxite, dont le siège est à Kingston, ont poussé les multinationales implantées à la Jamaïque à baisser la production, quitte à l'augmenter dans d'autres pays du monde. Enfin, les prises de positions en faveur d'un nouvel ordre économique international ou l'admiration pour M. Fidel Castro, dont M. Manley fait publiquement état, ont braqué contre lui un nombre considérable de personnes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger.

La situation économique se résume en deux chiffres : le produit national brut par tête a diminué de 25 % en sept ans ; le chômage se situe aux environs de 35 %.

Selon M. Norman Girvan, directeur de l'agence nationale de planification, le principal problème du pays est son économie ouverte, donc sensible aux crises internationales (le tourisme est la deuxième source de devises du pays, le commerce extérieur correspond à 86 % du P.N.B., la Jamaïque importe 70 % de sa nourriture). Enfin, la structure éco-

nomique autant que les modèles de consommation sont trop lourdement marqués par le passé colonial.

En 1974, le gouvernement de M. Manley obtenait du F.M.I. un premier droit de tirage au titre des financements compensatoires, qui devait être suivi de dévaluations qui finiraient par atteindre 50 %, le gel des salaires, la diminution des dépenses publiques et la mise aux normes des conditions de travail. Le gouvernement de M. Manley décide d'accepter les conditions du F.M.I. en échange de quoi il devait recevoir une aide qui aurait pu s'élever à 428 millions de dollars.

En décembre 1979, la Jamaïque n'ayant pas rempli une des conditions concernant ses réserves en devises, l'organisme international impose de nouvelles mesures, notamment une diminution des dépenses publiques devant entraîner le licenciement de près de 20 % des fonctionnaires. Le gouvernement refuse

puis convoque des élections anticipées pour donner au pays l'occasion de décider du chemin à suivre.

« Accepter les conditions du F.M.I. », nous a déclaré M. Girvan, c'était mettre un terme au processus de réformes engagé et, par là, nous décevoir. Nous ne pouvions pas accepter des mesures renforçant le secteur privé, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui s'opposent à toute modification de l'ordre social existant. »

Le Jamaican Labour Party, sous la direction de M. Edward Seaga, pense, pour sa part, que la situation économique catastrophique de la Jamaïque est due à la politique du P.N.P. et non à la crise internationale. « M. Manley est responsable du gel des investissements et de la chute du P.N.B. », nous a déclaré M. Tony Johnson, directeur de l'organisation patronale jamaïque. Il ajoute : « Sa rhétorique enflammée, ses alliances inconsidérées avec les communistes ne constituent pas un environnement favorable pour les affaires. On n'abandonne pas un système quand on n'a pas de politique de rechange. »

Cinq cents assassinats

Le J.L.P., qui a maintenu des contacts avec le F.M.I., propose au pays de suivre le « modèle portoricain ». Il estime que sa seule victoire redonnera confiance, d'abord aux nombreux techniciens, hommes d'affaires et membres de professions libérales qui ont quitté le pays, puis, d'ici deux ans environ, aux investisseurs étrangers. En cas de victoire du J.L.P., la Jamaïque pourrait bénéficier de relations privilégiées avec les États-Unis.

Le thème qui, après le chômage, préoccupe le plus les électeurs est celui de la violence. Cinq cents personnes ont été assassinées depuis le début de l'année, sans qu'il soit toujours possible de distinguer entre

crimes politiques et de droit commun. Un député du P.N.P. a été tué en pleine campagne électorale, un candidat du J.L.P. a été blessé.

Donné largement gagnant en mars, le J.L.P. a vu son avance se réduire. Un sondage de la télévision officielle lui donnait, voici quinze jours, 48,5 % des voix contre 50,5 % au P.N.P. Mais le Glenner, le plus grand journal du pays, très favorable à l'opposition, annonçait mardi une victoire du J.L.P. avec 55 % des suffrages.

La plupart des observateurs prévoient pourtant une bataille très serrée et redoutent qu'un résultat peu clair ne soit le prétexte à plus de violences.

FRANCIS PISANI.

Ne manquez pas le

NUMERO SPECIAL

de

Témoignage Chrétien

L'ÉTÉ POLONAIS

Pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui en Pologne.

Ce numéro est en vente à TC 49 rue du Fbg Poissonnière 75009 Paris au prix de 10 F CCP 5023 53 S Paris.

ARMAND COL

JACQUES LEVESQUE

L'U.R.S.S. ET SA POLITIQUE INTERNATIONALE DE 1917 A NOS JOURS

La plume de l'homme d'état et du diplomate soviétique, L. P. Beria, nous fait connaître les véritables intentions de la politique étrangère de l'U.R.S.S. à partir de 1917.

FRANÇOIS

U

OLI

I

ÉFI

POU

RA

CALMA

مكتبة الأصيل

Un bilan des États-Unis

III. — La culture dans la rue

par NICOLE BERNHEIM

Après un premier article consacré à l'analyse des institutions américaines, un second a porté sur l'évolution de la société aux États-Unis. (« Le Monde » des 28 et 29 octobre.)

Cent soixante mille amateurs en juillet, à Central Park, pour écouter gratuitement l'Orchestre philharmonique de New-York jouer Berlioz, Brahms et Tchaïkovski ; cent soixante-dix mille pour entendre Fugate dans la Traviata ; vingt mille personnes au Grand Park de Chicago, pour voir *Van Gogh*, dix mille pour *Fidelio*, toujours gratuitement. D'innombrables festivals de musique symphonique, de musique de chambre, de rock, de ballets, de théâtre classique ou d'avant-garde dans tout le pays au vingt ans, la culture artistique des Américains a fait, elle aussi, sa révolution.

Dans les années 60, il y avait New-York, avec Broadway, le Metropolitan Opera, et l'American Ballet Theater, et puis, à l'autre bout des États-Unis, Hollywood et le cinéma. A cette époque Steinberg dessinait pour le *New Yorker* un tableau dans lequel la grande métropole s'arrêta à la dixième avenue et à l'Est, au-delà de laquelle commençait un no man's land qui s'étendait jusqu'à Los Angeles et la Chine.

C'était une méchante caricature, car l'art artistique américain existait depuis longtemps, mais son public était restreint : quelques mécènes, de grands bourgeois collectionneurs. En 1950, on allait au concert en perles et en *flacon* d'aujourd'hui on va au *concert* en jeans, assis par terre sur une couverture. Les arts plastiques ont quitté les murs austères des collections privées ou des musées pour la rue : Calder, Noguchi, Louis Nevelson, ornent les places et les rues de New-York ou de Houston, mais aussi de Grand Rapids (Michigan) et de Seattle (État de Washington).

En 1950, on comptait deux millions de spectateurs d'opéra aux États-Unis, il y en a dix millions aujourd'hui ; les soixante-dix-sept troupes d'opéra qui existaient en 1940 sont devenues deux cents. On dénombrait, il y a dix ans, un million d'amateurs de ballets : ils sont vingt millions aujourd'hui ; la moitié des cent soixante-cinq troupes professionnelles de théâtre régionales n'existaient pas il y a une décennie. En 1978, la moitié des Américains ont visité un musée. Les grandes villes de province se disputent les expositions étrangères itinérantes, qui, il y a peu encore, s'arrêtaient seulement à New-York et à Washington ; celle de Tchaïkovski, organisée par Exxon, a accueilli huit cent soixante-dix mille visiteurs à La Nouvelle-Orléans, et a rapporté 75 millions de dollars à la municipalité.

Une enquête faite l'an dernier a révélé que pour 89 % des Américains l'art fait désormais partie de la qualité de la vie. Cette révolution est liée aux tumultueuses années 60 mais aussi à un changement radical de l'attitude des autorités fédérales et locales, et du mécénat. En signant en 1965 l'acte de naissance de la Fondation pour la création artistique, avec une subvention de 2 millions et demi de dollars, le président Johnson faisait entrer l'art dans le budget national. Cette subvention a été portée à 165 millions de dollars en 1981. Les subventions des entreprises, qui étaient de 50 millions de dollars en 1967, sont passées à 250 millions de dollars.

Ces efforts financiers ont favorisé une décentralisation de la vie artistique. Des dizaines de villes, Los Angeles, San Francisco, Baltimore, Pittsburgh, Minneapolis, Denver, par exemple, se sont dotées, à l'image du Lincoln Center de New-York ou du Kennedy Center de Washington, de complexes culturels qui peuvent accueillir les meilleures troupes de théâtre ou de danse, les plus grands orchestres symphoniques, et deviennent des centres actifs de création. Si Broadway a gardé son prépondérance pour les comédies musicales — le plus achevé des arts populaires américains — il n'est plus le seul centre de conservation. Nombre de spectacles sont maintenant « en route » dans les villes de province avant d'être programmés à New-York. De la même façon, les meilleurs spectacles de Broadway ou off Broadway n'hésitent plus maintenant, à partir en province où ils sont sûrs de trouver des salles bien équipées et un public réceptif.

Après New-York, Philadelphie, San Francisco, Boston, Pittsburgh, Houston et Salt-Lake-City se sont dotées de troupes de ballets de qualité.

Des festivals de musique naissent dans les lieux les plus surprenants : outre Tanglewood, dans le Massachusetts, plus récemment, Wolf Trap, près de Washington. C'est été le Festival du parc de Grand Teton à Jackson-Hole, au cœur du Wyoming, qui donna le *Requiem* de Brahms avec le chœur des moines du Tabernacle. Citons de même la renaissance de l'opéra de Central-City (Colorado), construit à grands frais au temps de la ruée vers l'or, abandonné lorsque l'or s'est fait rare, et rouvert ces dernières années avec un budget d'un million de dollars. Le Festival de Santa-Fé, au Nouveau-Mexique, est devenu l'un des événements les plus notables de l'été américain.

L'éducation du public

Cette floraison surprenante a des causes très diverses. D'abord, la revalorisation de l'art pour tous qui, tel comme ailleurs, a accompagné les mouvements des années 60 aux années 70. La création d'ailleurs profitée de la vague des « différences » : le théâtre, la musique, la danse, la littérature, sont devenus noirs, portoricains, féministes, homosexuels. Les handicapés ont fourni des sujets de pièces, voire de comédies musicales, comme, cette année à Broadway, *Charlie et Algernon*. La société a permis à l'autorité des sujets jadis tabous : les ridicules de la guerre (MASH), les conventions matrimoniales (*Un mariage, d'Altkman*). L'humour au vitriol d'un Woody Allen, la peinture de la traite des Noirs dans *Roots* auraient été inimaginables quelques années plus tôt.

La polémique fait rage ces temps-ci à Greenwich Village autour du groupe que le sculpteur George Segal a intitulé *La Libération homosexuelle* et que les édiles ont l'intention d'installer aux l'entrée des places du « village ». L'opposition vient d'ailleurs surtout de la communauté « gay » qui crie à la caricature et à la discrimination. Le fait que l'auteur soit lui-même homosexuel, lui paraît une injure supplémentaire.

Si les expériences les plus étonnantes trouvent autant d'intérêt, c'est que l'éducation du public se poursuit sans relâche : la plupart des musées comprennent une section pour les enfants où l'art est expliqué aux amateurs débutants. Les plus petites villes organisent des tournées de conférences, souvent dans les établissements d'enseignement sur les sujets les plus divers, parmi lesquels la musique, les arts plastiques et la littérature tiennent une place de choix. Le Lincoln Center joue, dans la région new-yorkaise, un rôle pilote.

Le centre organise tout l'été des représentations gratuites dans les parcs et les jardins publics des cinq « boroughs » qui composent la grande ville. Pendant l'année scolaire, il envoie ses artistes jouer dans les écoles : en 1979, il a organisé plus de cinq cents concerts et représentations de théâtre ou de ballets devant quelque quatre cent mille scolaires de douze à dix-sept ans. Parallèlement, il a mis au point depuis cinq ans un programme d'éducation artistique destiné aux enseignants : pendant trois semaines quatre cents professeurs appartenant aux disciplines les plus diverses suivent des « séminaires » au cours desquels ils apprennent comment les créateurs et les interprètes travaillent.

La télévision joue un rôle grandissant dans cette éducation du public, surtout en matière de musique et de cinéma. Elle reste plus timide pour les arts plastiques et la littérature. Il y a d'excellentes émissions de critiques aux heures de grande écoute, principalement sur les chaînes non commerciales, mais les chaînes commerciales diffusent, elles aussi, de bons films et les services de cinéma à domicile par câble se multiplient avec des programmes de qualité.

Les retransmissions d'opéras et

de concerts en direct ou en différé sont fréquentes : l'une des plus populaires est *Lise from Lincoln Center*, qui, fin septembre, a, par exemple, donné une soirée Isaac Stern. Grâce à de nouveaux équipements techniques qui permettent des retransmissions en direct d'une qualité jusqu'ici inégalée, les quelques dix émissions annuelles *Lise from Lincoln Center* et les quatre programmes *Lise from the Met* (Le Metropolitan Opera) touchent quelque douze millions de téléspectateurs.

Le prestige social

Mais, plus que l'argent, l'évolution des esprits et la télévision, c'est la conception même de l'art qui favorise sa diffusion dans toutes les couches de la population. L'âge des pionniers passé, la culture est devenue pour les Américains un signe de promotion sociale. Il y a, bien sûr, les avantages fiscaux offerts aux mécènes, qui peuvent déduire de leurs déclarations de revenus les sommes qu'ils versent aux œuvres sociales ou éducatives. Mais si certains mécènes, eux-mêmes sans grande instruction, choisissent d'ajouter leur nom à la liste des bienfaiteurs de l'orchestre symphonique, de l'université ou du musée local, c'est parce qu'ils y gagnent un prestige que leur seule fortune est incapable de leur assurer.

L'université Rice, à Houston, est devenue, en trente ans, l'un des tout premiers établissements scientifiques des États-Unis grâce aux subventions de « pétroliers » et de gros éleveurs qui n'avaient eux-mêmes, souvent guère dépassé le stade des études primaires. On dénombre aujourd'hui, outre les « cinq grandes » (New-York, Boston, Philadelphie, Chicago et Cleveland), mille cinq cents orchestres symphoniques permanents dont certains se disputent les

meilleurs chefs et les meilleurs solistes du monde. Tous fonctionnent grâce aux subventions privées. Le budget annuel du Lincoln Center et des dix troupes qui y travaillent (près de cent millions de dollars) est, à cet égard, révélateur : 3,8 % provient du gouvernement fédéral, 3,3 % de l'État de New-York, 6,8 % de la ville et près de 50 % de donations privées. Pour le reste, le centre boucle à peu près son budget grâce à la vente des billets (leurs prix s'échelonnent de trois à cinquante dollars) et pour quelque huit millions de dollars de vente d'objets divers, allant des disques et des ouvrages sur le théâtre, l'opéra et le ballet aux tee-shirts.

L'argent qui coule à flots n'aurait pas suffi à créer un public qui s'élargit sans cesse si les Américains avaient conservé, comme tant d'Européens, le sentiment que la culture est un luxe réservé à l'élite. Sans tradition culturelle ancienne, ils sont spontanément ouverts à l'art contemporain au point, parfois, d'accueillir sans discrimination le meilleur et le pire.

La tradition d'accueil du pays a fini, là aussi, par porter ses fruits : depuis la dernière guerre, notamment, les États-Unis ont ouvert leurs portes à des centaines d'artistes réfugiés fuyant, et qui, comme les chercheurs, ont trouvé dans les universités américaines des conditions de travail exceptionnelles. Des peintres, des écrivains, des cinéastes allemands échappés au nazisme avant la dernière guerre, ont été rejoints, ces dernières années, par des créateurs polonais, hongrois, tchécoslovaques, soviétiques. Le poète soviétique Joseph Brodsky, arrivé en 1972 aux États-Unis, enseigne aux universités Columbia et du Michigan.

Pour M. John Mazola, ce sont surtout la mobilité et la disponibilité de la société américaine qui, aujourd'hui, favorisent l'expansion artistique. Il donne pour exemple la construction à Clearwater, une petite ville de cinquante mille habitants en Flo-

ride, d'un « complexe culturel digne d'une grande cité » : c'est que Clearwater a vu affluer depuis quelques années un public de retraités new-yorkais amateurs d'art et financièrement à l'aise.

Dans le nord de l'État de New-York, on a assisté, ces dernières années, à la réouverture progressive de tous les petits théâtres municipaux qui servaient de centres d'activités sociales à l'époque où la télévision n'existait pas. La danse connaît à New-York une vogue extraordinaire grâce à « un nouveau public jeune, cultivé et totalement électrique ». Le résultat, c'est la naissance d'innombrables troupes expérimentales, qui, si elles sont vraiment professionnelles, comme c'est souvent le cas, finissent presque toujours par trouver un public et des mécènes. Le Festival du théâtre noir, dans les rues des années 60, a été invité en 1983 à se produire sur la « place » du Lincoln Center. Dix ans plus tard, il est devenu l'un des événements de la « saison » new-yorkaise.

M. Mazola ne nourrit aucun préjugé contre tout ce qui peut élargir le public des bons spectacles. Lorsqu'il a lancé en 1970 le Festival d'été « Mostly Mozart », il s'est aperçu que la salle — bien remplie — ne comprenait pratiquement pas de moins de trente ans. Il a entrepris alors une vaste campagne de « marketing », lancé un slogan : « Mostly Mozart, barely Bach, never necktie » (Surtout du Mozart, à peine Bach, et jamais de cravate), mis en vente des shorts de jogging et des tee-shirts à l'enseigne de « Mostly Mozart ».

Aujourd'hui, au Lincoln Center on compte 50 % de moins de 35 ans et 25 % de moins de 24 ans, en jeans et tee-shirts, qui viennent acclamer l'enfant prodige de Vienne.

Prochain article :
UN OUTIL DE PRODUCTION INADAPTÉ

Profitez de l'offre exceptionnelle de Pierre et Vacances (valable jusqu'au 31 décembre 1980) pour investir en multi-propriété : paiement échelonné sur 3 ans à un taux d'intérêt environ moitié moins élevé que celui pratiqué pour la multi-propriété.

Dès cet hiver, vous cesserez de

PIERRE & VACANCES

MULTI-PROPRIÉTÉ

AVORIAZ
440 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en mars/avril. Valeur 19.800 F à la réservation, 2.980 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 440 F par mois. Soit un total de 21.780 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom : Profession : Tél. bureau : Tél. : Adresse : MCM 04

TAUX INTERET 50% DE MOINS ENV.

REBERTY
LES MENUISRES
410 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en mars. Valeur 19.400 F à la réservation, 3.980 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 410 F par mois. Soit un total de 20.250 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom : Profession : Tél. bureau : Tél. : Adresse : MCM 04

TAUX INTERET 50% DE MOINS ENV.

LE BALCON DE VILLARD

300 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en janvier. Valeur 13.800 F à la réservation, 2.780 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 300 F par mois. Soit un total de 14.940 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom : Profession : Tél. bureau : Tél. : Adresse : MCM 04

TAUX INTERET 50% DE MOINS ENV.

CHAMONIX-SUD

290 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un deux pièces 1 semaine en janvier. Valeur 12.900 F à la réservation, 2.580 F à la signature de l'acte et paiement trimestriel représentant 290 F par mois. Soit un total de 14.910 F seulement.

Bon pour une documentation à retourner à Pierre et Vacances, 54, av. Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.70.87.

Nom : Profession : Tél. bureau : Tél. : Adresse : MCM 04

TAUX INTERET 50% DE MOINS ENV.

ARMAND COLIN
JACQUES LEVESQUE
L'U.R.S.S. ET SA POLITIQUE INTERNATIONALE DE 1917 A NOS JOURS

La puissance militaire et politique acquise par l'U.R.S.S. après un chemin difficile, de la révolution d'octobre, est-elle hors d'atteinte, ou menacée par l'économie ?

FRANÇOIS VALENTIN
UNE POLITIQUE DE DÉFENSE POUR LA FRANCE

CALMANN-LÉVY

Quelle politique générale de défense pour la France ? Le Général Valentin donne aux options fondamentales prises depuis 1958 un éclairage actuel.

PROCHE-ORIENT

Reclassements dans le Golfe

(Suite de la première page.)

C'est une véritable armada de trente navires américains (dont deux porte-avions à propulsion nucléaire) qui croise dans la région, soit la plus importante force navale jamais déployée dans l'océan Indien, a dit M. Muskie. L'envoi de « marines » à bord de certains bâtiments de cette escadre, ainsi que de troupes terrestres en Égypte pour y participer à des exercices, les accords récemment conclus avec Oman, le Kenya et la Somalie pour l'usage de « facilités » à terre, la fourniture des avions radar AWACS à l'Arabie Saoudite renforcent l'importance de ce dispositif et la « crédibilité » de son utilisation éventuelle.

Un déploiement « massif et durable »

A plus long terme, la mise en place accélérée de la force à déploiement rapide (sept navires chargés d'équipement sont déjà « prépositionnés » dans l'océan Indien) les mesures prises pour raccourcir les délais d'une éventuelle intervention par la mobilisation des moyens de transport — et la capacité de transport aérien des États-Unis surclassent de loin celle de l'U.R.S.S. — confirme que les Américains, oubliant le « traumatisme vietnamien », se préparent à un effort « massif et durable » comme l'a dit M. Brzezinski, pour affirmer leur présence dans ce que le conseiller de M. Carter appelle la « troisième zone stratégique » des intérêts américains, après les efforts accomplis depuis trente ans en Europe et en Extrême-Orient.

Dans l'immédiat, Washington a fait un geste plus discret mais important en portant de trois à cinq unités le petit contingent de ses navires qui patrouillent directement dans le détroit d'Ormuz. Une manière de faire savoir que sa volonté de maintenir coûte que coûte la liberté de navigation dans le Golfe est réelle. Or cette volonté est aussi celle de tout l'Occident. Les pays de la Communauté européenne l'ont dit sans ambiguës, la France allant jusqu'à renouer « parallèlement » et sans concertation apparente avec l'allié américain, sa flotte dans l'océan Indien. Même si les États-Unis ont dû abandonner le projet de « task force » commune qu'ils avaient caressé au début, ils peuvent se féliciter d'avoir exercé enfin ce leadership tant exalté dans leurs débats électoraux : ils n'ont rencontré de difficulté qu'avec l'Australie, qui a refusé de participer à des manœuvres communes.

Cette même volonté s'est imposée aux protagonistes et principaux spectateurs du conflit Iran-Irak, contribuant, mieux que l'on ne pouvait l'espérer à l'origine, à en limiter les effets et l'étendue. L'Irak a renoncé à porter la guerre plus loin dans le Golfe et à s'appuyer sur les Émirats pour reconquérir les trois îles saisiées par le chah en 1971. L'Arabie Saoudite a abandonné son attitude antérieure qui lui faisait souhaiter une protection américaine lointaine et discrète (« par-delà l'horizon ») : non seulement elle a obtenu les avions AWACS, ce qui lui a valu une rupture ouverte avec la Libye, mais elle a demandé à Washington des missiles anti-aériens et d'autres armements. Les États-Unis sont embarrassés pour satisfaire ces demandes en ce moment, compte tenu des pressions d'Iraël (l'installation

d'équipements « offensifs » sur les F15 précédemment commandés par Ryad, fait l'objet d'une querelle non encore tranchée) ; mais déjà l'on songe au Pentagone à établir sur le sol saoudien des points d'appui qui ressembleront fort à des bases militaires. Peut-être une telle évolution était-elle inévitable tôt ou tard ; mais le conflit Iran-Irak l'a accélérée en cristallisant les orientations latentes : vers l'Ouest pour l'Arabie Saoudite et les pays arabes modérés, vers l'Est pour la Syrie et la Libye.

L'embarras de Moscou

L'Union soviétique n'est pourtant pas très bien placée pour tirer des bénéfices de cette situation, du moins à court terme. Face à l'armée occidentale que le conflit a amenée en mer d'Oman, elle n'a d'autres recours que les protestations verbales, ses moyens navals étant par trop insuffisants et sa flotte militaire n'ayant pas accès, à la différence de celle des États-Unis, au Golfe et à ses ports. L'Iran étant plus « intéressé » pour lui que l'Irak, le Kremlin a fait des avances à Téhéran, comme

la Maison Blanche, mais sans plus de succès que son rival. Ne pouvant fléchir l'hostilité des dirigeants islamiques envers l'U.R.S.S., il n'a aucune raison de rompre avec Bagdad aussi radicalement qu'il l'avait fait avec la Somalie il y a quelques années, au profit de l'Éthiopie. S'il a donc laissé la Libye venir au secours de l'Iran, il n'en continue pas moins à fournir de l'équipement militaire à l'Irak, notamment, selon M. Brzezinski, par l'entremise de pays est-européens.

Il lui reste seulement à espérer que le redéploiement américain dans la région va susciter, à terme, des remous « exploitables » dans les sociétés concernées. Le grand risque, pour les États-Unis, est de déclencher par une présence trop voyante en Arabie Saoudite une réaction de rejet analogue à celle qui a conduit, de l'autre côté du Golfe, à la chute du chah. Mais après ce qui s'est passé en Afghanistan, il devient plus difficile aux dirigeants soviétiques d'exploiter les ressentiments populaires contre l'« autre Satan ».

MICHEL TATU.

Iran

- Le Parlement a repris son débat sur le sort des otages américains
- L'imam Khomeiny réaffirme son opposition à tout compromis avec l'« agresseur irakien »

Les députés iraniens ont repris, ce mercredi matin 29 octobre, leur débat à huis clos sur le problème des otages américains. La veille, dans le discours qu'il avait prononcé à l'occasion de la fête du chah de l'Éid Chadid, l'imam Khomeiny s'était abstenu d'intervenir dans le processus parlementaire en évitant de faire toute allusion au sort des otages.

L'imam Khomeiny a, en revanche, réaffirmé avec vigueur son opposition à tout compromis avec l'« agresseur irakien ». La plus possible « après les crimes commis par Bagdad contre le peuple musulman ». Contrairement à ses habitudes, l'imam n'a pas dénoncé le « Grand Satan américain », se contentant de stigmatiser en termes généraux l'« appétit bestial » des super-puissances et l'action des « quelques diables » qui, selon lui, ont

conseillé au président Saddam Hussein d'attaquer l'Iran (nos dernières éditions du 29 octobre). Sur le terrain, la bataille dans la région de Khomaneh, au Khuzestan, est devenue, selon radio Téhéran, un duel d'artillerie pour la conquête du pont qui, à la sortie de la ville désolée, mène à la rivière Karoun en direction d'Abadan.

Entre-temps, les tentatives de médiation se poursuivent : le président du C.I.P.F., M. Kasser Arafat, a révélé mardi à Belgrade que les représentants à l'ONU de six pays non alignés (Yougoslavie, Algérie, Zambie, Pakistan, Inde et Cuba) et celui de l'O.I.P. avaient décidé de prendre la relève de la conférence islamique pour tenter une médiation dans le conflit Iran-Irakien. Les sept membres de la commission de bons offices des pays non alignés se réuniront à Belgrade, les 1^{er} et 2^e novembre, avant de se rendre à Bagdad et à Téhéran. De passage à Paris, M. Agba Shari, ministre des affaires étrangères pakistanaise, a rencontré mardi pendant une heure et quart M. Giscard d'Estaing. A ce sujet, on estime à Paris que le président de la République, qui avait déjà exposé au président pakistanaise Zia ul Haq, lors d'un bref passage de celui-ci dans la capitale française le 30 septembre dernier, la position de la France, a rappelé au chef de la diplomatie d'Islamabad les grandes lignes de la politique de Paris : neutralité, non-ingérence des grandes puissances et processus de paix dans le cadre des Nations unies.

Les dissensions du monde arabe

Sur le plan arabe, la décision de l'Arabie Saoudite de rompre ses relations diplomatiques avec la Libye (nos dernières éditions du 29 octobre) aggrave les dissensions interarabes. Les dirigeants saoudiens reprochent au chef de l'État libyen d'avoir, dans un discours prononcé le dimanche 19 octobre, laissé entendre que les lieux saints de La Mecque, où près d'un million de musulmans accomplissent alors les rites du pèlerinage, étaient « occupés » par des militaires américains » et a surpris par ses paroles les dirigeants arabes. Le roi Khalid d'Arabie Saoudite avait adressé, mercredi dernier, un message au colonel Kadhafi, dans lequel il s'élevait contre l'« opposition du chef de l'État libyen » à la livraison d'avions américains à l'Arabie Saoudite, quelques jours après le début de la guerre irako-iranienne. Après avoir rappelé que ces avions avaient été commandés bien avant le conflit « dans le seul but de défendre la territoire saoudien », le souverain wahabite se déclarait « effrayé » de voir « la Libye collaborer avec Israël en s'opposant à cette livraison ».

En dépit de la guerre irano-iranienne, une commission composée de dix ministres des affaires étrangères arabes (Arabie Saoudite, Syrie, Irak, Algérie, Koweït, Jordanie) et du représentant de l'O.I.P. s'est réunie, mardi, à Amman, pour décider de l'opportunité du sommet prévu dans la capitale jordanienne le mois prochain. Les chances de tenir cette réunion des 26 novembre paraissent minces, du moins si le conflit entre Bagdad et Téhéran n'est pas réglé. De retour à Amman, le roi Hussein a réaffirmé, en effet, le soutien « conditionnel » de son pays à l'Irak. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Alger accueille avec surprise les rumeurs de contacts avec Rabat

De notre correspondant

Alger — Les rumeurs émanant de Rabat faisant état de contacts politiques entre l'Algérie et le Maroc sont accueillies ici avec surprise, mais aussi avec un certain agacement. Un officier marocain s'est bien rendu à Alger le 19 octobre, 8-9-10, confirmé de source autorisée, mais il n'était porteur

d'aucun message pour le président Chadli Bendjedid. Il avait pour unique mission le convoi d'un lot de couvertures et de provisions envoyées par avion de Rabat à l'intention des sinistrés d'El-Amam.

L'exploitation politique et quel que soit le tapageux par Rabat de cette solidarité suscite une certaine irritation. Le bruit fait autour des « initiatives marocaines » intervient, souligne-t-on, au moment où s'ouvre devant la commission de décolonisation des Nations unies le débat sur le Sahara occidental. Mais ce n'est pas un hasard. Le roi Hassan II, estime-t-on, veut apparaître comme l'homme de la conciliation et du dialogue. Il veut aussi, une fois encore, tenter d'accrocher l'idée selon laquelle l'affaire saharrienne relèverait d'un conflit bilatéral entre Alger et Rabat. Cette thèse a toujours été récusée ici, mais rien n'indique que cette position ait changé.

L'Algérie soutient avec autant de fermeté la lutte des Sahraouis pour l'autodétermination qu'elle le fait avec plus de discrétion. C'est seulement en raison de la consécration internationale obtenue par le Polisario. La République saharraie est maintenant reconnue par plusieurs dizaines d'États, elle dispose à l'O.U.A. d'une majorité absolue et l'Algérie, dont les thèses ont ainsi triomphé, a moins besoin de « monter en première ligne ». Elle reste disposée, ainsi qu'elle l'a toujours affirmé, à faciliter les contacts et une négociation directe entre le Polisario et le Maroc et n'entend pas se substituer aux Sahraouis. D. J.

Le sixième sommet de la C.E.A.O. — La 6^e conférence des chefs d'État de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.) réunie à Niamey le lundi 27 et le mardi 28 octobre (Sénégal, Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Niger, Côte-d'Ivoire) (le Monde du 29 octobre) a porté à la présidence pour un an M. Serigne et a décidé que sa prochaine réunion se tiendrait en octobre 1981 à Dakar. Le sommet a approuvé le budget d'austérité du secrétariat et renouvelé le mandat de quatre ans de son secrétaire général, M. Moussa Ngom (Sénégal). — (A.F.P.)

Vous avez besoin d'une banque internationale? 5 raisons pour lesquelles vous devriez consulter la Rabobank Nederland.

1. La Rabobank est la banque qui octroie le plus grand volume de crédits au secteur agricole hollandais. Elle joue un rôle-clé dans le financement de l'industrie agro-alimentaire, aussi bien en Hollande qu'à l'étranger.

L'importance de l'industrie agro-alimentaire, compte tenu des importations et des exportations hollandaises, donne à la Rabobank Nederland* une connaissance constamment mise à jour du financement du commerce international.

2. 40% du total de l'épargne hollandaise sont confiés à la Rabobank. Cela la place dans une position idéale pour répondre aux besoins de financements à court, moyen et long terme.

3. La Rabobank Nederland est également très active sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations, dans le domaine des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

4. La Rabobank Nederland est à la tête d'une organisation de banques coopératives qui compte 3 100 établissements répartis sur les 41 000 km² de la Hollande. C'est donc l'assu-

rance d'un service adapté à travers tout le pays.

5. Un bilan total dépassant 86 milliards de florins (environ 45 milliards de dollars U.S.) place la Rabobank parmi les 25 plus grandes banques du monde.

La Rabobank Nederland fait partie de l'Unico Banking Group qui réunit 6 grandes banques coopératives européennes, lesquelles disposent de 36 000 établissements. Le total de leurs bilans dépasse 400 milliards de dollars U.S.



Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.

Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs-d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Pour plus de renseignements : Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharinesingel 30, 3511 GB Utrecht, Pays-Bas. Téléphone : (0)30-362339.

Représentant à Frankfurt, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt am Main 1, R.F.A. Téléphone : (0611-751076/751077.

Rabobank

Le Maître Hollandais en Matière de Banque.

*Membre du UNICO BANKING GROUP.

SOLIDARITÉ CAMBODGE

MARDI 4 NOVEMBRE à 21 heures

WAYENBERG CHOPIN - LISZT

Place de 20 à 80 F. Location à la Salle (363-26-77) et dans toutes les agences de Théâtre et Associations ci-dessous.

Un an d'aide au peuple cambodgien. Depuis l'envoi du premier avion occidental à Phnom-Penh, le 28 août 1979, les organisations françaises de solidarité ont achevé un Cambodge de 700 tonnes de vivres, médicaments, matériel d'équipement pour hôpitaux, orphelins et pour la Faculté de médecine. Le montant de cette opération a été de HUIT MILLIONS DE FRANCS.

Poursuivre l'aide. La renaissance du Cambodge est un fait accompli. Mais si la vie a reconquis ses droits dans ce pays meurtri par quatre années d'horreur, un immense effort reste à accomplir. Nous lançons un nouvel appel destiné à l'équipement de trois nouveaux hôpitaux, l'envoi de 22 tonnes de médicaments, l'installation d'une banque du sang, l'équipement d'un service d'ophtalmologie et de la Faculté de médecine. Le coût de cette nouvelle opération est estimé à HUIT MILLIONS DE FRANCS.

AIDEZ-NOUS À RÉALISER CE PROGRAMME. ENVOYEZ VOS PARTICIPATIONS À :

- APPEL 80, rue de Flandre, 75019 PARIS. C.C.P. 12710 57 P. PARIS.
- CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 PARIS. C.C.P. 4088 87 Y. PARIS.
- COMITÉ FRANÇAIS D'AIDE MÉDICALE ET SANITAIRE À LA POPULATION CAMBODGIENNE, 17-21, av. d'Italie, 75004 PARIS Cedex 13. C.C.P. 3942 01 P. PARIS.
- FRATERNITÉ CHRÉTIENNE AVEC LE VIETNAM, LE LAOS ET LE CAMBODGE, 34, rue Marburin-Régnier, 75015 PARIS. C.C.P. 31813 70 B. La Source.
- SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 9, rue Froissart, 75003 PARIS. C.C.P. 654 37 P. PARIS.
- TERRE DES HOMMES FRANCE, 11, boulevard Biron, 93400 SAINT-OUEN. C.C.P. 11870 37 PARIS.

Pour tous versements, indiquer : SOLIDARITÉ CAMBODGE

مكاتبنا في القاهرة

DIAMA
Tous renseignements
vous seront fournis
sur téléphone sur
TEL : 19-32-31-31
GENERAL DIAMA
PÉLÉCANNE 93-4

PROCHE-ORIENT

Israël Le projet d'annexion du Golan divise les milieux politiques

De notre correspondant

Jérusalem. — Récentement relancé par le dépôt d'une proposition de loi à la Knesset (le 15 octobre), l'idée de l'annexion des hauteurs du Golan continue de faire son chemin dans les milieux politiques israéliens, malgré les sévères mises en garde adressées à Israël à ce sujet, notamment par les États-Unis (le Monde du 25 octobre).

Les « faucons », toutes appartenances politiques confondues, estiment que le moment est venu de franchir le pas non seulement pour une négociation de paix, mais aussi pour une négociation de paix avec la Syrie, dont le gouvernement se montre depuis longtemps le plus intrinsèque à l'égard d'Israël, d'union entre la Syrie et la Libye, ainsi que le traité d'amitié et de coopération récemment conclu entre Damas et Moscou sont considérés comme une menace supplémentaire pour l'état hébreu. Ils pensent d'autre part qu'Israël peut profiter de l'aggravation des dissensions au sein du monde arabe après l'échec du conflit dans le golfe Persique, qui a pour effet de recréer une très vive tension entre Damas, Bagdad et Amman.

Ceux qui s'opposent à la proposition de loi déposée par un député du Likoud et du parti national religieux font valoir qu'il n'est pas nécessaire de légiférer pour maintenir la présence israélienne sur le plateau du Golan et développer au besoin les vingt-six implantations qui y ont été créées depuis 1967 (1). Ils soulignent également que la déclaration d'annexion ne serait que précipiter d'avantage le régime du président Assad dans les bras des Soviétiques et pourrait inciter le chef d'Etat syrien à ne pas prolonger l'accord sur le stationnement des « caques bleus » de l'ONU dans la zone-tampon qui sépare les armées syriennes et israéliennes. Ils ajoutent par ailleurs que la signification d'une décision de la Knesset serait bien plus grave cette fois que dans le cas de la loi sur Jérusalem.

En effet, si le statut de la ville sainte est resté indéfini depuis 1947, celui du Golan a toujours été très clair : c'est un territoire syrien, et Israël ne l'a jamais contesté jusqu'à présent.

(alors que dans le cas de Jérusalem la Knesset s'était déjà prononcée aussitôt après la guerre de six jours pour l'extension de la loi israélienne à la partie arabe de la ville). Enfin, ce serait remettre en cause la résolution 242 du Conseil de sécurité qui garantit notamment « l'intégrité territoriale » de chaque Etat de la région. Or, ce texte, Israël peut d'autant moins le démentir qu'il est l'un des fondements des accords de Camp David avec l'Egypte.

Au parti travailliste, M. Shimon Peres a déjà déclaré qu'il n'approuvait pas la nouvelle proposition de loi. Mais dix députés (sur vingt-sept) se sont prononcés pour un tel texte, et le président du parti doit compter d'autre part sur les fortes pressions exercées dans le même sens par les colons des quatre implantations du Golan qui dépendent du mouvement travailliste. Au sein de la coalition gouvernementale, les avis sont aussi partagés. L'ensemble des membres du Knesset, le parti de M. Begin, est pour l'annexion. Mais les libéraux, le Mouvement démocratique et surtout la majorité du parti national religieux estiment que le débat est inopportun. Parmi les ministres, on retrouve le même clivage.

Le rôle déterminant de M. Begin

La balle est donc dans le camp du cabinet de M. Begin. Et celui-ci aura un rôle déterminant. Jusqu'à présent, le premier ministre ne s'est pas prononcé et c'est un fait peut-être significatif — il semble s'être gardé d'indiquer qu'il n'interviendrait pas dans le débat parlementaire comme il l'avait déclaré avant le vote de la loi sur Jérusalem.

Dans son entourage, on laisse entendre qu'il serait au moins favorable à une longue réflexion si ce n'est à un ajournement.

FRANCIS CORNU.

(1) Ce qui représente une population d'environ six mille personnes, soit sur un territoire au total moins grand, plus de la moitié du nombre des colons installés au Golan.

Tout en se prononçant pour la création d'une zone dénucléarisée au Proche-Orient Jérusalem ne semble pas prêt à adhérer au traité sur la non-prolifération

De notre correspondant

Jérusalem. — La position d'Israël à propos de la limitation des armements nucléaires vient d'évoluer, ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec les très vives protestations émises récemment à Jérusalem contre la fourniture par la France d'équipements nucléaires à l'Irak.

L'ambassadeur d'Israël aux Nations unies a déposé le jeudi 23 octobre devant l'Assemblée générale une proposition de résolution appelant tous les pays du Proche-Orient à signer le traité multilatéral faisant de la région une « zone sans armes nucléaires », projet calqué sur l'accord conclu en 1967 entre les États d'Amérique latine. Les dirigeants israéliens ont, depuis, franchi un pas de plus en faisant savoir qu'ils étaient prêts pour la première fois à se prononcer en faveur d'un texte similaire présenté à plusieurs reprises par l'Egypte. En 1979, lors du vote de ce texte par cent trente-quatre pays, Israël avait été le seul à s'abstenir.

La différence entre la proposition israélienne et le document égyptien est que ce dernier ne prévoit qu'une « déclaration solennelle » faite devant le Conseil de sécurité par chaque pays qui s'engage à ne pas posséder d'armes nucléaires et à refuser celles d'un pays tiers sur son territoire. Mais ce texte invite aussi tous les États du Proche-Orient à adhérer au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à accepter le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Or, sur ces deux points, l'attitude israélienne semble n'avoir pas changé. Israël a toujours refusé de signer ce traité et de se soumettre à ce contrôle en déclarant que certains pays ne respectaient pas leurs engagements dans ce domaine et continueraient de se préparer à la fabrication d'une bombe atomique. Ces accusations sont renouvelées aujourd'hui plus précisément contre l'Irak.

D'autre part, alors que de multiples rumeurs ou indications à l'étranger laissent croire que, depuis des années, Israël dispose de l'armement nucléaire ou est en mesure de l'acquiescer très rapidement, les dirigeants israéliens ont toujours gardé le silence sur ce sujet délicat, se contentant à chaque fois de déclarer officiellement que leur pays ne serait pas le premier au Proche-Orient à introduire ou à utiliser pareil armement.

Israël aurait donc seulement l'intention d'adopter la première partie de la résolution qui doit être prochainement présentée par l'Egypte une nouvelle fois devant l'Assemblée générale des Nations unies. Cette restriction paraît limiter considérablement la signification du changement de politique qui vient d'être décidé à Jérusalem. — F. C.

● Le Conseil représentatif des institutions juives de France, (CRIF) déplore que « la France, en choisissant l'abstention sur une résolution de l'UNESCO condamnant Israël pour sa politique culturelle en Cisjordanie, et ce après avoir voté contre le Monde du 29 octobre », ait témoigné une fois de plus d'une éprouvée indifférence au conflit israélo-arabe ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur l'abstention de la France dans le scrutin de la conférence générale de l'UNESCO condamnant Israël (le Monde du 29 octobre), il fallait lire : « Le Quai d'Orsay indique que la France (...) en séance plénière, a maintenu sa position traditionnelle qui consiste à s'abstenir sur les résolutions (et non « dans les sessions ») politiques au sein des organisations spécialisées de l'ONU ».

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter

40, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS 11^e
PARKING GRATUIT

Avec les Caisses d'Épargne de tous les continents votre Caisse d'Épargne Ecureuil fête avec vous la

JOURNÉE MONDIALE DE L'ÉPARGNE
31 Octobre 1980

Il ne vous reste que 2 jours pour vous abonner au MONDE DE L'ÉDUCATION à l'ancien tarif

Le Monde de L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et je vous joins la somme de 70 F (étranger 94 F).

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE 2-10-80

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.

ÉNERGIES 80: LE JOURNAL D'ELF AQUITAINE

Les hommes d'Elf animent la raffinerie la plus moderne du monde.

A Grandpuits (Seine-et-Marne) ils vivent une passionnante aventure humaine.

Voilà un spectaculaire exemple de la haute compétence technologique d'Elf Aquitaine. La raffinerie « Presse-bouton » de Grandpuits (Seine-et-Marne) qui assure le ravitaillement de la région parisienne est la plus sophistiquée du monde.

Serge Bromberger, grand reporter, a rendu visite à l'équipe de Grandpuits.

Pour le raffinage, Elf-Aquitaine a trouvé son "second souffle".

Dans la salle de conférence, ils sont quatre, assis à l'arrondi de la table en fer à cheval. Thierry, un chef opérateur ; Batana, un « pupitreux » multivalent, d'origine pied-noir ; Soler, un autre « pupitreux » ; Grangé, un chef d'équipe.

Ce ne sont ni des ingénieurs, ni des ouvriers. Des techniciens d'une grande aventure, qui ont fait de la raffinerie Elf Aquitaine, à Grandpuits, dans la région de Melun, la plus moderne raffinerie de pétrole du monde.

Cette génération des techniciens de la modernisation de Grandpuits ne dépasse guère trente ans. Son bagage moyen est celui du B.T.S., mais la formation à l'intérieur du groupe, à laquelle Elf Aquitaine consacre beaucoup de soins et d'argent, les a poussés à un niveau auquel ils sont sensibles. La motivation qui les a amenés à cette profession varie. L'un dit : « Mon père était dans le pétrole. Et puis le côté un peu pionnier m'a plu ».

En 1974, quand je suis entré, je voulais faire de la prospection, raconte un chef d'équipe. J'avais fait pour ça deux ans de géologie. Mais l'occasion s'est présentée au raffinage. Et je dois dire que la modernisation de Grandpuits a été pour moi une circonstance dont j'ai tiré un bilan positif.

Avec le procédé installé en 1966, explique un « pupitreux », nous disposons déjà sur les écrans de la salle de contrôle d'un certain nombre de données sur la qualité du brut qui conditionnent la conduite du « pupitre ». Elles étaient fournies par des analyses de laboratoire. Ces analyses réclamées la veille, on les apportait au pupitre le lendemain. Le nouveau système, automatisé, fournit sur écran ces données, à la demande et en continu.

Perfectionnisme ou luxe inutile ? Ni l'un ni l'autre mais simple prise en compte d'un impératif économique.

Le remodelage de Grandpuits en 1979, une dizaine d'années après son inauguration, s'explique par la nécessité absolue de faire face à la crise pétrolière et aux conditions nouvelles du marché.

En France, Elf Aquitaine a dû prendre des mesures énergiques pour adapter l'outil de raffinage. Certaines installations inadéquates comme Vern-sur-Seiche ont été fermées. D'autres seront développées : à Donges (près de Saint-Nazaire), doit être implanté un complexe de conversion de grande capacité. L'effort le plus spectaculaire reste pour l'instant l'aménagement nouveau de Grandpuits qui permet de réaliser des économies d'énergie de l'ordre de 25 % tout en s'adaptant à la situation créée par la crise.

L'objectif essentiel est d'utiliser le brut le plus efficacement possible en tenant compte du renchérissement du pétrole et de la demande accrue en produit léger (essence) par rapport au fuel lourd, beaucoup moins demandé en raison notamment de l'utilisation industrielle plus grande du gaz naturel, du nucléaire, et du charbon.

Pour augmenter la production des produits « légers » par

rapport aux « lourds », on utilise la technique du craquage qui consiste à « casser » les molécules de produits pétroliers lourds, c'est-à-dire les dissocier et les recomposer en molécules de produits plus légers. La raffinerie de Grandpuits a ainsi été dotée d'un craqueur catalytique (capable de traiter un million de tonnes/an) qui « fait de l'essence à partir du fuel ». La raffinerie double ainsi la part des carburants produits. A partir de 100 tonnes de brut, on obtient une moyenne de 39 tonnes de gas-oil et fuel domestiques, 28 tonnes de carburant automobile, 23 tonnes de fuels lourds, 2 tonnes de propane, 2 tonnes de butane et 6 tonnes d'auto-consommation.

Il faut savoir que, le pétrole brut ne pouvant être utilisé tel quel, il subit quatre phases de traitement pour être transformé en produits commercialisables :

- 1 Séparations : fractionnement du brut par distillations successives ;
- 2 Transformations : par action combinée de la chaleur, de la pression et souvent d'un catalyseur (craquage et reformage) ;
- 3 Epuration des produits pour les débarrasser des corps indésirables (soufre et composés) ;
- 4 Mélange des produits de base entre eux pour obtenir des produits finis.

Pour éviter la pollution, les cheminées de Grandpuits ont 90 mètres.

La construction d'une raffinerie aux portes de Paris dans les vertes et opulentes terres à blé de la Brie (qui comptent parmi les plus riches de France) avait posé un problème bien des inquiétudes parmi les gens du pays.

Tout cela est depuis longtemps oublié.

A Grandpuits, en effet, l'environnement a été scrupuleusement respecté et les consignes de sécurité s'imposent à tous avec une rigueur absolue.

On a d'abord totalement isolé le périmètre de la raffinerie de la nappe phréatique. La dalle naturelle est composée d'une couche sédimentaire de marne verte, absolument imperméable. La cuvette est complétée par une ceinture de béton de 5 km sur 50 cm de large, allant de la surface du sol jusqu'aux marais. Les eaux de pluie et les eaux usées, après un traitement poussé, sont rejetées au collecteur d'égout de la région parisienne.

Contre les risques de pollution atmosphérique, la hauteur des cheminées a été portée à 90 mètres, pour assurer une bonne dispersion des fumées. L'effacement, à la vapeur, des fumées des torchères est automatique. Tous les réservoirs de produits légers sont à « toit flottant » pour éviter les émanations malodorantes.

Des spécialistes d'Elf-Aquitaine invités en URSS pour leur savoir-faire.

Les techniciens d'Elf Aquitaine ont acquis, à Lacq notamment, une grande expérience dans la désulfuration des gaz acides. Leur technologie dans cette discipline est la première du monde. C'est ainsi qu'Elf Aquitaine a pu vendre des procédés de traitement au Canada et en URSS, dans la région d'Orenbourg (Oural) où des équipes françaises ont travaillé fort utilement.

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués par téléphone au numéro

TEL : 19-32-31 31-27-54

GENERAL DIAMONDS
PELLEKAANSTRAAT 22 ANVERS

EUROPE

LA TENSION EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

Les syndicats indépendants vont présenter dix nouvelles revendications

Gdansk (A.F.P.). — L'épreuve de force entre le gouvernement polonais et le syndicat indépendant Solidarnosc a été évitée mardi 28 octobre grâce aux deux signataires des accords de Gdansk, le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Jagielski, arrivé de Varsovie, et le chef du mouvement ouvrier, M. Lech Walesa. La raison est la pondération qui prévaut chez les deux protagonistes bien qu'ils soient en apparence restés sur leurs positions afin de ne pas perdre la face. En fin de compte, la commission nationale de coordination de Solidarnosc enverra vendredi 31 octobre à Varsovie une délégation de dix membres, conduite par M. Walesa, pour négocier avec le premier ministre, M. Jozef Piskorski, comme celui-ci l'avait proposé mardi matin. Ces négociations devront aboutir dans la journée.

Menace de grève générale faute d'accord

Cette décision a été prise mardi soir au chœur naval Lénine à Gdansk où s'étaient réunies la commission de coordination, le M.K.Z. (syndicat local) de Gdansk et la section syndicale du chœur. Le débat a été fort animé comme le lundi (le Monde du 29 octobre).

La commission, qui a préparé une liste de revendications prévoyant principalement l'invalidation des modifications apportées au statut de Solidarnosc par le tribunal administratif, adoptera un « programme minimum ».

Faute d'accord sur ce programme, Solidarnosc déclenche une grève générale le 12 novembre.

Les revendications sont les suivantes : enregistrement immédiat de Solidarnosc sans modification des statuts, c'est-à-dire sans les rajouts opérés d'autorité par le tribunal de Varsovie ; autorisation pour Solidarnosc de mener des activités syndicales comme si ses statuts avaient été enregistrés dans leur forme initiale, sans y ajouter de déclaration politique et sans en retrancher le droit de grève ; publication immédiate dans les mass media, en application de l'accord de Gdansk, de l'enregistrement de Solidarnosc ; mise à la disposition de Solidarnosc, dans un délai d'une semaine, de moyens d'impression et d'édition. Déroulement du matériel d'impression envoyé de l'étranger au syndicat et qui est resté bloqué à la frontière ; attribution au syndicat d'heures d'antenne à la radio et à la télévision ; amélioration de l'approvisionnement et introduction au 1^{er} janvier de l'indice de rationnement pour la viande ; règlement par le gouvernement dans un délai d'une semaine des revendications salariales encore en suspens ; enregistrement sans modification de ses statuts du syndicat paysan, exclus de l'Université ; prisonniers politiques ; légalisation du droit de grève conformément à l'accord de Gdansk ; invalidation par le tribunal administratif des modifications apportées au statut de Solidarnosc.

Mais il s'agit aussi, pour la R.D.A., de manifester à Moscou un soutien sans faille, à toutes fins utiles. Tout se passe depuis quelques jours, comme si l'on pensait, en R.D.A., comme au Kremlin, que la perspective pour la Pologne de se retrouver prise en état d'entre Allemagne et Soviétiques — encore — pourrait constituer le commencement de la ségrégation.

LES ARRIÈRE-PENSÉES DE BERLIN-EST

(Suite de la première page.)

Il s'agit notamment d'obliger les ressortissants polonais qui souhaiteraient se rendre en Allemagne de l'Est à produire une invitation écrite d'un citoyen de R.D.A., dûment visée par la police. Avec cet humour aussi noir qu'inconscient qui les caractérise, les dirigeants est-allemands ont assuré que ces nouvelles entraves à la liberté de circulation sont « un signe de solidarité active » avec la Pologne. Au même titre, probablement, que les menaces très claires proférées le 13 octobre dernier en Saxe par M. Hecker contre le peuple polonais, au cas où il serait tenté de choisir une autre voie que celle du socialisme.

Ces mesures contre la Pologne sont évidemment dictées par la crainte d'une toujours possible contagion : grâce à la radio et à la télévision ouest-allemandes, faciles à capter sur une bonne partie du territoire de la R.D.A., les Allemands de l'Est sont très complètement informés sur les développements de la situation en Pologne, et leurs dirigeants peuvent redouter que cette situation ne leur donne quelques idées. D'autant plus qu'un exaspéré manifestement à Berlin-Est, de la relative modération et des hésitations de Varsovie devant les troubles sociaux.

Mais il s'agit aussi, pour la R.D.A., de manifester à Moscou un soutien sans faille, à toutes fins utiles. Tout se passe depuis quelques jours, comme si l'on pensait, en R.D.A., comme au Kremlin, que la perspective pour la Pologne de se retrouver prise en état d'entre Allemagne et Soviétiques — encore — pourrait constituer le commencement de la ségrégation.

BERNARD BRIGOLEUX.

Paris accorde de nouvelles facilités de crédit à Varsovie

Un des aspects bien connus dans son principe et non dans ses détails de la crise que traverse la Pologne est l'endettement très élevé de ce pays vis-à-vis des banques et des États occidentaux. Récemment, le directeur du Trésor français, M. Haberer, s'est rendu à nouveau à Varsovie pour négocier ce qu'il faut bien appeler un rééchelonnement partiel de la dette polonaise vis-à-vis de la France. De son côté, la R.F.A., qui attache au maintien

d'un minimum de stabilité en Pologne une importance au moins aussi grande que Paris, a consenti des facilités du même genre, alors que vingt-cinq banques ouest-allemandes ont, début octobre, accordé un nouveau crédit de 1,2 milliard de deutschemarks à la Pologne. Il s'ajoute aux quelque 600 millions de dollars consentis par des banques américaines depuis la chute de M. Giersek.

Que la Pologne soit le pays de l'Est le plus endetté en termes absolus et en termes relatifs est un fait. Sur les quelque 50 milliards de dollars que les pays de l'Est (U.R.S.S. exclue) doivent aux banques occidentales et, dans une moindre mesure (pour moins du quart de cette somme), aux États d'Europe occidentale, la Pologne est débiteur pour plus de 20 milliards de dollars (21,1 milliards pour la fin 1979 selon des estimations américaines plus ou moins confirmées par Varsovie).

Cette situation est aggravée par le fait que la plupart de ces crédits viennent à échéance dans un délai rapproché. 26,3 % de cette dette doivent être en principe remboursés au cours de 1980, soit environ 6 milliards de dollars auxquels s'ajoutera le montant du déficit commercial à l'égard des pays capitalistes. En 1981, 28,8 % supplémentaires viennent à échéance et, en 1982, 15,3 %, soit au total 67,3 % de la dette venant à échéance en l'espace de trois ans.

Cette structure de l'endettement est le résultat de la composition des échanges avec les pays de l'Ouest depuis quelques années. Environ les trois quarts de l'augmentation de la valeur des importations en provenance des pays capitalistes pendant la période 1976-1979 ont été représentées par la dette (trêtres plus réelles et aussi d'acier et de produits chimiques pour lesquels les

capitalistes. La banque Handlowy, spécialisée dans le commerce extérieur, évaluait ce pourcentage pour l'année 1979 entre 68 et 70 % et pensait qu'il pourrait atteindre environ 74 % en 1980. Ces divergences proviennent probablement de méthodes différentes de calcul. Sans doute la banque qui fait elle-même en ligne de compte le surplus que dégage la Pologne dans ses échanges avec les pays du tiers-monde (lesquels régissent au général en dollars leur commerce avec les pays socialistes). En outre il est certain que les quatre cent mille touristes occidentaux qui ont visité la Pologne ont laissé un surplus net de devises.

On a pu faire ressortir encore que quelque 80 % des nouveaux emprunts polonais sont en réalité utilisés pour le service de la dette accumulée antérieurement. De tous ces facteurs négatifs il résulte que la Pologne doit payer ses emprunts au prix fort. C'est ainsi que les emprunts contractés sur les marchés de l'étranger sont assortis d'un taux d'intérêt qui s'écarte sensiblement de la base retenue par convention dans ce genre de contrat (à savoir le « taux libor », ou taux interbancaire à Londres). Pour la plupart des pays de l'Est, la commission en sus du « taux libor » est de 0,5 à 0,75 %. La Pologne doit payer 1,375 %.

Un rééchelonnement officiel des dettes aurait le plus mauvais effet et c'est pourquoi tant les créanciers que le débiteur sont d'accord pour éviter à tout prix une pareille mesure qui ne manquerait sans doute pas d'être le marché. Cependant, certains accommodements ont été trouvés et le seront très certainement encore dans l'avenir. A l'automne de 1979, Varsovie a demandé au gouvernement français que lui soit accordé un crédit d'aide à la balance des paiements de quelque 3 milliards de francs français. Un accord a été conclu au début de cette année pour un prêt de 1,25 milliard de francs, d'une durée de huit ans avec une franchise de remboursement de quatre ans. Cette opération était destinée à permettre à la Pologne de faire face à ses obligations de remboursement de crédits reçus de Chine nouvelle-Bangkok pour l'achat de matériel militaire. Les grandes banques françaises ont fourni les sommes nécessaires, mais celles-ci sont garanties à des obligations de 95 % par la COFACE. Tout laisse penser qu'une autre opération du même genre vient d'être conclue. Elle pourrait être de l'ordre de 1,7 milliard de francs, car les crédits exportés par la France de la COFACE que la Pologne doit rembourser l'année prochaine atteignent ce dernier montant.

PAUL FABRA.

ASIE

Afghanistan

L'épreuve de force se poursuit entre les deux factions du parti dirigeant

Le Pakistan a protesté, mardi 28 octobre, contre l'attaque d'un camp de réfugiés afghans, le 25 octobre, qui a fait, selon les meilleurs officiels d'Islamabad, trois blessés civils, dont un enfant.

D'autre part, selon Washington, l'U.R.S.S. s'apprêterait à renforcer ses troupes en Afghanistan et y enverrait deux mille à trois mille hommes appartenant à des unités spécialisées.

Les deux tendances du parti démocratique et populaire afghan (P.D.P.A.) au pouvoir, sont loin d'avoir apaisé leur contentieux, à en croire les déclarations des membres du parti, écrit Yves Haller, envoyé spécial de l'A.F.P., de retour de Kaboul. Le « Khalq » (peuple), des anciens présidents Taraki et Amin, et le Parcham (drapeau) du président Babrak Karmal, se partagent en principe les postes de direction tant au gouvernement que dans l'armée — où le « Khalq » était naguère particulièrement bien implanté — et dans l'administration. Mais, en fait, la quasi-totalité des postes-clés reviennent désormais au Parcham.

Or, tel jeune cadre « parchami » ne cache pas, en privé, la « méfiance », qui caractérise les rapports quotidiens entre les militants des deux factions. Ce sentiment va quelquefois jusqu'à pousser certains « parchamis » à se méfier de tout accent pachouni — même présumé — à l'égard de l'appartenance de nombreux « khalqis ». Ce même membre du P.D.P.A., collaborateur du comité central, avoue quelque amertume et ne fait pas mystère de son désir de voir évincer les ministres « khalqis ». Il met au compte de ce désir, partagé par nombre de « parchamis », la rumeur, qui a couru à Kaboul pendant la visite en U.R.S.S. du président Karmal, selon laquelle un remaniement ministériel était imminent.

Les « parchamis » peuvent difficilement oublier que des « khalqis » membres du gouvernement Karmal, détenaient déjà des portefeuilles sous les régimes précédents. Or, ces régimes se sont employés à décimer le « Parcham », qui, lui-même, ne s'est pas fait faute, depuis l'installation de M. Karmal au pouvoir, le 27 décembre, d'éliminer une

part du « Khalq ». Nombre de « khalqis » — sans que l'on puisse connaître le chiffre exact — se trouvent toujours en prison. L'actuel ministre de l'intérieur, M. Mohamed Gulabzoi (du « Khalq ») est quant à lui décrit par de jeunes « parchamis » comme « l'un des hommes les plus hais d'Afghanistan », avec l'ancien vice-premier ministre Assadullah Sarwar, récemment ambassadeur en Mongolie, qui a dirigé la police secrète sous le régime précédent.

« Ceux qui, au sein du parti, sont les plus armés se protègent », disent-ils, « sont des « khalq », entendent dire à Kaboul dans les milieux « parchamis ». Il n'en reste pas moins que tous les cadres et militants du P.D.P.A. sont continuellement armés. La violence de tel haut responsable « parchami » du parti, proche du président Karmal, recèle des fils d'assaut « kalachnikov », en plus des pistolets de son service lui-même, de son chauffeur et de ses gardes du corps.

« Les accusations du Parcham ». Si, sur le plan idéologique, rien de substantiel ne distingue « parchami » et « khalqi », les premiers reprochent, entre autres, aux seconds d'avoir mené une politique de « politisation » de l'Afghanistan lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ils les accusent, en outre, de s'être livrés à de véritables « provocations » à l'égard de la population en appliquant de force des réformes profondes, bouleversant la société, sans période de transition. Les « parchamis » citent comme exemples le régime agraire appliqué sous le régime Taraki en commençant abruptement par la redistribution des terres, certaines réformes donnant aux femmes des droits jugés abusifs dans une société tribale.

Le « Parcham » se veut en l'occurrence, plus « compréhensif », persuadé qu'une action en profondeur nécessite une approche « en douceur ». A cet égard, il a pris maintes précautions, notamment sur le plan religieux. Nombre de ministres du gouvernement Karmal se rendent régulièrement à la mosquée. Les militants des deux factions se recrutent dans des classes différentes. Les « khalqis » proviennent essentiellement des campagnes et de la petite bourgeoisie de province.

● Le S.N.J., le S.J.F.-C.F.D.T., la F.E.V., le Syndicat de la magistrature, le mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan déclarent, dans un communiqué, attendre « du gouvernement français qu'il fasse les démarches nécessaires à la libération immédiate » de François Mitterrand, Antoine Darnaud, les deux journalistes détenus depuis plusieurs semaines à Kaboul, après avoir été arrêtés « dans l'exercice de leur profession ».

Chine

Désaccords entre Pékin et Bangkok à propos d'une « solution politique » au Cambodge

Des désaccords paraissent s'être manifestés à propos du règlement de la crise cambodgienne à l'occasion des entretiens que le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanonda, a eus depuis son arrivée, lundi 27 octobre, à Pékin, avec M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement chinois. Le général Prem a eu également une conversation, mardi, avec M. Huo Guofeng, président du P.C. chinois, et devant être reçu, mercredi, par M. Deng Xiaoping, vice-président du parti. L'impression d'une certaine distance entre les positions de Pékin et de Bangkok résulte des déclarations de M. Zhao Ziyang, citées mardi par l'agence Chine nouvelle. Le chef du gouvernement chinois a réaffirmé qu'un retrait complet des troupes vietnamiennes opérant actuellement au Cambodge était « la clé de la solution à la crise ». Mais, d'autre part, il a ajouté, de quoi, a-t-il ajouté, une solution politique est tout simplement hors de question.

M. Zhao a paru ainsi répondre par la négative aux appels lancés par son interlocuteur en vue d'un cessez-le-feu de la recherche d'une « solution politique ». On relève cependant que la politique démocratique, nom donné à la

les Khmers rouges au régime cambodgien lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'est pas explicitement mentionnée dans le compte rendu de la conversation. Il aura en l'attente de demander à Pékin de ne plus soutenir inconditionnellement les Khmers rouges, la responsabilité de ces derniers dans les massacres survenus au temps où ils étaient au pouvoir (avril 1975-janvier 1978) empêchant toute mobilisation internationale.

D'autre part, une mission de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) est arrivée mardi à Phnom-Penh pour évaluer l'importance de la prochaine récolte de riz au Cambodge. Les mouvements de résistance laotiens créent prochainement un Front indochinois regroupant plusieurs organisations des trois pays de l'Indochine opposées à la politique vietnamienne dans la région.

CORRESPONDANCE

A la suite du voyage au Tibet de M. Giscard d'Estaing, au cours de son séjour en Chine, plusieurs lecteurs nous ont fait part de leurs réflexions. Nous publions ci-dessous des extraits de certaines de ces réactions.

M. Jean-Stanislas Tyzo, membre de l'association Justice for Tibet International, préside par le dalai-lama, nous écrit :

Il y a trente ans, la Chine a annexé un pays de sept millions d'habitants, le Tibet, et, dans l'indifférence la plus totale, y a perpétré un génocide officiellement reconnu par la Commission internationale des juristes. Une guerre s'y est poursuivie pendant vingt ans sans que personne dans le monde ose aborder ce sujet tabou. (...) Le Tibet, c'est une civilisation tout à fait distincte de la civilisation chinoise. C'est aussi un pays de liberté, où l'on publiait jusqu'en 1959 de nombreux livres chargés d'histoire. C'est un pays aride où l'on construisait encore des monastères. Une civilisation qui n'était pas du tout à son déclin, mais qui, au contraire, préservait du colonialisme, se développait selon ses lignes propres. Une civilisation dont les valeurs très rares méritaient d'être sauvegardées, parce que porteurs d'un message différent (...). L'occupation du Tibet a été, dès la proclamation de la Répu-

Après la visite de M. Giscard d'Estaing au Tibet

blique populaire, l'objectif prioritaire de Mao. Avant tout pour des raisons stratégiques. Elle a donné à la Chine un pouvoir considérable (...). Au début, elle se fit en douceur. Le dalai-lama et son gouvernement furent respectés. Les Chinois promettaient de construire des routes, des écoles, des hôpitaux, etc. La présence chinoise était discrète, faite d'infrastructure routière (...). Aujourd'hui, selon des estimations russes et indiennes, il y aurait trois cent mille Chinois au Tibet. Des troupes de missiles nucléaires sont postées vers l'Inde. Les Chinois contrôlent le pays, mais des troubles s'y produisent en permanence. L'enseignement se fait en chinois. Il n'y a guère qu'au Tibet central, et encore seulement dans les classes primaires, que le tibétain est enseigné. De nombreux monastères ont été détruits (...). L'armée, puissante, est omniprésente. Le bilan agricole est désastreux (...).

Le Tibet est l'illustration la plus flagrante de ce qui est la grande faiblesse, sinon le plus grand scandale, du système international actuel : le principe de non-ingérence dans les affaires internes du préjudicement interne d'autres pays. Au moment même où s'amorçait la décolonisation, on a assisté, sans broncher, à l'établissement de la Chine au Tibet en puissance coloniale. C'est un cas unique de colonisation post-coloniale.

Pour sa part, M. Gérard Barrière, historien de l'art, remarque :

Historiquement à toute la propagande de la Chine, le Tibet n'est pas et n'a jamais été l'une de ses provinces. Depuis le septième siècle de notre ère, il est un pays indépendant, avec une population autochtone, une langue, une religion, une civilisation propres. Et l'actuelle présence chinoise n'y est que le fait d'un impérialisme pur et simple que rien ne saurait justifier (...).

Il n'existe plus qu'une dizaine de monastères en activité (réduite) contre 2 400 avant les événements de 1959. Les moines, au nombre d'une centaine, contre 120 000 auparavant, se sont vu interdire tout enseignement religieux ou culturel aux jeunes. D'innombrables bibliothèques contenant de rares et précieux manuscrits ont été saquées ; des milliers d'ouvrages d'art sacré détruits, fondus lorsqu'ils étaient en or, dispersés quelquefois sur le marché international. J'ai pu voir à Paris, en 1976, les huit dernières shankas (peintures religieuses sur tissu). Elles étaient les seuls à avoir pu être sauvées de l'incendie qui, lors de la révolution culturelle, ravagea le fameux monastère de Neor.

SI VOUS
1 m 80
Quelques
SI VOUS
MINCE
JOHN
CASHMERE
VESTES SPORT
BLOUS
IMPER
BLOUSONS
TRENCHES
PEAU
EXCLUS
MAC DO
PANTALONS
JEANS
ET
(4 magasins)

مكرا من الأصيل

EUROPE

Turquie

Le Conseil national de sécurité a promulgué une Constitution provisoire

De notre correspondant

Ankara. — « Tant que nous n'aurons pas pénétré les foyers du terrorisme et démantelé toutes ses ramifications, nous ne pourrions pas établir de calendrier pour le retour à la normale. » Tel était le principal message du général Salik, secrétaire général du conseil national de sécurité, dans ses déclarations du 28 octobre à la presse étrangère. Le général Salik, l'un des personnalités les plus influentes du régime, a déclaré que le conseil national de sécurité, présidé par le général Salik, a décidé de promouvoir, comme tous les dirigeants politiques, reprendre leurs activités dès que sera levée l'interdiction du fonctionnement des partis.

Le porte-parole du Conseil de sécurité a affirmé qu'une assemblée serait bientôt chargée de préparer une nouvelle Constitution et d'élaborer une nouvelle législation sur les partis politiques et le système électoral. Le conseil national de sécurité, composé d'élites militaires et politiques, a souligné d'ailleurs un vide juridique, qui avait adopté la veille une « Constitution provisoire » qui maintient sur l'ensemble les dispositions de celle de 1961. Elle prévoit toutefois qu'aucun recours ne pourra être exercé par les tribunaux suprêmes à l'encontre des décisions du Conseil.

D'une manière générale, la Constitution provisoire reflète la très ferme détermination des militaires d'assumer totalement le pouvoir. Toutefois, les libertés et les droits fondamentaux des citoyens définis par la Constitution de 1961 sont intégralement préservés. Le général Salik a précisé que le Conseil n'envisageait aucune législation exceptionnelle dans le domaine pénal. Il s'agit d'élaborer une nouvelle législation dans la lutte contre le terrorisme et de la diminution du nombre des assassinats politiques.

Selon un communiqué du bureau de coordination des commandements de l'état de siège, diffusé mardi soir, 199 militaires d'extrême droite ont été arrêtés depuis le 12 septembre et 56 d'entre eux inculpés ; 1 588 terroristes d'extrême gauche ont été appréhendés, 487 ont été inculpés par les tribunaux militaires.

Le général Salik a également confirmé que quelque 150 000 armes à feu dont 132 000 pistolets, ont été déposés par les particuliers entre les mains des autorités militaires, lesquelles avaient

accordé un délai de trois semaines, affirmant que les détenteurs n'encourraient aucune poursuite s'ils remettaient ces armes à temps. Par ailleurs, le nouveau gouvernement vient de procéder à un remaniement des postes de gouverneurs de départements. Vingt-sept nouveaux gouverneurs, dont trois anciens généraux, ont été nommés tandis que vingt gouverneurs ont changé de département. Un remaniement plus substantiel encore a été opéré parmi les sous-préfets. De même, plusieurs hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation ont été remplacés par des personnalités moins marquées politiquement. Enfin, quelques vingt-cinq policiers ont été exclus de leurs fonctions.

L'opinion turque semble satisfaite des efforts déployés contre le terrorisme. Mais la hausse des prix continue, tandis que les exportations stagnent. Le général Salik a lui-même reconnu que le budget connaît un déficit d'environ 300 millions de livres turques.

ARTUN UNSAL

DIPLOMATIE

M. ROBERT HOURCAILLOU EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU SOUDAN

Le Journal officiel de ce mercredi 29 octobre publie la nomination de M. Robert Hourcaillou comme ambassadeur au Soudan, en remplacement de M. Henri Dumont.

M. Robert Hourcaillou, né en 1922, a commencé sa carrière au ministère des travaux publics (1942-1952) avant d'entrer à l'École nationale d'administration. Après un séjour à la résidence générale à Rabat (1955-1959), il a été intégré aux affaires étrangères. Il a été en poste à Pékin (comme suppléant), aux Nations unies, à l'administration centrale (affaires de la communauté, affaires africaines et malgaches et à l'économie). Il a été directeur du collège de défense de l'OTAN, puis détaché au ministère de l'Industrie, conseiller à Alger (1968-1972). Il a ensuite été consul général à Saint-Sébastien (1972-1977), puis à Liège (1978-1980).

● L'entrée de la « Communauté organique francophone ». — Le bureau élargi de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) s'est réuni, mardi 28 octobre, à Paris sous la présidence de M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères. Cette réunion rassemblait à l'échelon ministériel des représentants de la Belgique, du Djibouti, du Liban, du Québec, du Sénégal, du Togo et du Vietnam. Outre des problèmes administratifs internes — notamment le renforcement de l'autorité du directeur général M. Dan Dicko (Niger), — le principal point à l'ordre du jour était la fin de la coopération de la Communauté organique francophone, dont l'idée avait été lancée par le président Senghor et reprise par le dernier sommet franco-africain de Niamey, en mai dernier.

MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES
MENUISERIE SUR MESURE
le bois universel
6, rue Souin - 92 700 Colombes
Téléphone : 782-40-89

Portugal

Le P.C. présente un candidat symbolique à la présidence de la République

De notre correspondant

Lisbonne. — Le P.C. portugais a désigné son candidat à l'élection présidentielle du 7 décembre. Il s'agit de M. Carlos Brito, membre du comité central et président du groupe parlementaire de cette formation politique. Considérant néanmoins que le général Spâes est le candidat le mieux placé pour battre le « représentant de la droite réactionnaire », le général Spâes, le secrétaire général du P.C.P. laisse clairement entendre que M. Brito pourra à la fin de la campagne se désister en faveur de l'actuel président.

Une stratégie soigneusement élaborée a été exposée le mardi 28 octobre par M. Cunha. S'adressant à la conférence nationale du parti, le secrétaire général du P.C.P. a énoncé les objectifs essentiels de la campagne de son parti : « Éclaircir l'opinion publique sur l'enjeu de l'élection présidentielle : « mobiliser l'électorat antifasciste » en vue de la défaite du général Spâes Carreira ; « créer des conditions plus favorables à l'unité des forces démocratiques et antifascistes » ; « renforcer le rôle du P.C.P. dans la défense de la démocratie ». Le parti communiste admet que certains de ses militants ont une « grande difficulté » à voter pour un candidat comme le général

Spâes, dont le passé « suscite des critiques sévères ». Il estime pourtant que, le moment venu, « les militants sauront, en dépit de leur position personnelle, voter selon les indications données par le comité central ».

La candidature de M. Carlos Brito est destinée ainsi à convaincre un électorat très réticent que le choix du général Spâes est un « moindre mal ». Mais elle vise aussi un autre objectif, non avoué : empêcher l'éventuelle candidature d'une personnalité liée au P.S., et celle de M. Soares Alvares.

JOSE REBELO.

Italie

L'ancien commandant de la police fiscale est inculpé dans une affaire de contrebande de carburant

De notre correspondant

Rome. — Deux mille milliards de lires (10 milliards de francs français) escomptés à l'Etat par la non-paiement de taxes sur les produits pétroliers : per l'ampleur des sommes détournées et les responsabilités assumées par certains des inculpés, le « scandale du pétrole » risque d'avoir d'importantes répercussions politiques. Dix-huit mandats d'arrêt ont été lancés le 28 octobre par le parquet de Venise, portant à quatre-vingt-huit le nombre des inculpés, parmi lesquels se trouvent des industriels, des directeurs de petites et moyennes sociétés pétrolières et des petits revendeurs, essentiellement en Lombardie et en Vénétie. Le scandale a rebondi avec l'arrestation, à Turin, du général à la retraite Raffaele Giudice qui, de 1974 à 1978, avait dirigé la Guardia di Finanza, la police financière.

M. Giudice — dont le fils est propriétaire d'un dépôt de carburant — a été inculpé par le magistrat de Turin pour participation à association de malfaiteurs, fraude, faux et corruption. Son adjoint et protégé, le général Donato Loprete, chef d'état-major de la police des finances, inculpé de « complicité », a été suspendu de ses fonctions.

Les magistrats sont convaincus que, sans « couvertures » au plus haut niveau dans la police des finances, l'escroquerie n'aurait pas été possible. Ces complicités n'auraient pourtant pas pu être efficaces sans de fortes protections politiques. A l'occasion de la police des finances, on accuse « d'importantes personnalités de Venétie ». Un sénateur néofasciste a mis en cause le ministre démocrate-chrétien de l'Industrie, M. Bisaglia.

Le scandale éclabousse tout l'establishment pétrolier. Après M. Eugenio Cella, ancien dirigeant de la Mediocredito, les magistrats entendront ces jours prochains l'ancien président de l'Office national des hydrocarbures (ENI) et les directeurs de Total, Texaco et Esso.

Le principe de l'escroquerie était simple mais nécessitait des complaisances étendues. Les sociétés impliquées vendaient en tant que gas-oil du fuel domestique, profitant des grandes différences de taxation existant alors entre les deux produits. Mais la fraude consistait aussi à livrer aux distributeurs de l'essence au prix normal, alors qu'elle avait été prélevée sur les stocks des raffineries destinées à l'usage industriel ou à l'exportation, exemptés de taxes. Il fallait jongler avec les écritures et l'indifférence de nombreux hauts fonctionnaires des douanes. Le bénéfice était de taille, puisque les taxes représentaient 60 % du prix de l'essence. Il permettait d'acheter les « couvertures » nécessaires.

En janvier 1978, le colonel de la police des finances de Venise, M. Aldo Vitali, communiquait à ses supérieurs un rapport démontant le mécanisme de la fraude en Vénétie et donnait les noms des sociétés et des responsables qui, deux ans plus tard, allaient être l'objet d'enquêtes. Mais la direction de la police des finances classa le rapport et muta le colonel à Rome.

L'escroquerie aurait pu se poursuivre longtemps sans la grippe d'un fonctionnaire des impôts qui couvrait une partie du trafic. Son ramplage, incorruptible et pointilleux, découvrit des irrégularités dans la gestion de la société pétrolière des frères Brunello à Trévise. Deux sous-officiers de la police des finances saisirent les livres comptables. Malgré les 25 millions de lires offerts à chacun par leur supérieur, le colonel Favelli (arrêté en 1979), pour « oublier » l'affaire, les deux petits juges « de Trévise » commencèrent à démanteler l'échec de l'escroquerie. Le journaliste d'extrême droite, M. Mino Pecorelli, découvrit ces jours prochains l'ancien président de l'Office national des hydrocarbures (ENI) et les directeurs de Total, Texaco et Esso.

Union soviétique

Une dissidente de 75 ans est internée dans un hôpital psychiatrique à Kiev

Moscou (A.P.P., U.P.I.). — Le procès de l'infirmer Alexandre Podrabinek, membre de la commission sur les abus de la psychiatrie à des fins politiques, serait ouvrir ce mercredi 28 octobre, Yakoutsk (Sibérie). Il avait été arrêté le 7 et dix jours. Arrêté une première fois en mai 1978, M. Podrabinek a été condamné à cinq ans de rélegation en Yakoutsk pour « diffusion de colonnes antisoviétiques ». Il a été arrêté sur les lieux de sa résidence forcée en juin 1980, et accusé une seconde fois de « diffusion de colonnes antisoviétiques ». Il risque une peine maximum de trois ans de détention.

D'autre part, les sources dissidentes ont appris qu'à Kiev Mme Oksana Mechko avait été arrêtée le 10 octobre et internée dans un hôpital psychiatrique. Agée de soixante-quinze ans, Mme Mechko est un membre actif du comité ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki ; elle a passé de longues années dans les camps durant l'ère stalinienne. Son fils, Alexandre Serbenko, purge actuellement une peine de rélegation de trois ans, après avoir passé sept ans dans un camp.

A la veille de la Journée du prisonnier politique célébrée le 30 octobre par les opposants soviétiques, le groupe Helsinki de Moscou a remis aux correspondants occidentaux à Moscou un appel demandant aux parli-

ments à la conférence de Madrid, qui doit ouvrir le 11 novembre, d'ouvrir pour parvenir à une « amnistie politique générale, attendue en U.R.S.S. par des milliers de prisonniers de conscience (...) et qui permettrait à l'U.R.S.S. de relever son prestige ».

Cet appel, dont l'initiative revient aux membres du groupe moscovite d'Helsinki, Mme Elena Bonner, femme de l'académicien Sakharov, Mme Sofia Kalistratova, Mme Ivan Kovalev et Felix Seretov, porte également la signature de M. Andre Sakharov et des écrivains Georgui Vladimov, Raisa Lert et Lidya Tchoukovskaya.

● PRECISION : M. Ivan Arkhipov a été nommé premier vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. et non simple vice-président, comme il a été annoncé dans le Monde du 29 octobre.

Etes-vous curieux de musique ?



Une initiation simple, sans prétention encyclopédique, qui permet au néophyte de connaître l'essentiel de l'histoire de la musique, le guide dans son choix des œuvres, le familiarise avec les instruments et le vocabulaire musical.

320 pages

SEUIL

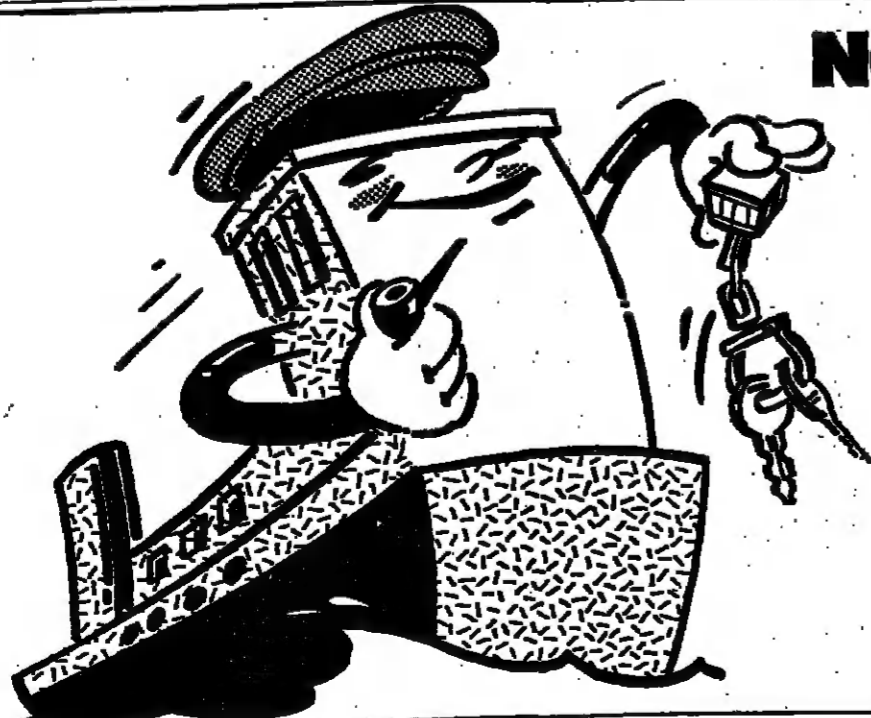
NOUS LOUONS DES ENTREPOTS PIEDS DANS L'EAU CLES EN MAINS

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial. Un moyen de transport économique, fiable, ponctuel. Pour cela, nous vous louons des terrains ou des entrepôts. Pieds dans l'eau. Cles en mains. Pieds dans l'eau, cela veut dire que le Port Autonome de Paris met à votre disposition des terrains en bordure immédiate de voie d'eau, desservis "fer" et "route", dans toute la région parisienne. Cles en mains, cela veut dire que le Port Autonome de Paris vous livre ces terrains à votre convenance : nus ou tout équipés. Sur votre demande, les ingénieurs du Port Autonome de Paris peuvent réaliser le projet d'implantation qui correspond à vos besoins. Les problèmes de stockage et de manutention seront ainsi résolus par des professionnels du transport, en collaboration avec vous-même. Appelez le Port Autonome de Paris. Il a des solutions toutes neuves et toutes prêtes à vous proposer.

Port Autonome de Paris
Services Commerciaux 2, quai de Grenelle 75015 Paris
578.61.92



CRS conseil



SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT JOHN RAPAL
Cravates taillées prêt-à-porter
CASHMERE, LODEN, VESTES SPORT, BLAZERS, BLOUSONS, IMPERMÉABLES, BLOUSONS, VESTES, TRENCHES CUIR OU DAIM, PEaux LAINÉES, EXCLUSIVITÉ, MAG DOUGLAS
PANTALONS, VELOURS, JEANS, CHEMISES ET PULLS
(4 longueurs de manches)
41, av. de la République
75001 PARIS - Tél. 355.58.89
Ouvert de 10h à 19h tous les jours
Maison Française - Paris - France

Le Monde

politique

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

INTÉRIEUR : le « malaise » de la police

Mardi 28 octobre, l'Assemblée nationale a examiné les crédits du ministère de l'intérieur (voir ci-dessous).

MM. FOSSE (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, DE BRANCHE (U.D.F.), rapporteur spécial de la commission des finances pour les collectivités locales, AUBERT (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des lois, interviennent successivement.

Dans la discussion générale, M. FIERMAN (P.C., Val-de-Marne) souligne la priorité donnée dans l'utilisation des forces de police à la répression des luttes politiques et sociales et cite à cet égard l'emploi de G.R.S. « pour faire faire Radio-Quinquen ». L'orateur dénonce ensuite l'augmentation du nombre des inspecteurs de police chargés du renseignement politique, de la protection des intérêts électoralistes partisans de la coalition réactionnaire ou pour servir la pure et simple provocation.

M. PIERRE-BLOCH (U.D.F., Paris) estime qu'il faudrait incorporer à la loi de programme la

création d'une université de la police, et M. MARCHEAND (P.S., Charente-Maritime) dénonce une « situation psychologiquement alarmante » dans la police. Il ajoute : « Le dialogue est désormais impossible, après la plainte que vous avez déposée contre deux responsables syndicaux, dont l'un représente 80 % de la police en tenue et l'autre 75 % des inspecteurs et enquêteurs ».

M. BONNET, ministre de l'intérieur, déclare : « Je n'ai nullement attaqué des responsables syndicaux. J'ai porté plainte contre MM. Henri Buch et José Delton. Ni l'un ni l'autre ne peuvent se réclamer de l'unité de leurs adhérents. Il s'en faut, et les cartes syndicales sont même renvoyées. C'est à dessein que j'ai porté plainte contre eux et non contre des syndicats dont beaucoup de membres estiment qu'ils sont allés trop loin, contre eux ad nominem parce qu'ils ont porté atteinte à l'honneur de la police en avançant des affirmations sans preuve ».

M. MARTIN (R.P.R., Paris) déclare que la coexistence dans une même ville de diverses polices risque de poser des problèmes de coordination.

Mme D'HARCOURT (N.I., Hauts-de-Seine) indique que le programme civil de défense « n'est pas à la mesure des efforts déployés pour moderniser notre dispositif de dissuasion nucléaire ». Après MM. MAISON (P.C., Isère), COLOMBIER (U.D.F., Seine-Maritime), ALAIN RICHARD (P.S., Val-d'Oise), HAMÉL (U.D.F., Rhône), ROYER (N.I., Indre-et-Loire), LÉOTARD (U.D.F., Var) et KOEHL (U.D.F., Bas-Rhin), le ministre de l'intérieur prend la parole.

M. BONNET évoque les problèmes de la sécurité et de la police. Le terrorisme, souligne-t-il, n'a pas tant pour objectif de nuire qu'il a de détruire que d'obtenir la confiance que les peuples ont dans leurs institutions. S'adressant à M. Fierman, il déclare : « Si vous respectiez les lois républicaines et respectiez les décisions de justice, nombre de policiers seraient heureux de pouvoir se consacrer à la protection de la population ». Certes, ajoute le ministre, « il est plus aisé d'assurer la sécurité dans un des États totalitaires que dans une démocratie ». Après avoir assuré que la loi-

programme de la police « existe bien dans les faits », M. Bonnet indique qu'il y a aujourd'hui près de six mille policiers, soit environ 30 % de plus qu'en 1978, et observe que, sur trois exercices budgétaires, près de quatre mille trois cents hommes auront renforcé la sécurité quotidienne des Français ». Le ministre donne l'assurance que le gouvernement n'a jamais couvert et les erreurs individuelles et qu'il « ne les couvrira jamais ». Il ajoute : « Ceux qui sont si prompts à dénoncer la réser-

272 MILLIONS POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les dépenses relatives à l'élection présidentielle s'élèveront à 272 millions de francs en 1981. Ce chiffre figure dans le rapport de M. Fosse (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances pour le budget du ministère de l'intérieur. Le député de la Seine-Maritime rappelle qu'en 1980 une somme de 4,3 millions de francs était inscrite pour les élections départementales, 6,8 millions de francs pour les élections régionales et 5,5 millions pour couvrir les dépenses communales. Le budget pour 1981 prévoit une augmentation de 10 % pour ces deux dernières dotations.

gences du racisme devraient veiller à ne pas déchaîner un racisme anti-policiers. « La critique, poursuit M. Bonnet, qu'elle est juste est nécessaire. Elle pourrait être stimulante et ceux qui reprochent à la police ses erreurs quand elle en commet prendraient soin de louer ses succès avec la même clémence quand elle en obtient ».

Le ministre indique que, selon le gouvernement, « le premier élément de la défense civile est une puissante force de dissuasion ». Il affirme en conclusion : « C'est qui, aujourd'hui, délibérément ou inconsciemment, du dehors et, pis encore, du dedans, attaquent les hommes et les femmes qui ont les services de la police contre l'insécurité, ceux-là sont des ennemis sociaux. La réserve qui s'impose à un membre du gouvernement l'empêche de leur adresser certains pays, reproche de la police, dont l'exemple le prouverait ».

Au cours de la procédure de questions, M. Bonnet, répondant à M. PASQUINI (R.P.R., Haute-Corse) sur les « attentats racistes » en Corse, déclare notamment : « Les sentences prononcées par la Cour de sûreté de l'État sont de nature à faire réfléchir les esprits. Le gouvernement poursuit sa politique de répression, mais refuse tout dialogue avec les violents, il traitera des affaires de la Corse avec les seuls élus de l'île ».

Interrogé par M. GANIER (U.D.F., Paris), le ministre de l'intérieur indique que, en 1979, « la criminalité et la délinquance » ont progressé de 1,55 % dans la région parisienne. En réponse à M. HAUTECHÈRE (P.S., Var), M. Bonnet affirme que « ne seront pas élus au suffrage universel des candidats Français sans être à l'aise avec la loi » et ajoute qu'il est encore trop tôt pour porter un jugement sur la région, « institution toute jeune qui n'a encore trouvé son équilibre ».

Plusieurs amendements de l'opposition sont repoussés, dont un amendement de M. FORNI (P.S., Territoire de Belfort) visant à réduire les crédits relatifs à la mise en place du système des cartes d'identité informatisées. Les crédits du budget de l'intérieur (dont ceux relatifs aux retraites) sont adoptés, l'opposition votant contre.

Le budget du secrétariat d'État aux anciens combattants, qui doit être examiné le 14 novembre, ne sera pas voté par le R.P.R. Le groupe gaulliste a pris cette décision mardi 28 octobre pour protester contre le refus du premier ministre de réévaluer de 5 % les retraites des anciens combattants.

Le cent quatre-vingt-troisième numéro des « Cabinets ministériels », 25, rue d'Aboukir, 75002 Paris, vient de paraître. Il contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Barre, du Sénat, de l'Assemblée nationale, des Conseils économiques et constitutionnels, ainsi que du maire de Paris et des préfets de Paris, d'Ile-de-France et de police (quinzième édition).

Rectificatif : C'est M. JEAN-PIERRE FENICHAUD et non M. René Fenicau comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 29 octobre — qui remplace à l'Assemblée nationale Henri Lavieille, ancien député socialiste de la deuxième circonscription des Landes, décédé lundi 27 octobre.

D.O.M. : M. Dijoud assure que la population connaît une « vie paisible »

Mardi 28 octobre, l'Assemblée nationale a examiné les crédits des départements d'outre-mer. Pour le budget 1981, ces crédits sont présentés sous la forme d'un document unique comprenant trois sections : 1) une section commune où sont fusionnés les moyens de services ; 2) une section de départements d'outre-mer ; 3) une section territoriale d'outre-mer.

La section DOM comporte un total de 400 millions de francs en crédits de paiement, soit 4,2 % d'augmentation par rapport à 1980.

M. de ROCCA-SERRA (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, note que 318 millions sont inscrits au chapitre de la section contre 306 millions pour 1980, soit une augmentation de 3,9 %.

M. SEGUIN (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des lois, estime que l'avenir de l'île de Mayotte paraît enfoncé « dans un cercle vicieux » étant donné que les services de l'État y sont absents et les crédits budgétaires parcimonieux.

M. MARTIN (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production, observe que le chômage atteint 28 % à la Réunion, 21 % à la Martinique et 24 % en Guadeloupe.

Dans la discussion générale, M. FRANCESCO (P.S., Val-de-Marne) dénonce un « budget de déclin ».

M. JULIA (R.P.R., Seine-et-Marne) explique que les subventions accordées aux Antilles à la suite du passage de plusieurs cyclones ne serviront à rien si le problème de l'endettement des agriculteurs n'est pas résolu et si la rentabilité des cultures n'est pas assurée.

M. KALINSKY (P.C., Val-de-Marne) note que près d'un actif sur deux est au chômage total ou partiel dans les DOM.

M. LAGOURGUE (U.D.F., la Réunion) note une régression de 0,5 % des crédits du FIDOM et demande que soient supprimées toutes les mesures restrictives relatives à l'application des lois sociales dans les DOM.

Après MM. FONTAINE (N.I., la Réunion), CAMILLE PETIT (R.P.R., Martinique), ALAIN VIVIEN (P.S., Seine-et-Marne) note que les crédits alloués à Mayotte diminuent de 8,40 % et indique : « Faut-il voir là le signe avant-coureur d'un désengagement politique ? » Après MM. GUILLAUD (R.P.R., Guadeloupe) et SABLE (app. U.D.F., Martinique), M. DESBÈS (R.P.R., la Réunion) souligne « les ravages psychologiques » qu'a créés « l'absence des médecins-chirurgiens » et déclare qu'il n'est pas possible « d'abandonner des hommes qui ont cru en la France ».

Dans la suite de la discussion générale, M. BANAÏA (N.I., Mayotte), MAXIMIN (R.P.R., Guadeloupe), MOUSTACHE (R.P.R., Guadeloupe) et PLAN-TECHENET (N.I., Saint-Pierre-et-Miquelon).

Répondant aux orateurs, M. DIJOU, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, explique qu'il est impossible de chiffrer l'ampleur des crédits engagés en faveur des DOM-TOM étant donné que de nombreux ministères techniques participent à cette action. Il reconnaît que « de profondes inégalités et de profondes injustices » subsistent dans les DOM. Soulignant que la dotation globale de fonctionnement sera de 608,46 F (+ 16,5 %) par habitant dans les DOM, ce qui correspond à une supériorité de 25 % par rapport à la moyenne nationale, M. Dijoud se félicite de la « consolidation politique » dans les DOM et se déclare « résolument optimiste » à ce sujet. Ainsi, frappant les attentats à la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane, il estime qu'on ne peut parler « de terrorisme ou de véritable complot » ; ainsi à propos des graves manifestations, le secrétaire d'État assure que rien de tout cela « n'a dépassé les limites normales de la vie sociale ». Il souligne le « calme » de la population qui connaît une « vie paisible » et la « paix sociale ».

Les crédits des départements d'outre-mer sont ensuite adoptés, l'opposition votant contre. La séance est levée à 2 h. 45.

AU SÉNAT

L'avenir de la télématique et de l'élevage français

Le Sénat a exprimé une fois de plus son inquiétude à propos du développement de la télématique hors du contrôle du Parlement.

Repondant aux questions de MM. PERRIN (P.S., Val-d'Oise) et RAUSCH (Un. cent., Moselle), M. NORBERT SEGARD, secrétaire d'État aux postes et télécommunications, a indiqué, mardi 28 octobre, que l'expérience de Vélizy, qui concernera deux mille cinq cents ménages, permettra de tester les services rendus par les différents prestataires, qui vont de la mairie de Versailles à la presse locale en passant par la R.A.T.P. et certains magasins. Les droits des usagers seront respectés et la commission Informatique et Liberté sera prochainement consultée à ce sujet. « La presse, a-t-il déclaré, peut compter sur mon appui et sur ma vigilance, car elle est la garante du pluralisme de l'information ».

« Prenons garde à ne pas nous laisser aller à des réactions de type télématique étrangère n'émoussant pas notre pays. » « Aucune décision, a promis le secrétaire d'État, ne sera prise sans que le Parlement soit préalablement et complètement informé. »

Les sénateurs ont ensuite engagé un débat sur l'avenir de l'élevage français, qui s'est poursuivi en séance de nuit jusqu'à une heure du matin mercredi.

Les auteurs des questions, élus de quatorze départements, ont souligné le décalage entre les coûts de production et les prix, les premiers augmentant plus vite que les seconds, ont évoqué les « graves préjudices » provoqués par l'effondrement du marché du veau. M. CLUZEL (Un. cent., Allier) a proposé la création d'un groupe d'études commun à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil économique, qui axerait ses réflexions sur les problèmes de production et de distribution de la viande. Les problèmes plus généraux de l'agriculture ont été, en séance de nuit, l'objet des questions de sept autres sénateurs.

M. MERAIGNERIE, ministre de l'agriculture, a souligné sa réponse à ces orateurs, que le taux de croissance de la production agricole serait cette année de 4,5 % ; chiffre supérieur à celui de nos partenaires. « Les prix alimentaires », a-t-il ensuite déclaré, « ont évolué plus lentement que l'ensemble des prix, de 6 % environ par an (...). D'où la relative dégradation du revenu agricole depuis 1974. »

A propos de la crise de l'élevage

et de la « polémique sur le veau », le ministre a exprimé sa conviction que la situation serait normalisée à la fin de l'année, tout en recommandant que le « secteur des viandes » demeure le « point d'ajustement de l'agriculture française ».

« Même si le revenu agricole français, se trouve en légère baisse en 1980, a conclu M. Meraignerie, nous devons être conscients du fait qu'il s'est beaucoup plus chez nos partenaires. Je souhaite que l'Assemblée européenne nous aide financièrement en nous laissant une marge de manœuvre. »

Le Sénat avait approuvé par 194 voix contre 95, au cours de la séance de l'après-midi, le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978. M. BLIN (Un. cent., Ardennes), rapporteur général, a rappelé à ce sujet les critiques de la Cour des comptes concernant le recours systématique à l'excédent de la loi de finances (trois en 1978). Les auteurs, sur initiative du groupe socialiste et du rapporteur général, ont voté un amendement tendant à prescrire au gouvernement de déposer en annexe à chaque projet de loi de règlement un rapport sur la « gestion des autorisations de programme » (emploi effectif des crédits votés).

A. G.

A Millau (Aveyron)

M. DIAZ DONNE SA DÉMISSION DE MAIRE

M. Manuel Diaz, membre du bureau du parti radical, a donné sa démission de maire de Millau (Aveyron) vendredi 24 octobre. Diaz a écrit adressée le même jour aux membres du conseil municipal. M. Diaz expose les raisons de sa décision, qui tiennent aux divergences apparues au sein de son équipe quant à l'attitude à adopter à propos de l'extension du camp militaire de Larzac. Ces divergences s'étaient traduites notamment le 17 octobre dernier, au cours d'une réunion privée, par un vote où douze conseillers municipaux contre six (dont six maires) s'étaient prononcés en faveur de la fermeture de six mairies le 20 octobre, jour de l'ouverture de la nouvelle enquête parcellaire pour l'extension du camp de Larzac.

M. Diaz, homme d'affaires, ancien trésorier du M.R.G., formation dont il avait été exclu à l'automne 1978, avait été élu en mars 1977 à la tête d'une liste qui regroupait deux autres (une de la majorité et une composée de socialistes et de communistes). M. Diaz a décidé de conserver son mandat au sein du conseil municipal.

« Plus mobile et plus présente... »

« Une police mieux formée, mieux équipée, plus présente » : c'est de la sorte que M. Bonnet avait défini devant la presse, le lundi 27 octobre, le triple objectif qu'il a inscrit (ou, plutôt, réinscrit) : « Nous poursuivons l'effort déjà entrepris : nous avons de la suite dans les idées... » au budget de 1981.

Pour mener à bien cette tâche, le ministre dispose donc d'un budget qualifié de « réaliste et rigoureux », dont l'augmentation est « significative ». Un budget qui s'élèvera, en 1981, à 28,571 milliards de francs (1) en dépenses ordinaires et crédits de paiement, contre 24,448 milliards en 1980 et 20,535 milliards en 1979.

Ainsi, le budget de l'an prochain marque-t-il, par rapport à celui de l'année en cours, une augmentation de 18,86 %, contre 14,45 % pour l'ensemble du budget de l'État, et de 14,57 % pour les seules dépenses civiles. Par rapport à 1979, la croissance se chiffre à 39 % et atteint 110 % par rapport à 1977. Enfin, les dépenses en capital augmentent, lors du prochain exercice, de 17,81 % (autorisations de programme) et de 20,50 % (crédits de paiement), tandis que les dépenses de fonctionnement n'augmentent, pour leur part, que de 16,57 %.

Pour parvenir à « renforcer la sécurité des personnes et des biens », comme il entend le faire, le ministre de l'intérieur a indiqué

qu'il ferait porter ses efforts dans trois directions essentielles.

1) Les effectifs, d'abord. 725 emplois nouveaux seront créés et 307 fonctionnaires, affectés jusqu'ici à des tâches administratives, seront reversés dans des emplois de police active, sur la voie publique.

Cette augmentation de l'effectif total de 1 032 fonctionnaires, à laquelle il faut ajouter la mise en place, dès le début de l'an prochain, dans la capitale et les trois départements de la petite couronne, de trois compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) affectées à des tâches de sécurité générale, devrait permettre, estime M. Christian Bonnet, d'intensifier les actions déjà entreprises pour assurer la sécurité, notamment dans les grandes agglomérations et zones suburbaines à fort peuplement, grâce à la création de nouvelles unités mobiles de sécurité. De même, la lutte contre la grande criminalité et le terrorisme devrait être renforcée, en particulier par le recrutement de 300 inspecteurs (compris dans les 725 emplois nouveaux).

2) Au chapitre des équipements, on a inscrit, outre l'achèvement de la rénovation du domaine immobilier, l'acquisition de 300 véhicules et de 300 engins à deux roues, ainsi que le renouvellement, grâce au parc automobile léger, du cinquième du parc utilitaire et du sixième du parc des deux-roues ; l'achat de véhicules lourds pour les G.R.S. et les sections d'intervention de la préfecture de police et des polices urbaines ;

3) Dernier volet du budget, et non le moindre, la formation. Pour pouvoir mettre en permanence sur le terrain cette police « plus mobile, plus présente », qu'il juge indispensable, M. Bonnet a indiqué que, désormais, la durée de la scolarité et des stages de fin d'études, qui était jusqu'ici de onze mois pour les inspecteurs, serait portée à seize mois ; pour les commissaires nommés au choix, de deux ans au lieu de dix mois ; pour les gardiens de la paix, enfin, de neuf mois au lieu de cinq. Il faut ajouter à cela l'instauration d'un recyclage continu pour les personnels bénéficiant d'un avancement de grade. Enfin, un centre de formation des formateurs a été créé, qui compte dans ses rangs des fonctionnaires de police « de grande expérience professionnelle », et des spécialistes issus de l'administration ou du secteur privé. — J.-M. D.-S.

Avenir Onze

investir dans la sécurité

Des studios "special investisseur"

Studio avec entrée, salle de bains, WC séparés, vraie cuisine avec fenêtre, indépendante, entièrement équipée.

Sécurité de l'investissement

- La qualité de la construction et de l'équipement est un atout majeur pour tout investisseur ;
- La présence de « propriétaires » évitent toutes dépenses ultérieures de ravalement ;
- Des loyers et des prix à la hausse, garantis par la loi.

- Investir à Avenir Onze constitue un capital immobilier dont la valeur augmente d'année en année, et mesure de la rentabilité du quartier.

Avenir Onze le défi gagnant.

Le bureau de vente, sur place, est ouvert tous les jours de 14 h à 18 h et sera administré par un agent de 10 h 30 à 18 h sans interruption. Tél. : 806.03.73

2^e tranche

108-110, rue Saint-Maur 75011 PARIS

MANERA S.A.

Pour recevoir une documentation sur AVENIR ONZE, retournez ce coupon à MANERA S.A. 64, rue du 8-Mai-1945 - 92025 NANTERRE Cedex - Tél. : 725.92.16

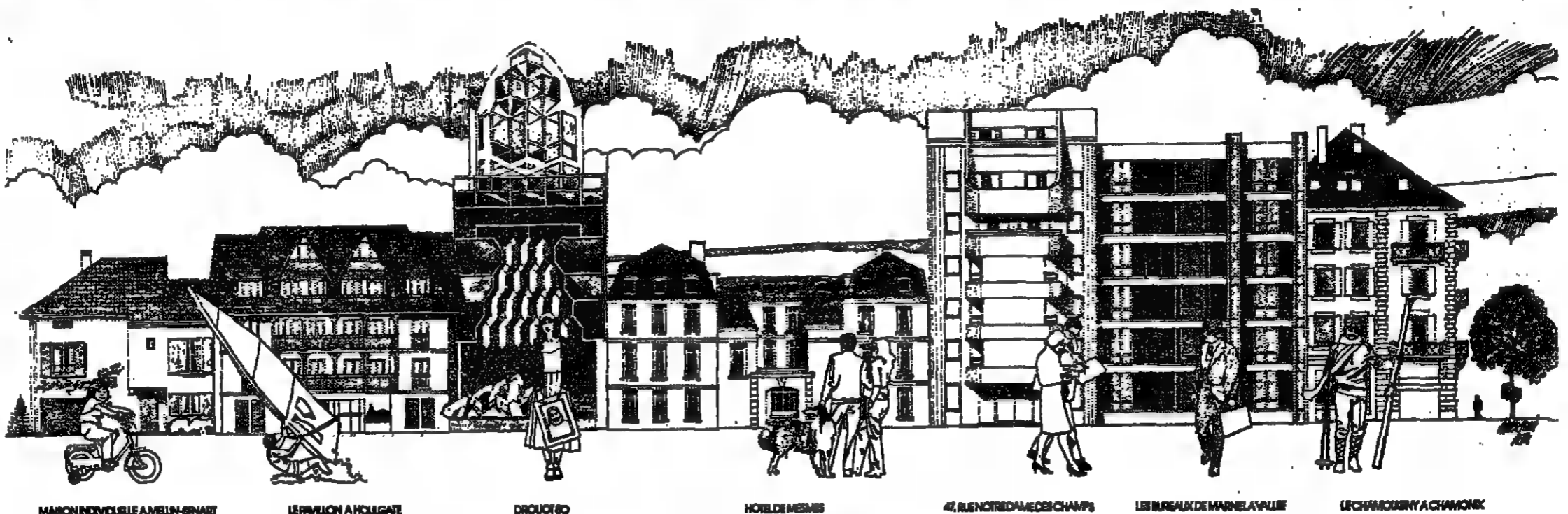
Nom : Adresse : Code Postal : Tél. :

مكاتبنا في القاهرة

MEUNIER PROMOTION

GROUPE BNP

IMMOBILIER: QUAND ON A LE BON CHOIX...



**MEUNIER PROMOTION, LE BON CHOIX
POUR REUSSIR VOTRE INVESTISSEMENT IMMOBILIER**

APPARTEMENTS ET MAISONS INDIVIDUELLES	type	prix	livraison	financement
A PARIS				
3° - "HOTEL DE MESSIES" 5, rue de Braque	2 et 3 p. duplex	730 000 à 1 730 000	immédiate	80 %
6° - "NOTRE-DAME-DES-CHAMPS" 45, rue Notre-Dame-des-Champs	5 p. terrasse à 3 p. terrasse	1 650 000 à 2 430 000	immédiate	80 %
11° - "LA BELLE EPOQUE" 11/15, av. Jean Alcard	studio et 3 pièces	270 000 à 579 000	immédiate	80 % possibilité prête conventionnée
17° - "LA JONQUIERE" 28, rue de la Jonquière	3 pièces	723 000 à 812 000	immédiate	80 %
18° - "L'ATELIER MONTMARTRE" 37, rue d'Orléans	4 pièces duplex	680 000 à 941 000	immédiate	80 %
20° - "GAMBETTA VILLAGE" 24, rue de la Dhuis	3 pièces	545 000	immédiate	80 % prête conventionnée
EN BANLIEUE				
77° - "SEINE-ET-MARNE" "NOISEL CHATEAU" 132, av. de la République Montgeron	1 v. 3 à 5 p. à 2 v. 3 à 5 p.	338 400 à 478 300 à 528 000 à 579 000	immédiate à octobre 81	P.S.I. plus supplément familial 80 % prête conventionnée
91° - "ESSONNE" "LE PARC DE MONTGERON" 132, av. de la République Montgeron	3 et 4 pièces	413 500 à 547 600	immédiate	80 % prête conventionnée
93° - "SEINE-SAINT-DENIS" "LES DEMOISELLES DE SOBON" rue du Chemin-Vert (Face préfecture) Bobigny	4 pièces	404 900 à 421 800	immédiate	80 %
94° - VAL-DE-MARNE "LA FONTENAY" rue du Maréchal-Joffre Fontenay-sous-Bois	2 à 6 pièces	322 000 à 739 000	immédiate	80 % prête conventionnée
95° - VAL-D'OISE "LES ATLANTES" 12, bd d'André Maurer	3 et 4 pièces	680 000 à 916 000	immédiate	80 % location vente
77° - SEINE-ET-MARNE "BOIS NANDY" N 448 Nandy	maisons 4 à 6 p.	478 500 à 672 900	fin 81	80 % prête conventionnée
LOISIRS				
14° - CALVADOS "LA CAPITAINE" Quai Ouest Cannes	studio au 3 p. duplex	160 000 à 455 000	printemps 81	possibilité 80 %
14° - CALVADOS "LE PAVILLON" Le Lieu Marot, route de la Vallée Houlgate	studio au 3 p.	145 800 à 329 900	immédiate	possibilité 80 %
17° - CHARENTE-MARITIME "LA ROCHELLE" 25, rue Paul-Garnier La Rochelle	4 et 5 pièces	349 000 à 547 900	immédiate	possibilité 80 %
27° - ELISE "LE CLOS MATHILDE" Rue du Pas-des-Heures Le Vaudreuil	maison 3 à 6 pièces	344 000 à 478 000	printemps 81	80 % prête conventionnée poss. 1 % patronat
28° - ELISE-ET-LOIR "LE GRAND CLOS" Courtilan	terrasse à bâtir 600 m ² à 1 250 m ²	77 000 à 100 000	immédiate	crédit possible
45° - LOIRET "LA RESIDENCE DU MARTROY" 7, rue de la Plaine Malesherbes	2 à 4 pièces duplex	282 200 à 380 900	immédiate	possibilité 80 %
74° - HAUTE-SAONE "CHAMOUXNY" 119, rue du Docteur-Piccard Chamouxy	studio à 3 pièces	195 000 à 535 000	Nov 80	possibilité 80 %
74° - HAUTE-SAONE "SARCEUS 1800" Plateau des Sals Sarceus	studio à 4 pièces	301 000 à 815 000	Nov 80	possibilité 80 %
91° - ALPES-MARTIMES "LES AGNES" Rue de Digne Peymeinades	studio à 3 pièces	248 000 à 420 000		possibilité 80 %
BUREAUX ET ENTREPOTS				
75° - PARIS - 14° "DROUOT 80" Métro Richelieu-Drouot	surface disponible 4 800 m ² à 1 000 m ²		disponible	vente ou location bureau
77° - SEINE-ET-MARNE "MASSY" Rue de la Gare Le Raincy	18 000 m ² à 220 m ²		disponible	vente ou location bureau
77° - SEINE-ET-MARNE "GARE DE SAIGNY-LE-TEMPLE" SNCF	10 000 m ² à 500 m ²		2° trimestre 1982	vente ou location bureau
78° - YVELINES - Saint-Quentin-en-Yvelines "PLACE DE LA GARE" SNCF	19 000 m ² à 250 m ²		fin 1982	vente ou location bureau et local commercial
91° - ESSONNE - Z.I. de Massy-Palaiseau MASSY RER + autobus	5 000 m ² à 300 m ²		2° trimestre 1981	vente ou location ateliers - entrepôts bureau
92° - HAUTES-DE-SEINE - Courbevoie 124, bd de Verdun - COURBEVOIE autobus	20 000 m ² à 600 m ²		disponible	location bureau - laboratoires ateliers - entrepôts
94° - VAL-DE-MARNE - Val-de-Fontenay ZUP de Fontenay-sous-Bois "LE PERIPOLE" RER + SNCF	1° tranche 3 000 m ² à 50 m ² 2° tranche 22 000 m ² à 200 m ²		disponible	vente ou location bureau
95° - VAL-D'OISE - Cergy-Pontoise Z.I. du "Vert Galant" LE PARC D'ACTIVITES MOTES SNCF + autobus	29 000 m ² à 200 m ² bureaux 200 m ² à 500 m ²		1° trimestre 1981	vente ou location ateliers et bureau

GESTION LOCATIVE

prix valeurs octobre 80

Veillez me faire parvenir votre documentation sur :

☐ APPARTEMENTS PARIS ☐ LES ALPES ☐ COTE D'AZUR

☐ APPARTEMENTS BANLIEUE ☐ COTE NORMANDE ☐ LES BUREAUX

☐ MAISONS INDIVIDUELLES ☐ COTE ATLANTIQUE ☐ LES ENTREPOTS

Veillez me renseigner sur les possibilités de location : ☐ A CHAMONIX ☐ A SAMOËNS 1600

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____ TEL _____

**MEUNIER
PROMOTION**

GROUPE BNP

Bureaux ouverts du lundi au samedi.
10, place de la Madeleine - Paris 8° 2961563

مكازم التحصيل

Art et amour passion et mort



compter ~~entre~~ ~~les~~ payes-
mes peintres par lui en 1918
Cagès-sur-sun, ~~qui~~
qu'il le rapportait par nature de
~~son~~ natale, ~~et~~
qu'une ~~de~~ en 1919 un
Autoportrait, la palette à la
main, alors que, si dissemblables
qu'ils soient, on ~~est~~
et qu'à tant de reprises un Rem-
brandt ou un Eugène Carrière,
peintres ~~sont~~ spécifiquement
inspirés par ~~le~~ fait humain, ~~ce~~
sont pensées sur leur ~~pro-~~
priété, toujours ~~en~~
ses expressions ~~du~~ Modi-
gliani, lui, n'en éprouva jamais
besoin, puisque, ~~on~~ fond, il se
voyait dans le regard des autres.

Le **Seigneur** de Modigliani, un digne **seigneur** juif de Livourne, **seigneur** de grande culture artistique et littéraire, emportant dans son bagage vers la France toutes les **maisons** d'art de ses musées de Florence, Naples, Rome et Venise, se rend à Paris, à l'hôtel l'Épave, l'amour qu'il a pour l'art, l'amour qu'il a pour la République, pour la France, plus qu'il n'a pour sa vie, qu'il ne pense à vivre et voyant le vide, y reste depuis un cinquième étage. Ainsi, le noblesse d'un art, nourri d'aristocratie de l'esprit, **seigneur** des contingences matérielles auxquelles il résiste. Berthe Weill y survit. **seigneur** Zborowski, son soutien jusqu'à plus grand sacrifice pécuniaire, cette noblesse se maintient dans le temps, le peintre ayant transmis sa fermeté d'âme jusqu'à nous et vers l'avenir.

PIERRE GRANVILLE

Malgré ■ carrefour de directions
peinture ■ où les Parisiens
l'époque ■ qui la demeurent mal-
gré ■ écarts esthétiques trans-
formés trop ■ ■ ■ ■ ■
■ la commodité ■ l'histoire,
Modi ■ rapidement com-
propre style, que ce soit dans sa
peinture ■ ou son épique
sculpture, ■ Caristi-
des ■ ou ■ l'aque-
relle et ■ la gouache sont le
prétexte d'une ■ ■ ■
le volume qu'il ne poursuivra ■

« Le style, c'est l'honneur », dit
l'autre, ■ non ■ ■ ■ ■ ■
un procédé, ■ ■ ■ ■ ■
■ une spécificité humaine,
c'a qu'à faire ■ manières.
C'est critique
effable Modi, tombe à faux.
D'ailleurs, quel artiste personnel
■ ■ ■ ■ ■
l'allongement ■ ■ ■ ■ ■
de mains, ■ ■ ■ ■ ■
humai-
nes en général, ■ ■ ■ ■ ■
à Modigliani. C'est étrange
l'expression à la fois d'un ■ ■ ■
plastique qui rejoint ■ ■ ■ ■ ■
une préférence, ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ visible, la quête
de l'homme, de l'être
■ ■ ■ ■ ■ phénomène.

Modigliani, passionné curieux des maîtres italiens qu'il salua de bonne heure dans le studio d'Italie, put voir pour exemple le Parmigianino, le Mantegna et peut-être le Cima da Conegliano. Tout à ses devoirs. De cette manière, la ligne devient la plus pure qui soit, sans reprises, transposée en peinture, prend peu à peu, notamment à partir de 1916, une valeur florale qui n'est qu'à lui. Cette valeur n'est pas seulement l'expression de la figure humaine.

Ce qui frappe dans l'exposition, si résumée soit-elle, est précisément la variété dégoûtée de la réaction de chacun de ses modèles. Il y a quatre ou cinq lustres, on avait tendance à se laisser aller, à se marquer profondément les traits au nez, à être plus soucieux d'arguments plastiques que de sensibilité humaine, à se laisser d'un à revoir des peintures ou dessins ayant presque frappé nos regards, on marchait intime se

L'image d'une société qui n'est pas seulement la société polonaise, où tout est justifié par l'égoïsme. Comme Zanussi, Witold, un pur, il aime la règle et le jeu général. Il aime...

Un homme ■ ■ ■ femme. Et ■ dit qu'elle va ■ quitter ■ pourquoi. ■ dialogue qui prend ■ dimension d'un ■ éternel. Christine Fersen ■ une immense comédienne.

Le Festival « fins de siècle » permettra, ces jours-ci à Lille, de confronter Reger et Bruckner, au Concertgebouw d'Amsterdam, dirigé par E. Jochum, le 31, à 20 heures. « Béatitudes », de

Festival Stockhausen : **Kontempunkte**, le **Voyage de Michael**, sous la direction du compositeur (Théâtre de la Villa, 3 novembre) ; musique classique, par **Orchestre El-hémi (Lille)**, le 3 ; **Paris**, 9 bis, avenue d'Iéna, le 5) ; **résumé J. M. J. Paris** (Paris, le 4) : **Variations Goldberg**, par **Bach**, par **D. Versano (Champs-Élysées)**, le 4) ; **Chopin-Liszt**, par **Wayenberg**, pour la **Scène** «Solidarité Cambridge» (Playel, le 4 novembre).

que vient l'exposition, après avoir été montrée en partie à Londres. Elle propose de présenter ce qui est resté autour des deux groupes d'avant-garde, les « Huit » et les « Dix », dans un esprit de révolution. Un complément heureux à l'œuvre exposée.

Holmes, au musée du Marais : Nambu, au musée. Cer-

de la diaspora noire. (20 h. 30.)

FRANCE LEA
AU THEATRE GERARD-PHILIPS
Le mariage d'une comédienne, tendre, infini-
ment drôle. (Les samedis et
samedis, à 20 h.)

Marcel Maréchal au Théâtre de la
Porte-Saint-Martin : Fata Waller
dans "Le climat de Har-
lem à l'époque d'or". (Mise-
en scène de Jacques Mitré.)

Le Palais des sports : l'épo-
que hugolienne. (Mise en scène
musicale : Jacques au Théâtre du
Gymnase : un mariage dans
une pleine maturité ; Gilbert
à l'Opéra ; d'un spec-
tacle complet.

JOE COCKER
A L'HIPPODROME DE
En dépit de ses nombreuses
de la scène musicale, il
gré une fragilité évidente
Cocker est une fois de plus
sensible du malade. (Le
vembre.)

FESTIVAL DE PARIS

Jazz traditionnel au Petit Journal ;
« open music » rue Dunots ; cinéma
au Marais ; le Band français au
Théâtre ; Festival, Paris n'a pas
Marais au centre de l'événement ;
le Théâtre de la Ville présente
des groupes ouverts à seize
groupes (dont un français) :
Arthur Blythe, Sonny Rollins, Por-
tino-Lubal, Elvin Jones, Urtegar-
Escudé-Barney Wilen, Dixie
Leslie, le Quatuor né saxophon-
Solaï-Grappelli, l'ensemble
Charles Riley. Du jazz au solo
à l'ensemble, aujourd'hui
représentées dans un programme
équilibré et de bon ton.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble ■ programmes ou ■ salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés).

L'habileté à faire des distinctions

*Ce supplément
a été établi par*
ERVÉ GUIBERT

A la Coupe du monde de football, aux J.O. d'hiver, J.O. ■ Moscou, Internationaux ■ tennis, ■ heures du Mans, Bol d'Or, Grand Prix ■ France formule 1, Grand Prix ■ Monaco, etc.

VIVE LA PHOTO



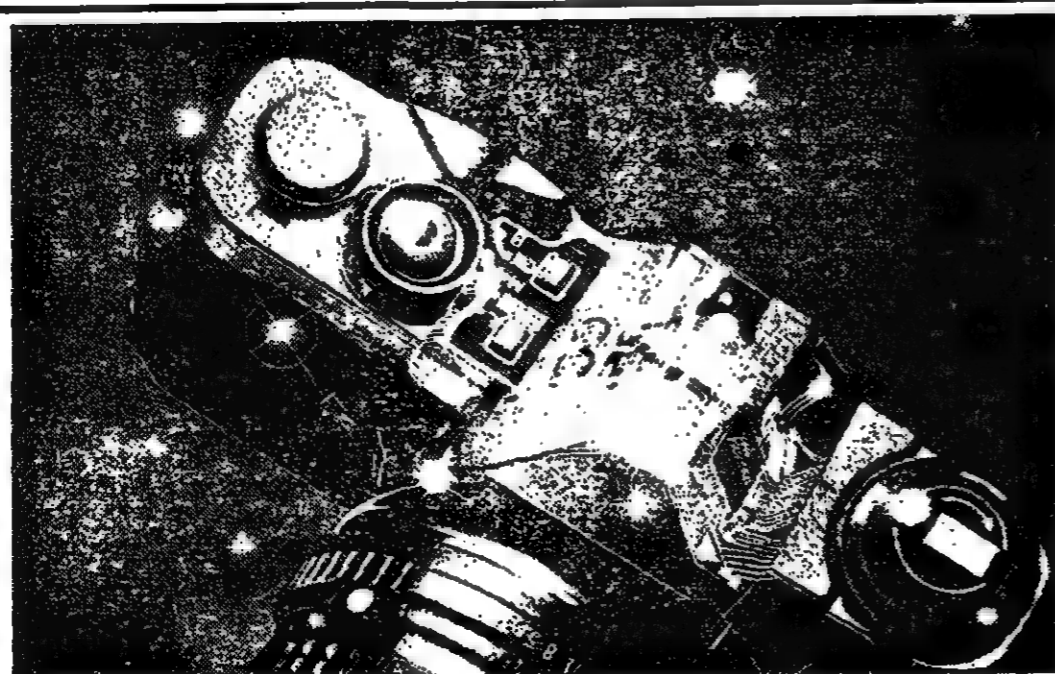
GEORGE HOYNINGEN-HUENE



WILLY RONIS



LUCIEN AIGNER



SUPER.

Le nouveau Pentax ME Super. Deux appareils en un.

Automatique. Le ME Super est un appareil électronique entièrement automatique. Votre exposition

est parfaite, et sans votre intervention. Manuel. Le ME Super est aussi un appareil manuel électronique. Deux touches actionnent un étonnant système de recherche de vitesse

d'obturation, remplaçant ainsi l'habituel bouton de l'obturateur manuel. Ceci entre en jeu 1/2000e.

Le nouveau Pentax ME Super est le plus léger et le plus compact des reflex 24x36 "auto-manuels" actuellement.

Deux appareils à un seul. A la fois simple et professionnel.



PENTAX
ME SUPER

la documentation Tél. 72-76, rue Paul Volont-Couturier 92000 Clichy-la-Fayette
Importateur exclusif pour la France Métropolitaine.

Calendrier du

31 OCTOBRE

Photographie en France, à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon), jusqu'au 23 novembre : les poulains de l'été et Contrejour.

1^{er} NOVEMBRE

Le photojournalisme français aujourd'hui, au Grand Palais (avenue de la Chapelle, Paris-8), jusqu'au 11 novembre : Paris-Match, un prix de 100 000 francs à un photographe français, remis par Willy Ronis.

2 NOVEMBRE

Exploration d'un médium, au Grand Palais (avenue de la Chapelle, Paris-8), jusqu'au 31 octobre : presque tous les meilleurs photographes ont accepté de l'essayer, ainsi que les artistes pour faire joujou.

L'Avant-Garde, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : quinze photographes encore en France, américains, allemands, anglais, japonais ou français, mais tous plus ou moins les uns que les autres.

4 NOVEMBRE

Les artistes de l'ère de Bayard à nos jours, au Musée Bourdelle (16, rue Antoine-Bourdelle, Paris-15), jusqu'au 1^{er} décembre : Algot, Marville, etc.

beaux-arts, quelques portraits aussi, Louis Ducos, Hauron,

Rencontres d'Olympus - Forum

à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon, Paris-4), jusqu'au 15 novembre : un premier "autochronométré", manipulé par les de pomme de terre.

2 NOVEMBRE

Rencontres d'Olympus - Forum à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon, Paris-4), jusqu'au 15 novembre : un premier "autochronométré", manipulé par les de pomme de terre.

3 NOVEMBRE

Rencontres d'Olympus - Forum à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon, Paris-4), jusqu'au 15 novembre : un premier "autochronométré", manipulé par les de pomme de terre.

4 NOVEMBRE

Rencontres d'Olympus - Forum à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon, Paris-4), jusqu'au 15 novembre : un premier "autochronométré", manipulé par les de pomme de terre.

5 NOVEMBRE

Rencontres d'Olympus - Forum à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon, Paris-4), jusqu'au 15 novembre : un premier "autochronométré", manipulé par les de pomme de terre.

Rencontres d'Olympus - Forum à la mairie du V^e arrondissement (21, place du Panthéon, Paris-4), jusqu'au 15 novembre : un premier "autochronométré", manipulé par les de pomme de terre.

Une autre Chine, à la mairie

du XVIII^e (place Jules-Joffrin), jusqu'au 15 novembre : Claude Sauvageot, Marie-Ange Donzé, encore une princesse.

6 NOVEMBRE

Reportage et photojournalisme (projection-débat), à l'auditorium du Grand Palais (avenue de la Chapelle, Paris-8), jusqu'au 31 décembre : quelques envois de la presse internationale.

7 NOVEMBRE

Pierre Béranger, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

8 NOVEMBRE

Pierre Béranger, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

9 NOVEMBRE

Pierre Béranger, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

Pierre Béranger, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

mois

10 NOVEMBRE

Robert Ponderou, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

11 NOVEMBRE

Robert Ponderou, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

12 NOVEMBRE

Robert Ponderou, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

13 NOVEMBRE

Robert Ponderou, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

14 NOVEMBRE

Robert Ponderou, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

Robert Ponderou, à la galerie de l'Art (44, rue Quincampoix, Paris-4), jusqu'au 18 novembre : une vision très forte et très personnelle de la galerie zoologique du Jardin des Plantes, interdite au public depuis plus de quinze ans, pour cause de subversion.

مكرام الكحل

Quarante inédits

Beckett

En général, si _____ prends un por-
trait, lève un _____ noir ou blanc,
le premier prendre le personnage
_____ une _____ chambre, dans le
lieu où il habite et où il travaille.
Il y a quelques années déjà, j'avais
voulu photographier Beckett. Je lui
avais écrit, il m'a répondu : « Oui,
_____ va, venez, je _____ téléphone à
_____ votre hôtel ». Il m'a téléphoné
J'ai dit : « Je voudrais _____ photo-
graphier dans votre appar-
tement », il m'a dit : « Pourquoi
_____ pas _____ chambre d'hôtel ? »
J'ai répondu : « Non, je ne veux
_____ prendre _____ photo
_____ petite chambre d'hôtel, avec un
_____ tit, _____ alors _____ rien, ne
_____ photo », il dit
Beckett, je suis reparti sans l'avoir
rencontré.

« La National Portrait Gallery, qui depuis dix derniers quinze ou vingt ans a accumulé des photos, des collections, m'a demandé de prendre des portraits. Comme j'habitais à Paris, j'espérais voir Beckett, je lui ai écrit. Il m'a répondu qu'il n'allait pas à ce moment. Je lui ai écrit que ce n'est pas vrai, que je le comprends, moi-même je n'aime pas être photographié, maintenant on se photographie beaucoup. Beckett ne veut pas, alors je pars. »

« Je ■■■ suis promené ■■■■
quartier. Beaucoup ■■ choses
changé depuis 1930, ■■ beaucoup
de ■■■■ les ■■■■
Il ■■ ■■ nouvelles maisons.
Campagne-Première ■■ petit
rariant qui s'appelait ■■■■
n'existe plus. Je ■■■■
l'existe ■■ Montparnasse pour
voir une ■■■■ qui ■■■■
homme ■■ ■■■■ ensemble au
■. C'est ■■ grand tombeau, pour
■ famille ■■■■, vraiment très
drôle ■■■■ réaliste, l'unique dif-
férence ■■ qu'on s'ajoute ■■
plaques ■■ peu près cinq ■■ six noms
depuis 1930... »

* Une fois de plus, Petit Trianon de Bagatelle, mais au Sé-
nec (métro : Pont-de-Neuilly). Jus-
qu'au 15 novembre.

André Kertész ou le don de voyance

QUAND André Kertész s'assied pour faire des photos au téléobjectif, il a le peu près d'un monde (la photographie) pense : il fou, il périlleux. Il devient gîteux, on nous fait une bonne farce, il a des idées, avait soixante-seize ans. Un homme vieux, New-York, ne peut sortir dans la rue avec un appareil photo, on bouscule, on le fait tomber, on lui arrache l'appareil. Habitait à New-York, les promenades, il faisait à Paris dans les années 30, Kertész a dû restreindre son champ d'activité, voir la rue de haut, d'un quinzième étage.

Le balcon qui rejoint l'appartement de New-York, les fenêtres semblent donner sur plusieurs types de paysages : un jardin, une rue débordement d'activité, une cour intérieure où des voitures n'ont pas fini de se faire, deviennent tout à la fois quand la neige tombe. Kertész aime la neige, comme la lumière. Chaque fois que la neige tombe, chaque fois que la lumière l'étonne, il transperce des petits oiseaux en train de poser sur une fenêtre, Kertész apparaît photo. Il aime la neige parce qu'elle purifie l'espace, la priviligie les traces, elle retient quelques chose des plus vigoureux. Les jardins fermés, le beau soir une ligne du ciel, des pattes, Kertész voit un petit un hirévolabe.

■ Kartezs-là, depuis qu'il vit
 ■ New-York, depuis qu'il n'a
 eu l'air d'aucun ■
 ■ ■ ■ ■ ■ depuis que sa femme
 ■ ■ ■ ■ ■ morte,
 ■ ■ ■ ■ ■ devenu plutôt misanthrope.
 Il ■ ■ ■ ■ ■ de photographier
 ■ ■ ■ ■ ■ Et cette attitude
 forcée pour regarder le vie
 ■ ■ ■ ■ ■ l'arranger : que les
 gens ■ ■ ■ ■ ■ plus que
 ■ ■ ■ ■ ■ petites silhouettes noires sur
 le tapis graphique. ■ ■ ■ ■ ■ façon
 peut-être il se venge
 ■ ■ ■ ■ ■ dans les ■ ■ ■ ■ ■ boîtes,
 ■ ■ ■ ■ ■ dans les ■ ■ ■ ■ ■ géométries
 ■ ■ ■ ■ ■ se tourne rarement
 ■ ■ ■ ■ ■ côté ■ ■ ■ ■ ■ la rue, il méprise
 l'agitation, il ■ ■ ■ ■ ■ trouve la
 vérité ailleurs, dans le ciel
 ■ ■ ■ ■ ■ le silence, ■ ■ ■ ■ ■
 la contemplation, dans ■ ■ ■ ■ ■
 un pain, de la ■ ■ ■ ■ ■ quand
 il était à Paris déjà, il n'aimait
 ■ ■ ■ ■ ■ grand-chose, il
 regardait ou trop ■ ■ ■ ■ ■ ou trop
 haut, ■ ■ ■ ■ ■ caniveau avec son
 filet ■ ■ ■ ■ ■ qui emporte
 ■ ■ ■ ■ ■ déchirés, les pieds
 toujours. Si déchaîné, ■ ■ ■ ■ ■
 ■ ■ ■ ■ ■ parvient à nous ■ ■ ■ ■ ■
 ■ ■ ■ ■ ■

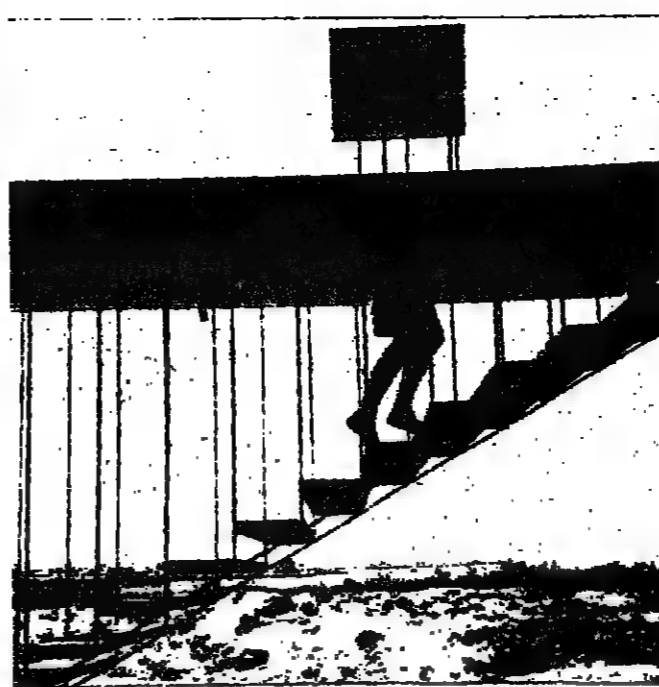
Et si Kertész, dans sa solitude, était devenu fou ? Il jette les choses qui lui parviennent à la vente de ses tirages à travers son appartement, et il ricane de tous les honneurs, il racroche sur sa muraille ses médailles, ses méduses, ses conservateurs et ses rétrospectives. L'argent n'est plus là. D'Elizabeth, il ne garde plus que des photos, la photo de sa femme nue, sur sa chaise, un magazine ouvert. Les photos à fleur de musée d'Elizabeth, l'amour d'Elizabeth.

■ quarante photos qu'a choisies Kertész, ■ Agathe Gaillard, pour sa dernière exposition à Paris, ■ déconcertantes, ■ force ■ similitude à ■ d'avoir l'air

elles peuvent sembler simplistes, les betasses, leur sujet n'a aucune spectacularité : Des arbres dans des cheminées, des oiseaux sur les arbres, l'ombre d'un lampadaire sur un mur, l'on a accroché une croix, des croix effectivement, l'attitude des statues blanches qui veillent le repos des morts, les signes qu'elles s'échangent à l'ombre des ombres qu'elles projettent. Le monde qui a perdu le sens de sa présence, se saigne, dans l'absence de la mort. Un monde émerge miraculeusement d'un toit.

Des photos, quelques-unes de
Kubrick semblent être l'ap-
plication, l'extension d'une
photographie prise en 1945 et
intitulée : l'acte de dispa-
raître, une photo pratique-
ment irratconable : quelqu'un
monte, léger, les pieds nus,
les jambes seulement vêtues
d'un bermuda, se tient sur
un escalier ajouré, coupé à la
taille par un montant de
escalier, il devrait ressortir de
l'autre côté, nous devrions
voir son visage, mais dans le
carré il ne devrait apparaître,
il n'y a rien que le vide.

Il n'y a plus rien à voir.
maintenant, ces quelques
pigeons, un Jean tendu au
d'un fil, un
allongé sur un banc, un
vieux qui relaxent, un
qui attend un
jardin, un péniche qui passe
derrière ce rien, il y a
tout à voir, à Kertész
faisait voir l'essentielle ?
sujet évidemment la
lumière, qui certifie la per-
de la vie, l'acte de
la vision, l'inactivité
la photographie. Plus que
jamais, elle cache dans
gris, dans
ténues



L'acte de disparaître

objets : la photo de Kertész
hantée, il fait voir
l'invisible. C'est un état
voyance et de contemplation.
Il assiste à choses que dans
une vision pressée et
profitable nous ne parvenons
même pas à voir. La vision
de vieillard rejoint la vision
pure, mais domptée, l'en-
fance, un certain chaos ré-
solu, une douceur, une
glissade très lente vers la
mort.

Alors Kertész peut bien faire apparaître l'Italie, et Venise, derrière une fenêtre, sans aucun trucage. Il peut faire chanter la lumière dans ses tableaux. Il peut faire saigner un camion qui n'a perdu que sa benzine. Et

pour approcher
photographie de l'immobilité
la restriction de la loco-
motion, on peut-être de la
essence, il nous faut du
temps. Pour atteindre cette
exultation calme que pro-
voque la connaissance de la
matière, il nous faut, que ce
soit par la méditation ou par
l'action, voyager dans le temps
et perdre son âge, vieillir
pour appréhender soi-même
en régressant un état d'en-
fance, il faut aussi, pour
savoir, il faut revendiquer
une petite part de grâce. Il
faut laisser la connaissance le
temps de nous éblouir.

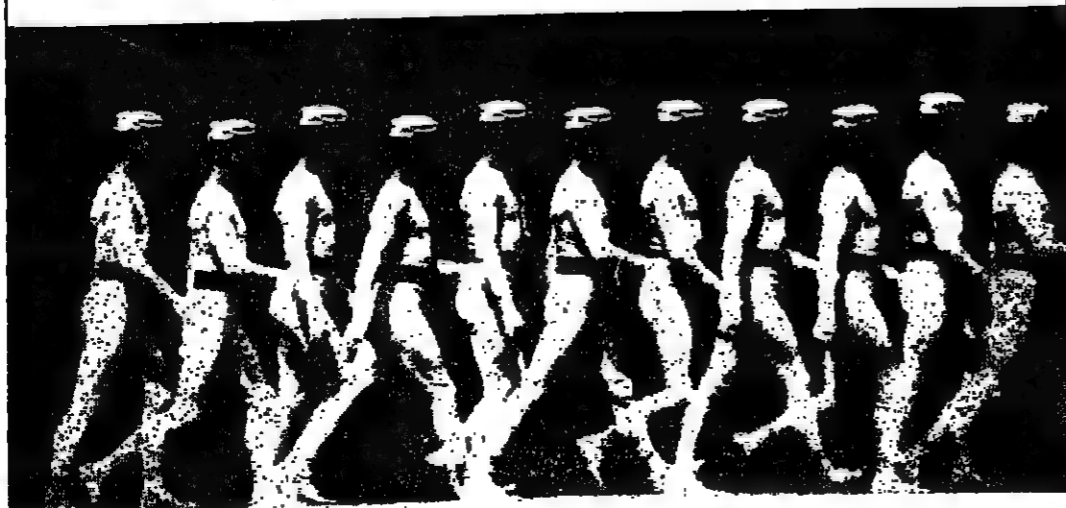
★ Agathe Gaillard, 3, rue
FERN - LUCIE - Philippe, PARIS
Du 4 novembre au 6

Mois de la Photo
organisé par la ville de Paris
et Paris Audiovisuel

E.J. MAREY

1830/1904

La photographie du mouvement



Une exposition des Relations Publiques de Kodak-Pathé



au Musée Carnavalet, 23 rue de Sévigné,
75003 Paris

du 22 octobre au 16 novembre 1980
tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30

LASCAUX à Paris

**"la vie mystérieuse des chefs-d'œuvre
la science au service de l'art"**

Grand Palais des Champs-Élysées
11 Octobre 1980 - 5 Janvier 1981

Reconstitution photographique des peintures réalisée sur relief grâce à une nouvelle technique du Centre de Recherches de Kodak-Pathé à Vincennes.



Kodak-Pathé - Relations Publiques
8, rue Villiot 75012 Paris

En v.o. : ÉLYSÉES-LINCOLN - MOVIES LES HALLES
7 PARNASSIENS - ST-GERMAIN-VILLAGE
En v.f. : ST-LAZARE-PASQUIER - FAUVETTE - GAUMONT-RICHELIEU
- 3 NATION - GAUMONT ÉVRY - ARGENTEUIL -
AVIATIC Le Bourget - FLANADES Sarcelles - 3 VINCENNES

Le film le plus japonais de WOODY ALLEN



GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES V.O. • HAUTEFEUILLE V.O.
GAUMONT LES HALLES V.O. • MAYFAIR V.O. • QUINTETTE V.O. • FRANÇAIS V.F.
GAUMONT RICHELIEU V.F. • MONTFARNASSE PATHÉ V.F. • CLICHY PATHÉ V.F.
3 NATIONS V.F. • GAUMONT SUD V.F.
GYRANO Versailles • BELLE ÉPINE Thiais • PATHÉ Champigny
TRICYCLE Asnières • UGC Poissy • 3 VINCENNES • FRANÇAIS Enghien V.O.
GAUMONT ÉVRY • VÉLIZY • ARIEL Rueil

Orange Mécanique... Barry Lyndon...
et maintenant,
la terreur selon Stanley Kubrick...



SHINING

UN FILM DE STANLEY KUBRICK

JACK NICHOLSON SHELLEY DUVALL "SHINING" SCATMAN CROTHERS DANNY LLOYD
STEPHEN KING STANLEY KUBRICK & DIANE JOHNSON STANLEY KUBRICK JAN HADLAN

THE PRODUCTION COMPANIES

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-34-34)

MERCREDI 29 OCTOBRE
15 h. : Tricentenaire de la Comédie-Française (le Petit Parisien, de H. G. 11 h. : Les Bas-Fonds, d'A. Kurosawa, 19 h. : le Détachement féminin rouge (République populaire de Chine).

JEUDI 30 OCTOBRE
15 h. : Ce soir ou jamais, de M. Deville, 17 h. : Je ne regrette pas ma jeunesse, d'A. Kurosawa, 19 h. : l'Orchestre rouge (République populaire de Chine).

VENDREDI 31 OCTOBRE
15 h. : Les années longues absentes, d'A. Kurosawa, 19 h. : la Guerre des Chiens (République populaire de Chine).

SAMEDI 1^{er} NOVEMBRE
15 h. : la Bale des anges, de J. Dany, 17 h. : Sur la queue du Vierge, d'A. Kurosawa, 19 h. : le Dernier Cri, de R. Van Ackeren, 21 h. : Retrospective du film d'animation japonais.

DIMANCHE 2 NOVEMBRE
15 h. : la Pile aux yeux d'or, de J.-G. Albisocco, 17 h. : le Plus Beau, d'A. Kurosawa, 19 h. : Harité, de R. Van Ackeren, 21 h. : A. J. pour toujours, de R. Van Ackeren.

LUNDI 3 NOVEMBRE
15 h. : Tricentenaire de la Comédie-Française (Boule de suif, de Christian-Jaque), 17 h. : Saajuro, d'A. Kurosawa, 19 h. : A. J. pour toujours, de R. Van Ackeren.

MARDI 4 NOVEMBRE
15 h. : Tricentenaire de la Comédie-Française (le Petit Parisien, de H. G. 11 h. : Les Bas-Fonds, d'A. Kurosawa, 19 h. : le Détachement féminin rouge (République populaire de Chine).

MERCREDI 5 NOVEMBRE
15 h. : Ce soir ou jamais, de M. Deville, 17 h. : Je ne regrette pas ma jeunesse, d'A. Kurosawa, 19 h. : l'Orchestre rouge (République populaire de Chine).

JEUDI 6 NOVEMBRE
15 h. : la Bale des anges, de J. Dany, 17 h. : Sur la queue du Vierge, d'A. Kurosawa, 19 h. : le Dernier Cri, de R. Van Ackeren, 21 h. : Retrospective du film d'animation japonais.

VENDREDI 7 NOVEMBRE
15 h. : Tricentenaire de la Comédie-Française (le Petit Parisien, de H. G. 11 h. : Les Bas-Fonds, d'A. Kurosawa, 19 h. : le Détachement féminin rouge (République populaire de Chine).

SAMEDI 8 NOVEMBRE
15 h. : Ce soir ou jamais, de M. Deville, 17 h. : Je ne regrette pas ma jeunesse, d'A. Kurosawa, 19 h. : l'Orchestre rouge (République populaire de Chine).

DIMANCHE 9 NOVEMBRE
15 h. : la Bale des anges, de J. Dany, 17 h. : Sur la queue du Vierge, d'A. Kurosawa, 19 h. : le Dernier Cri, de R. Van Ackeren, 21 h. : Retrospective du film d'animation japonais.

LUNDI 10 NOVEMBRE
15 h. : Tricentenaire de la Comédie-Française (Boule de suif, de Christian-Jaque), 17 h. : Saajuro, d'A. Kurosawa, 19 h. : A. J. pour toujours, de R. Van Ackeren.

Les exclusivités

AMERICAN EXPRESS (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

ANTHROPOLIS (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

APOLLO 13 (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

ATLANTIC CITY (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

LA BANQUIÈRE (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

Le coup du parapluie (A. v.o.) : J.-C. Cortez, 19 (354-47-62).

DES SPECTACLES

LE MONDE — Jeudi 30 octobre 1980 — Page 27

Cinéma

Les grandes reprises

AMERICA-AMERICA (A. v.o.) : 80-
des Arts, 6* (322-45-18) ;
Olympic St-Germain, 14* (322-
87-25) ; Olympia, 14* (342-57-42).
BOULEVARD DU CREPUSCULE (A.
v.o.) : Action-Christine, 11* (325-
85-78).
REY-RUE (A. v.o.) : Hausmann, 6*
(370-47-55).
BONS BAISERS DE RUSSIE (A.
v.o.) : Napoléon, 17* (380-41-46).
BUGSY MALONE (A. v.o.) : Espace-
Gala, 6* (320-99-34) ; Action-
Ecoles, 14* (325-72-07) ; Action-La
Fayette, 11* (378-86-80).
BULLY (A. v.o.) : Georges-V, 11*
(352-41-46).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) :
Paulin, 5* (324-15-04).
LES CHEVAUX DE FEO (Sov. v.o.) :
Comma, 6* (544-28-80).
LES CLOWNS (A. v.o.) : Champol-
lion, 5* (324-51-80).
LES FALLES (A. v.o.) : (A. v.o.) :
Delivrance, 11* (372-84-56).
LES DESARBOIS DE L'EVE
TOURNEUR (A. v.o.) : Lacer-
naire, 6* (544-57-34) ; (A. v.o.) :
LES DIX COMMANDEMENTS (A.
v.o.) : (A. v.o.) : Point-Edouard, 6*
(325-97-28).
DROLE D'EMBOULE (A. v.o.) :
Radelag, 16* (328-64-44).
LA FETE SAUVAGE (Fr.) : Cau-
mont-Sud, 11* (327-84-50).
LE GUEPARD (A. v.o.) : U.G.C.
Marbeuf, 11* (325-18-45).
HAIR (A.) : Palais-des-Arts, 11* (370-
62-88).
JERRY CHEZ LES INDIENS (A.
v.o.) : Radelag, 16* (328-64-44).
MACADAM COW-BOY (A. v.o.) :
Champol, 5* (324-51-80).
MASCULIN-FEMININ (Fr.) : Cluny-
Croc-Nivert, 11* (374-85-04).
MEAN STREET (A. v.o.) : (A. v.o.) :
Culac, 5* (351-89-22).
LE MESSAGE (Ang. v.o.) : (A. v.o.) :
Croc-Nivert, 11* (374-85-04).
MIDNIGHT (A. v.o.) : (A. v.o.) :
Capri, 3* (358-11-69).
MOLIERE I et II (Fr.) : Calypso, 17*
(380-30-11).
MONY MONY (A. v.o.) : Cluny-Ecoles, 5*
(354-20-12).
MORT A VENISE (Ang. v.o.) :
Espace-Gala, 14* (320-99-34).
PAPA D'UN JOUR (A.) : Marais, 11*
(378-47-88).
PRANOM OF THE PARADISE (A.
v.o.) : Cluny-Saint-Germain, 6*
(333-10-83).
PRELUDE L'OSILLE ET TIE-TOI
(A. v.o.) : Templari, 11* (34-36).

PRIMA DELLA REVOLUZIONE (It.
v.o.) : Contrecarpe, 11* (325-78-37).
RUE DE MONTPELIER (A. v.o.) :
14-Juillet-Farnasse, 11* (325-58-00).
Jas. 5* (354-80-21).
**LES SEPT FEMMES DE BARBE-
ARRES** (A. v.o.) : Alce-Mahon, 17*
(380-24-81).
LE CONTINENT (A. v.o.) :
V.I. : Publicis-Madison, 6* (359-
31-97). — V.I. : Mar-Linder, 9*
(370-40-00). — V.I. : Paramount-Bastille,
12* (343-78-17) ; Paramount-Mont-
parnasse, 14* (328-00-10).
TAXI DRIVER (A. v.o.) : (A. v.o.) :
naparte, 6* (328-12-12).
TESS (Fr.-Brit. version ang.) : Ca-
lypso, 17* (380-30-11).
TOUT CE QUE VOUS VEULEZ :
JOURS VOULO SAVOIR SUR LE
SEX (A. v.o.) : (A. v.o.) : Cinoche-
St-Germain, 6* (353-16-82).
VIVRE SA VIE (Fr.) : Noctambules,
5* (354-12-34).

LES AU-DESSUS D'UN NID DE
COCCOU (A. v.o.) : Palais des
Arts, 5* (372-84-56). — V.I. : Pa-
ramount-Montparnasse, 14* (328-
00-10).
LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.) :
Studio des Ursulines, 5* (354-
30-10).
LE FILM DE BAGDAD (A. v.o.) :
v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 11* (325-
18-45). — V.I. : Berlitz, 11* (324-
80-23). — Cinoche, 11* (325-
42-98). — Clichy-Pathé, 11* (325-
48-01). — mar.

Les festivals

ROBERT ALTMAN (v.o.) : Le Den-
fert, 11* (354-00-11). — mar. jeu :
Quintet : ven. sam : Privé :
dim. : 11* : Nous : tous
des voleurs : mar : Buffalo-511)
■ les Indiens.
A. BITCHCOCK (v.o.) : Action-
La Fayette, 11* (378-86-80). — mar.
Une femme disparaît : jeu :
Jeune et innocent : ven. : les
Trente-Neuf : mar : (A. v.o.) :
Meurtre : dim. : Chantago : lun. :
Numéro 17 : mar : The Skio
Game.
LES GRANDES HEURES DU CINEMA
ITALIEN (v.o.) : Olympic, 14* (342-
07-42). — mar. : l'Evangile selon
saint Matthieu : jeu : les Poings
dans les poches : ven. : la Luna :
sam : Partout de femme : dim. :
Rocco et ses frères : lun. : l'Inno-
cent : mar. : les Clowns.
MAX BROTHERS (v.o.) : Nickel-
Ecoles, 5* (325-72-07). — mar. : les
Marx au grand magasin : jeu :
Soupe au caudat : mar : Cher-
d'or : mar : Monkey
Business : mar : che-

vil : lun. : Un jour aux courses :
mar : Une nuit à l'Eden.
A. KUROSAWA (v.o.) : Nickel-Eden,
6* (333-22-12). — mar. : la Légende
du grand jodo : jeu : Baudouin :
ven. : Volimbo : sam. : la Forée-
re : cache : dim. : le Chateau
de l'Arrière : lun. : Scandale :
mar : Vivre.
FILMS DE JAZZ : Marais, 6* (320-
47-86) (v.o.) : Mer. Mar : Saint-
Louis Blues : Le Blues entre les
deux. Jeu : Django : mar :
Blues Blanc Rouge Ven. : mar :
Jaminin the Blues. John Col-
trane. Shelby Mann and his men.
Miles Davis Sound of Jazz. Sam. :
Quintette. On Evans. New-Port
1960. Sonny Rollins Trio Lun. :
After Hours. Miles Ellington. Phil
Waller. Count Basie. Lionel Ham-
pton. Coolie Williams Big Band.
Louis Armstrong.

LES ACTEURS ET LA : EN
SCENE (v.o.) : Action République,
11* (380-51-23). — mar. : Riquet 111 :
Jeu : Pluming Othello. Macbeth
Ven. : Tous les autres s'appellent
Ali. Sam. Vasey Jones. Dim. :
En route vers le Sud. Lun. : la
Taverne 55 Tenter. Mar. : le Pa-
licap.
HOMMAGE A LOUIS DAQUIN : Stu-
dio 43, 9* (370-43-40). — mar. :
11* (380-51-23). — mar. : Riquet 111 :
Jeu : Pluming Othello. Macbeth
Ven. : Tous les autres s'appellent
Ali. Sam. Vasey Jones. Dim. :
En route vers le Sud. Lun. : la
Taverne 55 Tenter. Mar. : le Pa-
licap.

LA VEUVE MONTIEL (v.o.) : Calypso, 17*
(380-30-11) ; 11 h. 45 et 19 h. 45
Mort à Venise : 11 h. : le Guepard :
11 h. : 11 h. Dandys.

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU
(A. v.o.) : Olympic, 14* (342-
07-42). — mar. : les Indiens.
CARRIE (A. v.o.) : Calypso, 17*
(380-30-11). — V. S. 8 h. 30.
COCO LI FUEI (A. v.o.) : Les Tou-
relles, 11* (354-31-98). — Mar. 21 h.
EMERIL ET C'ESTAIT BIER (Belg.) :
Salles des Incubateurs, 11* (380-
30-11). — 11 h. 45 et 19 h. 45
L'EMPIRE DES (Jap.) : (A. v.o.) :
Saint-André-des-Arts, 11* (326-48-18). — 24 h. et 12 h.
FRITZ THE CAT (A. v.o.) : Saint-
André-des-Arts, 6* (328-48-18).
0 h. :
LINE ET LINE (A. v.o.) :
Luxembourg, 6* (333-97-77). — 8 h.
11 h. 45 et 19 h. 45
JACK L'EVENTREUR (A. v.o.) :
Calypso, 17* (380-30-11). — V. S.
0 h. 30.
JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Olympic,
14* (342-07-42). — 12 h. (8 h. D.)
LE MESSAGE (A. v.o.) : Les Tou-
relles, 11* (354-31-98). — J. 21 h.
PERSONA (Suéd. v.o.) : Olympic,
14* (342-07-42). — 12 h. (8 h. D.).
THREE (A. v.o.) : Luxembourg,
11* (333-97-77). — 10 h. : D.J. : 11 h.
24 h.

PAUL SIMON

à Paris

Un concert exceptionnel

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

LE JEUDI 30 OCTOBRE 80
A 20 H 30.

ONE TRICK PONY

Album 56 846 / Disponible en cassette et 45 Tours 17 656

wea

un film de MIGUEL LITIN

La Veuve Montiel

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

FESTIVAL DE BIARRITZ 80

PRIX DU JURY à l'unanimité

PRIX A.E.C.A.E.

avec GERALDINE CHAPLIN NELSON ILL GRA

ÉLYSÉES CINÉMA (v.o.) - DANTON (v.o.)
CONVENTION ST-CHARLES (v.o.) - MONT-PARNOS (à partir du 30 INT.)
RIO OPÉRA - MAXEVILLE - U.G.C. OPÉRA - MISTRAL
U.G.C. GAN DE LYON - PARAMOUNT MONTMARTRE
PARAMOUNT GALAXIE - 3 SECRÉTAN - PARLY 2 - ARTEL Nogent
ARTEL Villeneuve - ARGENTEUIL - CARREFOUR Pantin
PARAMOUNT Orly

COSMOS

2 FILMS QU'IL FAUT VOIR ET REVOIR...

14H-16H

PASTORALE

Film d'Otar IOSSELIANI

LES CHEVAUX DE FEU

La Trilogie de Serge PARADJANOV

18H-20H-22H

NANTERRE AMANDIERS

72118 81

Vichy Fictions

J.P. VINCENT et T.N.S.

"c'est une histoire vraie"

the CHANGELING

L'ENFANT DU DIABLE

GEORGE C. SCOTT - TRISH VAN DEVERE - MELVYN DOUGLAS

réalisé par MARIO KASSAR - ANDREW VAINA - scénario de JOEL B. MICHAELS GARTH - H. DRABINSKY

THE CHANGELING - L'ENFANT DU DIABLE

réalisé par PETER MEDAK - scénario de WILLIAM GRAY - ANDREW MCKEALL - ALAN BUCKY - CHRISTOPHER BEVANT

révisé par PETER WILLIAMS - révisé par JIM COCKELL - révisé par JIM COCKELL - révisé par JIM COCKELL

Distribution S.N. PRODS

Le laissez- passer

Chèque photo
Chèque confiance.

Le chèque laissez-passer, c'est le CIC qui l'a lancé. Il suffisait d'y penser. C'est le Chèque-photo. Les commerçants rassurés, ils vous reconnaissent. Ils ne vous demanderont pas votre carte d'identité. Ils vous font confiance. C'est le Chèque-confiance.

Nous avons lancé le Chèque-photo pour vous simplifier la vie. Au CIC, nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques.

Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service où les clients viendront et se serviront dans le minimum de temps.

Et ce temps gagné, nous le mettrons pour mieux prendre en compte vos cas personnels et vous conseiller vraiment.

Un banquier à votre service
et une banque libre-service.

CICR

Une nouvelle charte de l'audiovisuel

LE PRIX DE LA LIBERTÉ

Sondage : deux Français sur quatre écoutent la radio tous les matins

En revanche, on écoute (47 %) d'abord France-Inter pour ses informations et l'absence de publicité (43 %). Mais, 1 %, seulement, des auditeurs présente ses commentaires. C'est aussi sur la qualité de ses commentateurs de l'actualité que France-Inter a un petit avantage sur les postes périphériques (39 % contre 26 %). Ces taux étant du reste assez faibles, on retrouve quand même de l'objectivité des informations diffusées : 21 % des personnes interrogées le mentionnent, 10 % seulement sur France-Europe 1.

LOUIS MARCORELLES.

Les maladies du pouvoir

de la part de ses collègues professionnels et de la part de ses amis. Il n'est pas, en fait, suggéré la présence de Destaling, en tant que tel, à l'attitude du conseil de l'Etat. On ne peut pas, en effet, lui prêter, en cette circonstance, une attitude particulière. Ce serait sage en effet : en démontrant à la fois la valeur de l'Etat et la valeur de l'homme, de ses fonctions, on devrait être en mesure de le remplacer. On n'a que l'homme du présent.

CLAUDE SARRAUTE.

CLAUDE SARRAUTE

Mercredi 29 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE | TF 1

- h 45 La fin de recherche.
- h 10 Une minute pour les femmes.
L'Optima à domicile ? Oui, c'est possible.
- h 20 Emissions régionales.
- h 46 Les peris de l'OT.
- h 55 Virage du TFI.
- h 8 Journal.
- h 35 Série : Les chapeaux du soleil.
Après J. Roy Realisation P Villiers.
Une vaste fresque historique qui couvre de
son époque tous des coloniaux français en
Algérie.
- 27 h 35 Magazine : Le rage du lire.
Burrer. Touches par les posses
politiciennes.
- Avec Jean Soliman-Waspington (Ternumun)
et Michel (Pillay) (Moto). W. H. Fajard
Le jour sur les oreilles),
(Gaidim), et le film Ben Ben. auteur originaire
- 28 h 45 Les bruits du monde : Les oris
solitude.
- Dans quelques semaines les uns assisteront
à la grande messe du Québec, d'autres à la
supermarché ou des aéroports. Mais nous
le rassurer qu'enlever l'honneur de la ville.

DEUXIÈME CHAÎNE : A.2

- 18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 ~~Chaque semaine~~ des musées nationaux.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. -

Annex 20 Emissions régionales.

- 19 h 45 Top club.
- 20 h 35 Variétés ; Palmares 80.
- 21 h 50 Alain Decaux raconte.
- Monieur Lafont, de la Gestapo Française.
Parmi les trente-deux mille agents de la
Gestapo française, le groupe le plus célèbre
était celui qui opérait au 83 de la rue La-
fayette à Paris.
- 22 h 40 Histoire courte.
- La traversée de l'Atlantique à la rame, de
J.-F. Laguerrière.
- 23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- [illegible]

Jeudi 30 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h** 18 Réponses à tout.
- 12 h 30** Midi
- Journal.
- 12 h 35** Emissions régionales.
- h 50 Objectif marié.
Profil et dépiquage du candidat sur le o de l'Europe.
- 14 h** Les quatre transatlantiques.
- 14 h 20** Croque vacances.
Danish attractif (et à 14 h 30, 15 h, 16 h, 17 h) ; 14 h 30, Belgique (et à 16 h, 18 h, 19 h) ; 14 h 30, Indes la lapin ; 14 h 30, 15 h, raf magazine.
- 17 h 20** 27-4.
- 17 h 25** 20 Un, rue Sévigné.
- h ■ Avis de recherche.
- 17 h 30** Une minute pour les femmes.
- h ■ contre le racisme.
- 17 h 35** Les Emissions régionales.
- 17 h 45** Les formations politiques.
- Le R.P.F.
- Journal.
- 20 h** 35 Série L : Les Chevaliers du soleil.
Ca continue : épisode deux avec trois fragas historiques : présence des deux paires de présences françaises en Algérie ; les colon
- 21 h** 30 Magazine : L'événement.
Une interview de l'imparcible Jagan et é son fils aîné, le prince Bano ; Le Pouch de son frère cadet, le prince Sihanouk ; Les candidats à la présidence ; Le T.G.V., 20 kilomètres à l'heure.

22 ■ 55 Cinéma : « Mont-Drillon », film français de J. Valère (1970), a

- son M. Micha. P. Mammou, C. Boyvau.
Chargé de l'ouvrage, l'épave de l'hépatite
P. Mammou, C. Boyvau, qui a brisé sa carrière
et d'après la vérité du mort et en cher-
chant à le faire sa fille.
Adaptation de Robert Marger
 erotique
tigue de mort.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 **ANTI.D.P.E.**
12 h 5 **Passer** donc ne voir.
12 h 30 **Série** : Les amours des années folles.
12 h 45 **Journal**.
13 h 35 **Emissions régionales**.
13 h 50 **l'ami** à vous.
14 h **Aujourd'hui** madame.
L'engagement politique des femmes.
15 h **Série** : Drôles de dames.
Une prison pour ces dames.
15 h 10 **l'ami** du lundi - Robert Hirsch.

17 h 30 Fenêtre sur...
C'est en scène encore !

- [illegible]

22 h 5 A propos de...
La cité des femmes, de Fellini.

- 2 h 30 Journal.**
- TROISIEME CHAÎNE : FR 3**
- 18 h 10 Pour les Joues.**
La ronde des amants : Promenade sur
Amsterdam et Rotterdam.
- 18 h 55 Tribune libre.**
Centre national des indépendants payans
(C.N.I.P.).
- 19 h 10 Journal.**
- 19 h 20 Emissions régionales.**
- 19 h 55 Dessin animé.**
Hector et Victor,
Les Jeux.
- 20 h 30 Trois cautions sur la 3.**
19 h 55 **Chénice** (Cécile Yves Montand) : « Ahmes
vous Brulans ».
- Film américain d'A. Litvak** avec L. Bergman, M. Montand, A. Pertini, J.
Armand, J. Vauz, J. Lema, M. Marcove
(rediffusion).
- Une femme se querante ena, prise par son éma
né et la noston qu'éprouve pour elle un
homme toujours plus jeune.
- D'après un roman de Frédocteur Sapin, une
sorte de comédie médiocrématique, passée au
cours douloureux, qui défient tout
que mal trois grandes vedettes.

FRANCE - CULTURE

- vi h 2 Vies pour la mort : Hommage rendu

Le puits de Grand blond avec une chaussure
noire. Une corbeille pleine de la même chose.

- 21 le 50 Journal.

FRANCE - CULTURE

- 18 h. 30. « Le Cœur de Marie-Cécile », d'André
A. Dumas
19 h. 30. La science en marche : La transmis-
sion du savoir scientifique à l'école
20 h. La musique et les hommes : Le rôle
surhumain de la musique, musique et magi-
cologie.

M. Duran: A 23 b, 1a:

- [illegible]

est à l'exposition du musée de l'Homme
(et à 17 h. 30).

- 12 h. 4. Nous tous chamois.
- 12 h. 45. Panorama. L'opération « Orgues de France ».
- 12 h. 20. Recensement des orgues de France.
- 12 h. 45. Secs.
- 12 h. 45. Un livre des voir : « Une française », d'El. Orsenna.
- 12 h. 47. Souvenirs d'égérie : F. Monna.
- 12 h. 50.
- 12 h. 50. Le MAREUIL des souvenirs.
- 12 h. 50. Départementale : Le projet de Saint-Étienne.
- 12 h. 50. « Le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
- 12 h. 50. Juché.
- 12 h. 50. Les progrès de la biologie et de la médecine.
- 12 h. 50. Nouveau : Le patron des migrants.
- 12 h. 50. Nouveau : L'écologie économique : « La conquête de M. Vivier ».
- 12 h. 50. Nuits magnétiques : « ... » avec ...

FRANCE - MUSIQUE

- b. 2. Quatuor Musiques (Charpentier, Vivaldi, Beaudou) : 7 h. 08. L'intégrale de la semaine (Joly) : 7 h. 16. Actualité de la semaine à h. 16. Informations.
- b. 2. S'vlt à la musique.
- b. 2. Les tacts des musiciens : Claude Debussy
- 13 h. Musiques de table : Musiques légères (Bach, Chopin, Liszt) : 13 h. Jaz-z et musiques : 13 h. Musiciens ont la parole
- 13 h. Musiques : Inventaire pour dermatologistes : 13 h. 30. Musique électronique : 15 h. 30. Concerto pour piano de Frédéric Chopin par Jean-Pierre Rampal : 17 h. 30. Un disque pour la semaine : Concerto pour piano en orchestre (Mozart), Puccini, Ravel, Stravinsky, Monty-Carlo, dir. G. Cambreling, avec D. Six-Shaft : Jazz time : 18 h. 30. Concert en direct de l'auditorium 106 : œuvres de Brahms, Bartók, Boulez, Debussy, Elgar, Fauré, Liszt, Mahler, Mendelssohn, Mozart, Prokofiev, Rimsky-Korsakov, Schumann, Saint-Saëns, Schubert, Tchaïkovski, Varèse, Webern, Witold, Zichy, Debussy, avec S. Decrepit et D. Abramovitz, pianos ; V. Gueimilard et G. Citrini, percussions ; 20 h. Concours International de Piano de Paris
- 19 h. 30. Concert : Anthologie des concerts donnés au Grand Théâtre de Vaison-la-Romaine en avril 1980, œuvres de :
 - a. 1. Bach, Beethoven, Brahms, Bruckner, Debussy, Elgar, Fauré, Liszt, Mahler, Mendelssohn, Mozart, Prokofiev, Rimsky-Korsakov, Schumann, Saint-Saëns, Schubert, Tchaïkovski, Varèse, Webern, Witold, Zichy, Debussy, avec S. Decrepit et D. Abramovitz, pianos ; V. Gueimilard et G. Citrini, percussions ; 20 h. Concours International de Piano de Paris
- 20 h. 30. Concert : Anthologie des concerts donnés au Grand Théâtre de Vaison-la-Romaine en avril 1980, œuvres de :
 - a. 1. Bach, Beethoven, Brahms, Bruckner, Debussy, Elgar, Fauré, Liszt, Mahler, Mendelssohn, Mozart, Prokofiev, Rimsky-Korsakov, Schumann, Saint-Saëns, Schubert, Tchaïkovski, Varèse, Webern, Witold, Zichy, Debussy, avec S. Decrepit et D. Abramovitz, pianos ; V. Gueimilard et G. Citrini, percussions ; 20 h. Concours International de Piano de Paris
- 21 h. 30. Concert : Anthologie des concerts donnés au Grand Théâtre de Vaison-la-Romaine en avril 1980, œuvres de :
 - a. 1. Bach, Beethoven, Brahms, Bruckner, Debussy, Elgar, Fauré, Liszt, Mahler, Mendelssohn, Mozart, Prokofiev, Rimsky-Korsakov, Schumann, Saint-Saëns, Schubert, Tchaïkovski, Varèse, Webern, Witold, Zichy, Debussy, avec S. Decrepit et D. Abramovitz, pianos ; V. Gueimilard et G. Citrini, percussions ; 20 h. Concours International de Piano de Paris
- 22 h. 30. Concert : Anthologie des concerts donnés au Grand Théâtre de Vaison-la-Romaine en avril 1980, œuvres de :
 - a. 1. Bach, Beethoven, Brahms, Bruckner, Debussy, Elgar, Fauré, Liszt, Mahler, Mendelssohn, Mozart, Prokofiev, Rimsky-Korsakov, Schumann, Saint-Saëns, Schubert, Tchaïkovski, Varèse, Webern, Witold, Zichy, Debussy, avec S. Decrepit et D. Abramovitz, pianos ; V. Gueimilard et G. Citrini, percussions ; 20 h. Concours International de Piano de Paris
- 23 h. Les musiciens composent et proposent : Hugues Dufourt (Sibelius, Varèse,

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 29 OCTOBRE

— M. Pierre Mauroy, maire de Lille, membre du bureau exécutif du P.S., est l'invité de l'émission « Face au public », à 19 h. 20, sur France-Inter.

— M. René Monory, ministre de l'économie, participe à l'émission « Concret », à 19 heures, sur R.M.C.

● **M. Bernard Lefort**, rédacteur en chef politique de R.T.I. depuis 1972, en désaccord sur la réorganisation du service politique de la station, abandonnera ses fonctions le 31 octobre.

■ la suite du départ de M. Ro-
Boulay, [] Michèle
qui lui a [] à la di-
rection du [] politique.

**Respirez à fond.
Respirez Valda.**

PASTILLES VALDA

Le Monde

Société

JUGÉ POUR LE MEURTRE D'UN POLICIER

Philippe Maurice est le premier condamné à mort à Paris depuis dix-sept ans

La cour d'assises de Paris a condamné à la peine de mort, mardi 28 octobre, Philippe Maurice, âgé de vingt-quatre ans, un détenu permis-sionnaire en fuite, qui avait tué, le 7 décembre 1978, un gardien de la paix, Gérard Croc, âgé de trente-deux ans, père de deux enfants (« Le Monde » du 24 octobre). Après une longue et tendue délibération, les jurés ont reconnu la culpabilité de Philippe Maurice et l'ont condamné à mort. M^{re} Danièle Marion-Fondaneche, Philippe Lemaire et Jean-Louis Pelletier, ont plaidé en faveur de la peine de mort.

La peine capitale n'avait pas été prononcée à Paris depuis dix-sept ans. En 1963, deux Yougoslaves, Zdravko Juhant et Paul Simic, avaient été condamnés à mort pour le meurtre d'une épicière. Paul Simic avait été exécuté le 17 mars 1964, mais le corps de Paul Simic n'a jamais été retrouvé. Le 17 mars 1964, c'est la première fois, depuis l'instauration de la République, qu'un condamné à mort a été exécuté.

Cette peine est requise aux assises de Paris : le 28 septembre 1979, l'avocat général du procès de Philippe Maurice, M. Marcel Dorville-Carter, avait demandé l'obtention de la peine de mort contre Jean-Pierre Derycke, un autre détenu permissionnaire en fuite, meurtrier, lui aussi, d'un policier.

La décision des assises de Paris intervient dix jours après le verdict

de la cour d'assises de Paris, qui a condamné à la peine de mort, le 11 octobre, un prisonnier, Mohammed El-Hadi, dit Jean-Luc Rivière, inculpé du meurtre d'un policier et du vol d'une arme (« Le Monde » du 22 octobre). Il y a donc trois condamnés à mort dans les prisons françaises, ce qui n'était pas produit depuis 1977.

La Ligue humanitaire pour l'abolition de la peine de mort, qui a fait appel de la condamnation de Philippe Maurice, a déclaré que la peine de mort, qui a été abolie en France, ne peut se transformer en une cour d'appel, ne s'achève pas par un arrêt de cassation, mais plus ou moins la même.

De son côté, le Groupe pour l'abolition de la peine de mort et des autres peines d'élimination (GAPMEP) estime que « (...) lors de la présentation parlementaire, nous sommes convaincus que la peine de mort est le problème de la justice de notre pays et non un problème d'actualité immédiate. M. Peyrefitte ne connaît-il pas les condamnés en cours ? Cherchait-il à endormir la conscience des abolitionnistes ? (...) Il ne faut pas perpétuer un silence académique sur la peine capitale, une politique stérile : il faut que la reconnaissance légale du droit de tuer disparaisse ».

LES VISAGES

Il n'y a pas de visage qui ne soit un visage de la mort. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

Les questions, la réponse à la mort. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

La mort est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

La mort est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

« Solérat »

Une autre presse, immédiate, mais pas la presse de la mort. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

La mort est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

La mort est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

La mort est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage. C'est la mort qui est au centre de tout visage.

DEPUIS LE DÉBUT DU SEPTENNAT

Six cassations, trois exécutions et quatre grâces

Mohammed Charras et Jean-Luc Rivière, condamnés à mort le 17 octobre, ont été les premiers condamnés à mort depuis le 11 juin 1977. Le jour-là, la cour d'assises de Paris avait infligé la peine capitale à Norbert Garceau, meurtrier récidiviste, accusé d'avoir étranglé le journaliste de l'AFP, Gilles Lemaire, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Cinq condamnés à mort ont été, depuis le début du septennat, jugés aux assises de Paris. Trois ont été exécutés, deux ont été graciés, et un a vu sa peine commuée.

Tous les cinq ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. Il s'agit de Michel Bodin, meurtrier d'un journaliste, condamné à mort le 15 mars 1977 ; William Veilant, assassin d'un comptable (avril 1977) ; Michel Rousseau, meurtrier d'une jeune fille (novembre 1977) ; Mohammed Yaloui, meurtrier d'un couple de boulangers (25 novembre 1977) ; et Jean Portais, accusé de deux meurtres (18 décembre 1977).

Depuis le début du septennat, la cour d'assises de Paris a rendu six cassations, trois exécutions et quatre grâces.

condamnés à mort ont été guillotinés : Christian Ranucci, à Marseille, le 20 juillet 1976 ; Jérôme Carrein, à Donat, le 23 juin 1977, tous deux auteurs d'une petite fille, et Hamida Djandoubi, à Marseille, le 10 septembre 1977, meurtrier d'une jeune fille.

A quatre reprises, le président de la République a usé de son droit de grâce. Les condamnés ont été : le jeune Bruno T., meurtrier d'une vieille femme (11 février 1976) ; Joseph Bouchard, également meurtrier d'une vieille femme (4 août 1976) ; Joseph Bouchard, également meurtrier d'une vieille femme (4 août 1976) ; et Joseph Bouchard, également meurtrier d'une vieille femme (4 août 1976).

UN ACCIDENT DU TRAVAIL FAIT DEUX MORTS A L'USINE RHONE-POULENC DE DÉCINES (Rhône)

Un accident du travail a fait deux morts à l'usine Rhône-Poulenc de Décines (Rhône), mardi 28 octobre. Les deux victimes sont M. Jean Bertrand, dessinateur, âgé de cinquante ans, qui était l'un des responsables de la machine, et M. André Contreau, âgé de cinquante-deux ans.

Une cinquantaine de personnes de l'usine se sont précipitées à l'hôpital pour y être radiographiées. Dix-huit sapeurs-pompiers intervenus sur les lieux ont pu retirer les corps des victimes.

Une centaine de mètres d'un bâtiment voisin ont subi des dommages. L'appel de la C.G.T. a été immédiatement débrayé. La décision de la cour d'assises de Paris, après celle qui a été prise par la cour d'assises de Paris, après celle qui a été prise par la cour d'assises de Paris, après celle qui a été prise par la cour d'assises de Paris.

M. PEYREFITTE : le sentiment d'insécurité est parfaitement perçu par les jurés.

Interrogé mercredi 28 octobre, à la sortie du conseil des ministres sur la condamnation à mort de Philippe Maurice, M. Peyrefitte, garde des Sceaux, a déclaré : « La décision qui a été prise par la cour d'assises de Paris, après celle qui a été prise par la cour d'assises de Paris, après celle qui a été prise par la cour d'assises de Paris, après celle qui a été prise par la cour d'assises de Paris ».

M. Peyrefitte a ajouté : « Le sentiment d'insécurité qui est parfaitement perçu par les jurés, et qui est parfaitement perçu par les jurés, et qui est parfaitement perçu par les jurés ».

A Paris

Un gangster tué et un C.R.S. blessé au cours d'une fusillade

Une fusillade a éclaté mardi après-midi 28 octobre, vers 14 heures, place Victor-Hugo à Paris (16^e). Deux policiers et un malfaiteur ont été blessés. Un gangster, Sidi Mohammed Badaoui, vingt-six ans, a été tué. Un C.R.S. de l'escorte personnelle du président de la République, M. Dominique Servais, a été blessé à l'épaule. Son état n'inspire pas d'inquiétude.

C'est les premiers attentats de l'enquête c'est au moment d'un contrôle de police que les deux policiers ont été blessés. Les deux policiers ont été blessés. Les deux policiers ont été blessés.

Le 1^{er} mars 1975). Les gangsters avaient pris une partie du personnel en otage et étaient parvenus à s'enfuir en emportant 1 million de francs. Peu après la prise d'otage Alain Lacabane avait été tué après un échange de coups de feu avec des policiers.

Dans le Rhône

UN CONVOYEUR DE FONDS EST TUÉ PAR DES MALFAITEURS

Un convoyeur de fonds, M. Henri Delrieux, âgé de cinquante-six ans, a été tué mardi 28 octobre, vers 14 heures, par des malfaiteurs qui ont pris d'otage Alain Lacabane. Le convoyeur de fonds a été tué. Le convoyeur de fonds a été tué.

Des élus socialistes du Pas-de-Calais critiquent Radio-Quinquin

Tandis que deux mille personnes manifestaient, mardi 28 octobre, à Lens (Pas-de-Calais) pour protester contre les interventions policières de la région, des élus socialistes du Pas-de-Calais ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle.

D'autre part, les élus socialistes du Pas-de-Calais ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle.

Marche de nuit

De notre envoyé spécial

Lens. — Il était prévu la surprise. Les élus socialistes du Pas-de-Calais ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle.

communistes. Une marche de nuit a été organisée à Lens (Pas-de-Calais) pour protester contre les interventions policières de la région. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle.

La section du P.S. de Lille a organisé une manifestation contre la censure. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle.

LE SYNDICAT C.G.T. DE FR 3 LILLE PROTESTE CONTRE UN « AOTE DE CENSURE »

La section du P.S. de Lille a organisé une manifestation contre la censure. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle. Les élus socialistes ont critiqué Radio-Quinquin, l'organe de la région, qui a été créée par la région, mais qui n'est pas une organisation officielle.

MÉDECINE

LES REPRÉSENTANTS DES HOPITAUX PUBLICS DÉNONCENT LES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Face à l'augmentation croissante des dépenses de santé, les représentants des hôpitaux publics ont dénoncé les restrictions budgétaires. Les représentants des hôpitaux publics ont dénoncé les restrictions budgétaires. Les représentants des hôpitaux publics ont dénoncé les restrictions budgétaires.

SCIENCES

Le diamètre de Charon, le satellite de la planète Pluton, a été découvert il y a deux ans, a été récemment mesuré par un astronaute sud-africain, lors de l'observation d'une éclipse de Pluton. Le diamètre de Charon a été découvert il y a deux ans, a été récemment mesuré par un astronaute sud-africain, lors de l'observation d'une éclipse de Pluton.

"Avec un fils de 18 ans est-ce que j'ai encore droit aux allocations familiales?"



Donner à ses enfants la chance d'apprendre un métier, qu'ils rentrent en apprentissage ou qu'ils poursuivent leurs études, ce n'est pas toujours facile. Pour vous y aider, les allocations familiales existent. Vous y avez droit si vous avez au moins 2 enfants et jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 17 ans s'ils n'exercent pas d'activité professionnelle, 20 ans s'ils sont étudiants, apprentis ou infirmes.

Vous voulez en savoir plus. Votre Caisse d'Allocations Familiales a édité une brochure qui dira tout d'une manière simple mais complète. Demandez-la. D'autres brochures existent sur les nombreuses autres prestations mises à la disposition des familles. Renseignez-vous auprès de votre Caisse ou de l'une de ses permanences.

VOTRE CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

75 mn. POUR FAIRE LA MANCHE EN VOITURE.

50 % de réduction pour 60 h en Angleterre.



L'année Townsend Thoresen vous propose une sympathique manière de découvrir l'Angleterre : les minitours. 50 % de réduction sur tous les séjours de 10 h maximum. 20 % sur ceux de 120 h. Calais-Douvres. Le Havre et Cherbourg vers Southampton et Portsmouth. Quand vous embarquez sur un bateau Townsend Thoresen, vous êtes déjà en Angleterre. L'accueil est chaleureux. Les salons confortables et spacieux. Le personnel, réputé pour son amabilité. Bar, restaurant, pont panoramique, boutiques hors taxes sont à votre disposition.

Avec Townsend Thoresen, offrez-vous un week-end prolongé en Angleterre.

- Calais-Douvres en 75 mn : la traversée la plus rapide en car-ferry.
- 3 bateaux ultra-modernes.
- 4 routes au départ de 3 ports français : Calais, Cherbourg et Le Havre.
- Jusqu'à 10 traversées par jour.
- Tarif préférentiel basse saison.

Consultez votre agence de voyages ou votre automobile club ou renvoyez ce coupon pour recevoir notre brochure couleur contenant le détail de nos tarifs et horaires.

NOM _____
 ALN _____

41, Bd des Capucines - 75002 Paris - Tél : (1) 261.51.75

"Depuis qu'elle est seule avec ses enfants, comment fait-elle pour s'en sortir?"



Se retrouver seule pour élever ses enfants, cela pose, plus, de gros problèmes financiers. Pour vous aider, l'allocation de parent isolé ou l'allocation d'orphelin existent. Si vous êtes le père ou la mère d'un enfant orphelin ou abandonné par l'un de ses parents, ou encore, si vous avez recueilli un enfant orphelin ou abandonné, vous pouvez être droit à l'allocation d'orphelin. Si vous êtes seule à assumer la charge d'un ou plusieurs enfants selon vos revenus, vous pouvez avoir droit pendant quelque temps à l'allocation de parent isolé.

Vous voulez en savoir plus. Votre Caisse d'Allocations Familiales a édité deux brochures qui vous diront tout d'une manière simple mais complète. Demandez-les. D'autres brochures existent sur les nombreuses autres prestations mises à la disposition des familles. Renseignez-vous auprès de votre Caisse ou de l'une de ses permanences.

VOTRE CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

CARNET

Naissances

— Le docteur M. Louis Grollet, Mme Serge Laury, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils, Guillaume, le 28 octobre 1980, fils d'Emilie et GILLES LAURY.

— Noël, Hervé, Jean, Camille, le 18 octobre 1980, fils de Jean-Pierre et Isabel LE GAL, 25, villa de la Réunion, 75016 Paris.

— M. et Mme Pierre VILOTTE, Mme et M. Jean-Marie, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à Montpallier, 34100 Montpallier.

Fiançailles

— M. et Mme Georges BOUTIER, M. et Mme Rite J. BOUTIER, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Aline et Philippe.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie TRANIE, fille de M. Pierre-Robert TRANIE et Mlle Marie-Christine SERVA-SCHREIBER, M. Thierry MIREMONT, fils de M. Yves MIREMONT et Mlle Marie MIREMONT, née Marie MIREMONT (décédée), Paris, 18 octobre 1980.

Décès

— M. Marcel CASSAGNAU, professeur honoraire de l'Ecole Supérieure, leur épouse, père, grand-père et arrière-grand-père, est décédé le 28 octobre, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. André LAGARDERE, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, est décédé le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— M. et Mme Lemalet, M. et Mme Lemalet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 28 octobre 1980, à l'âge de 82 ans, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Apprentis

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

Apprentis

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

Apprentis

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

— M. Yves MASSY, généraliste, est apprenti au conseil municipal de Pignat.

Le Monde régions

RÉUNI EN CONGRÈS A JERSEY

Le Mouvement normand milite pour le régionalisme dans l'ordre

De notre envoyé spécial

Jersey. — Le Mouvement normand — groupement qui bataille pour la réunification de la Normandie, actuellement divisée en Haute et Basse-Normandie, et pour l'extension des pouvoirs des élus régionaux — s'est réuni au cours du dernier week-end en la salle générale à Jersey, dans la présence du président du conseil régional de Basse-Normandie, M. Pierre Godefray (R.P.R.), maire de Valognes, dans la Manche.

Qu'une organisation politique française donne congés à l'étranger, le fait est peu banal. Le Mouvement normand, il est vrai, cultive l'originalité. Organisation autonomiste, il dénonce fermement tout recours à la violence, ne déclare ouvert à toutes les tendances politiques et accueille militants ouvriers et intellectuels de la nouvelle droite. S'il critique vivement la politique régionale de M. Valéry Giscard d'Estaing, la plupart des élus qui le suivent appartiennent à la majorité présidentielle.

En se réunissant à Jersey, le Mouvement normand a simplement voulu, comme devait le déclarer M. Didier Pache, son président, «proclamer son appartenance à une communauté de civilisation, celle du Nord-Ouest européen, dont la Normandie est le cœur».

«Le Mouvement normand, a-t-il ajouté, doit être le lien entre le monde franco-latin et le monde anglo-saxon, les deux mondes nordiques et britanniques, dont nous sommes issus et dont nous sommes fiers».

«Normandie autogouvernée qui revendique restera dans le cadre français, mais elle possède la pleine maîtrise de son économie et de la gestion de ses affaires locales. Elle régionalisme n'est pas un simple objet de centralisme parisien, et devrait permettre de créer une nouvelle forme de démocratie qui unirait la France». Pas question de revendiquer un statut particulier, qui mettrait en péril l'unité nationale. Il ne s'agit pas de créer une région nouvelle, mais de donner à la région existante les moyens de se développer.

Pour la réunification

La première revendication concerne la réunification de la Normandie. Le projet prévu par la loi de 1963 (deux départements de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie) a été maintenu. Mais les élus du Mouvement normand ne sont pas satisfaits. Ils demandent la réunification de la Normandie, c'est-à-dire la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande.

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

UN APPEL DE JERSEY

Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande.

Après la réunion à l'Élysée

- Le plan Massif Central sera continué jusqu'en 1985
- Une centrale nucléaire sera installée en Auvergne

Le plan de développement du Massif Central sera continué jusqu'en 1985. Le président de la République a-t-il déclaré à l'issue de la réunion de travail organisée le 28 octobre à l'Élysée.

Les principales mesures prises en faveur des dix-sept départements du Massif Central sont les suivantes : l'État consacrera l'année prochaine 400 millions de francs pour les routes et 650 millions de francs pour les autoroutes ; la S.N.C.F. s'engage à ouvrir la ligne Paris-Clermont-Ferrand ; la loi d'orientation agricole et le plan de développement de l'élevage seront appliqués prioritairement dans le Massif Central ; un effort particulier sera fait pour l'artisanat, notamment dans les zones de montagne.

● Blocus routier à Lyon : neuf personnes interpellées. Neuf personnes ont été interpellées mardi 28 octobre lors de l'évacuation par les forces de l'ordre du port Édouard-Berriot à Lyon. Il s'agit, pour la plupart, de responsables du blocus du syndicat des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA), qui voulaient obtenir des détaxes sur le carburant et qui entendaient protester contre les restrictions de circulation des poids lourds durant les week-ends.

● Le prix des « parrains du Limousin ». — L'association Limousine pour favoriser les entreprises nouvelles (ALFEN) vient d'attribuer, parmi dix candidats, son prix annuel à la société dénommée Précision (Framco S.A.), installée dans la zone industrielle de Tulle (Corrèze). Il s'agit d'une société créée en décembre 1979 qui fabrique des composants, notamment des connecteurs destinés à l'industrie électronique. Framco a un programme d'investissement sur trois ans supérieur à 10 millions de francs. La société, qui occupe actuellement dix personnes, créera vingt emplois. — (Corresp.)

Le plan de développement du Massif Central sera continué jusqu'en 1985. Le président de la République a-t-il déclaré à l'issue de la réunion de travail organisée le 28 octobre à l'Élysée.

Le plan de développement du Massif Central sera continué jusqu'en 1985. Le président de la République a-t-il déclaré à l'issue de la réunion de travail organisée le 28 octobre à l'Élysée.

Le plan de développement du Massif Central sera continué jusqu'en 1985. Le président de la République a-t-il déclaré à l'issue de la réunion de travail organisée le 28 octobre à l'Élysée.

Le plan de développement du Massif Central sera continué jusqu'en 1985. Le président de la République a-t-il déclaré à l'issue de la réunion de travail organisée le 28 octobre à l'Élysée.

Tant et si bien que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les régionalistes ne sont pas tous des « gauchistes ». Parmi les membres du Mouvement normand, on trouve des élus de la droite, du centre et même de la gauche. C'est ainsi que M. Didier Pache, président du Mouvement normand, est membre du R.P.R. (Rassemblement pour la République), tout comme M. Jean-Marie Daillet (C.D.S.) et M. Hubert Lemaire (P.R.) et Francis Geng (C.D.S.) dans le Calvados, François d'Harcourt (C.N.I.-U.D.F.) dans le Finistère, René Tassani (P.R.) dans le Maine-et-Loire, et Remy Montagne (U.D.F.-C.D.S.) qui vient d'entrer au gouvernement. Il y a aussi au moins un ministre régionaliste, c'est-à-dire le 17 avril 1980 de dernier conseil d'État, M. Didier Pache, qui a été nommé à la tête de la région de la Normandie.

Cette simple énumération suffit à montrer que le Mouvement normand n'est pas un mouvement de « gauche » ou de « droite », mais qu'il est un mouvement régionaliste qui veut la réunification de la Normandie et la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande.

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

«Le Mouvement normand a-t-il précisé, ne se contente pas de demander la réunification de la Normandie, il veut aussi la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande».

car de redonner à un peuple de paysans calmes et mesurés le goût de l'aventure de ses « ancêtres » marins. La Normandie est, en cela, marquée par l'influence de l'un de ses fondateurs, Jean Mabire. Historien des Français perdus, il est l'auteur d'une Histoire de la Normandie (1961) dans laquelle il affirme que la Normandie est « la meilleure que l'on puisse trouver actuellement », il est membre du GREC, collaborateur régulier de la presse, et il est plus qu'un simple conseiller du Mouvement normand. Jean Mabire y siège en tant que membre titulaire et en tant que président. Il est aussi président de la commission exécutive. Il serait certes absurde de dire que le Mouvement normand est une annexe de la nouvelle droite. Simplement, il est un mouvement régionaliste qui veut la réunification de la Normandie et la suppression de la Haute-Normandie et de la Basse-Normandie, et la création d'une seule région normande.

THIERRY BRÉHIER.

FAITS ET PROJETS

LA MAIRIE DE PARIS ROUVRE LE DOSSIER DE LA CITÉ FLEURIE

Le Conseil de Paris, au cours de sa séance du lundi 27 octobre, a ouvert une nouvelle fois le dossier de la Cité Fleurie située boulevard Arago, dans le treizième arrondissement. En réponse à une question de M. Louis Moutet (P.S.), M. Jacques Chirac a indiqué qu'il allait réexaminer le dossier. Le maire de Paris a notamment précisé que l'apport financier de la Ville pour aider les artistes à racheter leurs ateliers ne pourrait en aucune façon être supérieur au coût de construction d'ateliers neufs. Il a aussi indiqué que seuls les peintres et les sculpteurs habitant et travaillant dans la Cité Fleurie, et non pas ceux qui y travaillent pour la Ville, ont le droit de bénéficier de la subvention des ateliers d'artistes. «A-t-il précisé, la subvention des ateliers d'artistes ne peut être supérieure au coût de construction d'ateliers neufs».

LES CORSES ET LES ATTENTATS

Après la douzaine d'attentats commis durant le dernier week-end en Corse-du-Sud, M. Charles Ornano, maire d'Ajaccio, sénateur (M.S.), a-t-il précisé, s'est élevé, dans une déclaration à la presse, contre « de telles actions ». «Le seul tort des occupants et des exploitants des appartements et des immeubles plastiques», déclare-t-il, «est de ne pas avoir un patronyme à consonnance corse. Il ne s'agit ni, ni plus ni moins, que d'attentats racistes».

Le correspondant du Monde de Libération rend compte, dans ce quotidien (28 octobre), de la conférence de presse clandestine à laquelle il a été convié par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Il note une évolution dans l'attitude de ses interlocuteurs, moins dogmatiques (extrémistes ?) et soucieux de ne pas se couper de la population.

On apprend enfin que les Italiens par car-ferries de la compagnie panaméenne Corsica Line entre l'Italie et la Corse seront suspendus à partir du 3 novembre et jusqu'en avril 1981 : la compagnie italienne Tirreno Express a de même abandonné sa liaison Livourne-Bastia.

ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES

une conférence de haut niveau à Paris les 4 et 5 Décembre

DROIT COMMERCIAL U.S.

l'essentiel du droit commercial U.S. en trois journées intensives le 19 Novembre et les 3 et 17 Décembre

Renseignements et inscriptions : Susan Cartwright - Tél. : 555.91.73 poste 33 ou 30

american college in paris

professional studies institute / faculté américaine au service des entreprises 31, avenue Bosquet - 75007 Paris

Le bon sens c'est un métier.



Le bon sens au Crédit Agricole, c'est d'offrir les services d'une grande banque, tant à l'échelon départemental qu'international. C'est surtout bien connaître chaque client afin de mieux le conseiller. Sur la place du village comme dans la ville, les hommes du Crédit Agricole font partie de la communauté. Pour chacun d'eux, chaque jour, le bon sens est un métier.

Crédit Agricole, le bon sens près de chez vous.

CREDIT AGRICOLE

مكرام من الاعمال

CONJONCTURE

Le bilan de notre économie est particulièrement mauvais

déclare le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris

C'est un constat sans complaisance qu'a dressé M. Jean Thévenaz, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, en analysant, mardi 28 octobre, la conjoncture économique en France. S'appuyant non seulement sur le Centre d'observation économique (COE), qui fait le

renom de la chambre parisiennaise, mais aussi sur les avis d'industriels importants, il a exposé ses réserves, en faisant trois remarques principales :

1) « Le bilan de notre économie est particulièrement mauvais : puisque nous accumulons un recul de l'activité avec des déséquilibres records pour les trois indicateurs-clés des demandes d'emploi, de la hausse des prix et du déficit extérieur ».

2) « Notre économie a suivi le mouvement général de décelération du système économique mondial avec un décalage dans le temps et dans l'amplitude qui, aujourd'hui, n'existe plus ».

3) « Les oscillations de très courte période, notamment par le jeu de l'épargne et des stocks, sont devenues très fortes et contrastées ».

M. CEVRAC : il n'est pas raisonnable d'aller au-delà du maintien du pouvoir d'achat.

Reçu, mardi 28 octobre, par le Président de la République, M. Ceyrac a déclaré à sa sortie de l'Élysée, qu'il était favorable au maintien du pouvoir d'achat, mais qu'il n'est pas raisonnable d'aller au-delà de ce maintien. Selon le président du C.N.F.P., en 1980, dépasser la limite convenable en laissant progresser le pouvoir d'achat de 1,5 à 2 %.

M. Ceyrac s'est déclaré d'autre part favorable à une reprise des négociations sur l'«aménagement» de la durée du travail. « Nous pensons mieux pouvoir surmonter les obstacles si nous tenons compte des insuffisances des négociations de juillet », a-t-il indiqué.

M. BERGERON : les salaires ne sont pas responsables de l'inflation.

Répondant comme en écho aux propos de M. Ceyrac, M. André Bergeron, qui parlait ce même 28 octobre à France-Inter, a affirmé que « les salaires n'étaient pas à l'origine de l'inflation : ils l'ont suivie, mais ne l'ont pas créée ». En R.F.A., a-t-il poursuivi, on a obtenu plus que le maintien du pouvoir d'achat des salariés. Or, il y a aussi la hausse des prix des produits pétroliers, il y a aussi l'augmentation des matières premières et il y a une progression des salaires qui est en moyenne supérieure à celle que connaît la France.

La reconquête du marché intérieur

Dès lors, que préconise-t-on, du côté de la chambre de commerce et d'industrie de Paris ? Tout d'abord une meilleure maîtrise de la pénétration du marché français : la reconquête du marché intérieur passe par une application plus stricte des réglementations nationales et communautaires, voire par leur révision. Ensuite, par une meilleure maîtrise des coûts de production. Sur ce point, M. Jean Thévenaz n'a pas admis le reproche de laxisme fait récemment aux patrons par le premier ministre (le Monde daté 19-20 octobre), notamment dans la fixation des salaires.

difficultés que doivent surmonter les chefs d'entreprise. Qui plus est, l'« instrument statistique » a viré, il ne renseigne que sur les salaires courants et, pour ceux-là, il enregistre nécessairement une hausse des salaires.

Les chefs d'entreprise doivent adapter leur gestion aux exigences d'un franc stable et fort, assure-t-on encore, mais, dans le même temps, « on les expose tout à la fois et brusquement à la vérité des prix de l'énergie, à la vérité des tarifs publics, à la vérité des taxes de l'impôt, alors que leurs marchés se rétractent ou s'effondrent ».

Dans ces conditions, comment trouver la souplesse nécessaire, sinon en allégeant les prélèvements obligatoires des entreprises, et donc « en réduisant à due proportion les débours des administrations publiques et sociales » ?

C'est, affirme M. Thévenaz, le seul moyen d'amorcer la désinflation et d'éviter que « la ponction pétrolière » ne frappe surtout l'économie productive, dans un pays où le principe de l'indexation des salaires n'est remis en cause par personne.

Estimant enfin que le ralentissement de l'économie pourrait être plus limité qu'on ne l'estime généralement, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris a affirmé que le déficit extérieur qui « risque d'en résulter » a été à la fois une libération accrue de l'économie et un réajustement des interventions de l'État.

« Les chefs d'entreprises ne voient pas l'avenir immédiat en rose », indique l'INSEE dans son enquête mensuelle sur la situation et les perspectives de l'activité industrielle. « La production reste sur une tendance déclinante, sauf dans les industries de biens d'équipement, où elle est stabilisée », note l'INSEE. Les commandes de commande sont jugées très faibles (1-2 %), les stocks de produits finis sont considérés comme excessifs dans la quasi-totalité des secteurs.

Aussi, les chefs d'entreprise prévoient-ils une réduction de leur production pour les trois mois à venir. Quant au rythme de hausse des prix industriels, la production, il serait en net recul par rapport à celui qui a été enregistré en début d'année.

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

APRÈS GENERAL MOTORS, FORD ANNONCE DES PERTES RECORDS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE

Ford, second constructeur automobile américain, annonce des pertes records pour le troisième trimestre 1980 : 596 millions de dollars (soit environ 2,5 milliards de francs). Il y a un an, Ford faisait état d'un bénéfice de 103 millions de dollars pour la période juillet-septembre 1979. C'est le plus important déficit trimestriel jamais annoncé par une société américaine. Il dépasse celui de General Motors : 507 millions de dollars au troisième trimestre 1980, rendu public lundi dernier.

Ford a enregistré au troisième trimestre une baisse de ses ventes de 11 % (8,01 milliards de dollars,

contre 9,02 milliards). La firme a surtout perdu de l'argent dans ses opérations en Amérique du Nord. Elle espère recouvrer une marge bénéficiaire au quatrième trimestre, et surtout en 1981, grâce aux nouveaux modèles lancés en octobre.

Avec les pertes que Chrysler devait annoncer pour le troisième trimestre (entre 400 et 500 millions de dollars), le total cumulé du déficit de l'industrie automobile américaine atteindrait 4 milliards de dollars pour les sept premiers mois de 1980 (dont 1,23 milliard pour Ford, et 224 millions pour General Motors).

LA PRODUCTIVITÉ A AUGMENTÉ DURANT LE TROISIÈME TRIMESTRE POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS UN AN ET DEMI.

Washington (A.F.P. Agéfi). — La productivité de l'économie américaine s'est accrue, durant le troisième trimestre de 1980, pour la première fois depuis un an et demi. La hausse s'est établie à un rythme annuel de 1,4 % contre une baisse de 2,7 % au cours du deuxième trimestre. La productivité diminue depuis le quatrième trimestre de 1978, ce qui aggrave l'inflation.

De juillet à septembre les gains de productivité ont été particulièrement nets dans le secteur non agricole, où l'accroissement s'est établi en rythme annuel à 2,6 %, le plus important depuis trois ans. Durant le trimestre précédent, la productivité avait diminué dans ce secteur au rythme annuel de 3,7 %.

Toutefois, bien qu'elle se soit inscrite en reprise sensible, la productivité a encore marqué un recul de 0,4 % par rapport au troisième trimestre de 1979. On note d'ailleurs que les effets de la récession sont loin d'être effacés, puisque, dans le secteur des entreprises manufacturières pris isolément, la productivité a encore diminué à un rythme annuel de 2,7 %, la production et le nombre des heures de travail ayant chacun fortement diminué.

Il reste que la progression globale de la productivité a résulté d'un accroissement de 1,1 % de la production de biens et de services des entreprises, au lieu d'une baisse de 12,3 % pendant le deuxième trimestre. La hausse en taux annualisé des coûts unitaires de la main-d'œuvre est globalement revenue à 8,8 % contre 15,1 % pendant le trimestre précédent. Les statistiques gouvernementales précisent que la production a globalement progressé de 0,3 % pendant le troisième trimestre, alors que le nombre des heures de travail a parallèlement diminué de 1,1 %.

ÉNERGIE

EN DEUX MOIS

Le prix du fuel lourd a augmenté de 30 %

La Compagnie française de raffinage (C.F.R.) va augmenter, à partir du 1^{er} novembre, les prix de son fuel lourd de 11 % (nos dernières éditions du 29 octobre). L'ensemble des sociétés qui opèrent sur le marché français va suivre ce mouvement et augmenter les tarifs d'un produit dont les prix sont libérés, de l'ordre de 10 %.

Le fuel lourd, qui était vendu de 710 à 715 F la tonne — hors T.V.A. — à la sortie des raffineries, le 1^{er} septembre, va atteindre le niveau record en France de 925 F, soit un relèvement de quelque 30 %.

Paradoxalement, le marché du fuel lourd dans l'Hexagone est pourtant déprimé. Pour les huit premiers mois de l'année, la demande a reculé de 14 %. E.D.F., qui consomme près du tiers du fuel vendu en France, a brûlé 8,3 millions de tonnes dans ses centrales de janvier à septembre, contre 7,8 millions au cours de la même période de 1979 (- 19,2 %), du fait principalement du développement du programme nucléaire. Et de gros industriels, comme les cimentiers, se sont reconvertis au charbon. La consommation du chauffage collectif des grands ensembles a moins régressé et les charges locatives vont, une fois encore, refléter ces nouvelles hausses.

demiers à Rotterdam (+ 19,3 %) et à 220 dollars à Singapour dans la mesure où l'iran était un fournisseur important en fuel pour les centrales électriques d'Inde, de Thaïlande, de Taiwan et Hongkong.

Ce renchérissement du fuel lourd apparaît donc comme un signe supplémentaire des dangers d'une prolongation du conflit entre l'iran et l'Irak et de l'extrême fragilité du marché pétrolier. Il montre aussi que, point les produits dont les prix ont été libérés sont désormais indépendamment dépendants des cours des marchés libres, quelles que soient les particularités de la consommation française. Un argument dont tireront profit tous ceux qui sont hostiles à la libération des prix des quatre produits encore contrôlés (essence, supercarburant, fuel domestique et gazole). — B. D.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Res. + ou Déf.	Res. + ou Déf.	Res. + ou Déf.
E.-U.	4.5335 4.5365	- 130 - 90	- 265 - 220	- 630 - 520
Can.	3.7850 3.7890	- 40 - 6	- 108 - 55	- 238 - 145
Yen (100)	2.6675 2.6715	- 10 + 35	+ 30 + 55	+ 235 + 280
DM	2.2835 2.2850	+ 25 + 30	+ 70 + 100	+ 505 + 570
FFr (100)	14.2210 14.2350	- 70 + 45	- 285 + 110	- 695 - 170
F.S.	2.5380 2.5410	+ 100 + 135	+ 240 + 285	+ 740 + 820
L. (1 000)	4.5710 4.5750	- 240 - 275	- 680 - 680	- 2220 - 2530
S. (1 000)	16.5350 16.5470	- 520 - 480	- 1120 - 960	- 2150 - 1870

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
\$ E.-U.	30 1/4	30 3/8	30 1/2	30 1/4	30 1/2	30 1/4	30 1/2	30 1/4
FFr (100)	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
F.S.	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
L. (1 000)	22	24	24	24	24	24	24	24
S. (1 000)	17	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
F.C. franc	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

Quand les hommes qui entreprennent parlent des hommes de la Sofirem.

"Tout le montage administratif et financier a été fait avec Sofirem."

"A mon premier appel, Sofirem m'a demandé de passer à jours après c'était en route, 15 jours après on n'avait rien fait de mieux."

"La participation est efficace. Je la trouve très intéressante."

"Sofirem a mis à notre disposition un local avec le matériel et le personnel pour que nous puissions démarrer tout de suite."

"Je suis très content de la main-d'œuvre Sofirem. Les gens sont rigoureux et travaillent très vite en atelier."

"Sofirem entre au Conseil d'Administration avec quelqu'un qui nous a vu à l'échec et qui nous a apporté un air de réveil qui fait réfléchir le patron."

M. Capelle, groupe Sable, 42 Roche La Motte

M. Sussio, Sté Vichy, 53 Espérance

M. Michaux, Sté Sival, 55 Bourgoise

M. Marovitch, Emballages des Cévennes, 30 Mollières sur Ceze

M. Pradet, Coffre, 55 Aniche

M. Hoffner, Sté Essi, lampes et luminaires, 55 La Machine

Tous apprécient l'aide efficace apportée par Sofirem. Il s'agit de Charbonnages de France, aux entreprises industrielles désirant s'implanter en région minière. Aide au financement : apport de fonds propres (participation au capital minoritaire et temporaire), prêts, appui pour d'autres aides financières.

(nombreuses en région minière). Assistance administrative (gratuite) : affichage du projet, choix du site, dossier, contacts locaux et nationaux, conseils, etc. Bilan : en 13 ans plus de 140 entreprises aidées, plus de 16.000 emplois créés. Particularité : Sofirem agit vite.

Sofirem

Nous prêtons aussi notre savoir faire.

Société de financement pour l'industrialisation des régions minières, 9, Avenue Percier, 75008 Paris, Tél. (1) 563.11.20

This announcement appears as a matter of record only

AIR AFRIQUE

\$62,000,000

Medium Term Loan

for the purchase of a Boeing 747-200F

Guaranteed by

The Republic of The Ivory Coast

Managed by

Continental Illinois Limited

Banque Nationale de Paris

San Francisco Agency

Crédit Lyonnais

First Chicago Limited

Saudi International Bank

Al-Bank Al-Saudi Al-Alami Limited

Agent



Continental Illinois Limited

September 1980

[illegible]

